Mandat de l'Évaluation finale externe du projet « École résiliente », phase unique, 2018-2022






Rapport final
Juin 2022
Présenté par

ACK International

Table des matières

Table des matières ..... **ii**

Acronymes et abréviations ..... **iv**

Remerciements ..... **v**

Synthèse /Résumé ..... **vi**

1. Introduction **1**

1.1 Description du projet « Vers une école résiliente » 1

1.1.1 Un projet élaboré et conduit dans un contexte sécuritaire et sanitaire en forte dégradation 1

1.1.2 Le projet « Vers une école résiliente » 2

2. Constatations, y compris résultats, atouts/bonnes pratiques, faiblesses par l'analyse des critères CAD **4**

2.1 Pertinence, alignement et cohérence (interne et externe) 4

2.1.1 Un projet pertinent aligné sur les orientations nationales du Burkina Faso en matière d'éducation en situation d'urgence 4

2.1.2 Cohérence interne et alignement aux stratégies d'intervention de la DDC 5

2.1.3 Cohérence externe et alignement du projet aux orientations de la communauté internationale en matière d'éducation en situation d'urgence 5

2.2 Efficacité, effets et impacts des interventions du projet Vers une école résiliente par grands volets 7

2.2.1 Volet Safe school 7

2.2.2 Le volet Prise en charge psychosociale (PSS) 14

2.2.3 Le volet Programme d'éducation par la radio (PER) / « Je veux apprendre » 17

2.2.4 Le volet cantines scolaires 20

2.2.5 Volet Coordination, suivi, collecte et capitalisation 22

2.3 Efficience 22

2.3.1 Analyses budgétaires 22

2.3.2 En termes de mise à disposition de fonds et de fluidité dans la gestion 23

2.3.3 Lisibilité du projet et coordination 24

2.4 Durabilité / pérennisation 25

3. Atouts, pratiques et enseignements **26**

4. Recommandations **28**

5. Conclusions / analyses FFOM du projet **32**

6. Annexes (obligatoires) **34**

6.1 Cahier des charges 34

6.2 Grille d'analyse dûment remplie 42

6.3 Liste complète des parties prenantes et autres personnes consultées et interviewées 47

6.4 Description détaillée du processus d'examen, y compris sources de données et éventuelles faiblesses et limites méthodologiques 52

6.5 Analyse de la logique d'intervention (cadre logique ou théorie du changement) : degré de réalisation des objectifs 53

6.5.1 Le volet Safe school 54

6.5.2 Le volet PSS 56

6.5.3 Le volet PER 57

6.5.5 Le volet Cantine Scolaire 59

6.5.7 Le volet Suivi, évaluation, capitalisation 60

6.6 Principaux événements ayant ponctué le déroulement du projet 61

6.7 Données sur le volet Safe school – EADE/SSAP 62

6.8 Données sur l'audience du PER (source UNICEF 2022) 65

6.9 Etat des dépenses du projet Vers une école Résiliente au 29 avril 2022 (source UNICEF + calcul du consultant) 67

6.10 Données sur les fermetures d'établissements scolaires (rapports ESU avril 2022) 72

6.11 Annexe – photos prises par la mission 73

Acronymes et abréviations

Titre acronyme	Signification
ADEFAB	Association des élèves et diplômés des élèves franco-arabes au Burkina
AME	Association des mères éducatrices
ANPE	Agence Nationale pour la Promotion de l'Emploi
ANTBA	Association nationale pour la traduction de la bible et l'alphabétisation
APE	Association des parents d'élèves
CAST	Compte d'affectation spéciale du trésor
CDC	Centre diocésain de communication
CEB	Circonscription d'éducation de base
CHF	Franc Suisse
COGES	Comité de gestion d'écoles
CP1	Cours préparatoire 1
CP2	Cours préparatoire 2
DAMSSE	Direction de l'allocation des moyens spécifiques aux structures éducatives
DDC	Direction du développement de la coopération (DDC) suisse
DGEFG	Direction Générale de l'Education Formelle Générale
DGESS	Direction générale des études et des statistiques sectorielles
DGREIP	Direction générale de la recherche en éducation et de l'innovation pédagogique
DGTRE	Direction générale de la télévision et de la radio éducative
DPEIFG	Direction de la promotion de l'éducation inclusive, de l'éducation des filles et du genre
DRC	Conseil danois pour les réfugiés
DREPPNF	Direction régionale de l'éducation préscolaire, primaire et non formelle
EADE	Enfants et adolescents en dehors de l'école
EDM	Enfants du Monde
ENEP	École nationale des enseignants du primaire
EPFEP	Écoles privées de formation des enseignants du primaire
ESU	Éducation en situation d'urgence
FAO	Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture
FDC	Faso-Action pour le Développement Communautaire ex-Fondation pour le développement communautaire
GANE	Groupes armés non étatiques
HANI	Hommes armés non identifiés
HI	Humanité et Inclusion
INEE	Normes minimales du Réseau inter-agences pour l'éducation en situation d'urgence
MENA/PLN	Ministère de l'éducation nationale, de l'alphabétisation et de la promotion des langues nationales
OCHA	Bureau de coordination des affaires humanitaires des Nations unies
ONG	Organisation non-gouvernementale

ONU	Organisation des Nations Unies
OP	Organisations paysannes
PAM	Programme alimentaire mondial
PDI	Personnes déplacées internes
PER	Programme d'éducation par la radio
PSS	Prise en charge psychosociale
RH	Ressources humaines
RRCO/C	Réduction des risques de conflits et de catastrophes
SSAP	Stratégie de scolarisation accélérée passerelle
ST-ESU	Secrétariat technique de l'Éducation en situation d'urgence
UAG	Union des artisans du Gulmu
UNICEF	Fonds des Nations Unies pour l'Enfance
USD	Dollar américain

Remerciements

Notre équipe remercie l'ensemble des partenaires du projet qui se sont montrés disponibles, ouverts à l'échange et au partage de leurs expériences et de leurs analyses.
Des remerciements particuliers sont adressés aux acteurs de mise en œuvre et aux bénéficiaires de la région de la Boucle du Mouhoun qui ont donné de leur temps pour des entretiens à distance, tout en restant patients à cause de la connexion pas toujours bonne.
Des remerciements également à l'endroit des acteurs de mise en œuvre, notamment les directions régionale et provinciale en charge de l'éducation et l'équipe de base Kaya du DRC qui dans une situation sécuritaire des plus critique, ont pris le temps de s'entretenir avec ACK et ont également facilité l'organisation des rendez-vous avec les autres acteurs du projet.

Synthèse /Résumé

Au Burkina Faso, le contexte sécuritaire et économique s'est progressivement dégradé ces cinq dernières années dans les zones frontalières du pays avec des attaques de plus en plus récurrentes des groupes armés non étatiques (GANE). Ces attaques et/ou menaces terroristes entrainent la fermeture de nombreuses écoles sur le territoire avec son corollaire de psychose et de peur pour les populations et la scolarité des enfants. Cette situation d'insécurité a aussi pour conséquence d'importants déplacements de populations, en particulier des campagnes vers les centres urbains. Le nombre de personnes déplacées internes (PDI) a très fortement augmenté ces dernières années, ce qui entraîne des conséquences sur les services sociaux de base déjà précaires (santé, accès à l'eau, éducation).

Depuis 2017, le MENA/PLN en partenariat avec l'UNICEF, Humanité et Inclusion et le soutien financier de la Direction du développement de la coopération suisse (DDC) au Burkina est impliqué dans l'accompagnement des écoles et de la communauté éducative. Cet accompagnement s'inscrit dans l'approche « Safe School » et l'éducation en situation d'urgence qui comprend un paquet de services permettant de renforcer la résilience (prévention des risques, accompagnement psychosocial, continuité éducative, approches éducatives alternatives, cantines scolaires). Entre 2018 et 2022, le MENA/PLN et l'UNICEF ont coordonné le Projet « Vers une école résiliente » avec l'appui de la DDC, du Danemark, du Japon et de la Norvège. Ce projet comportait plusieurs volets mis en œuvre par une dizaine de partenaires différents. Au terme de ce projet, la DDC souhaitait une évaluation finale externe afin d'en analyser les résultats au regard des critères classiques de l'évaluation (pertinence, cohérence, efficacité, efficience, impacts, durabilité) et d'en tirer des enseignements et recommandations en vue notamment de son prochain cycle d'intervention dans le secteur de l'éducation au Burkina.

En termes de pertinence : la conception du projet a bien pris en compte les besoins et les priorités du groupe cible (écoles situées dans les zones frontalières du Burkina, élèves, enseignants), toutefois, au regard des normes INEE qui recommandent une bonne cartographie des cibles (élèves déplacés internes, enfants retournés, enfants autochtones, etc.), la cartographie des cibles n'a pas été complète et représente une insuffisance en termes de planification. Des cibles plus affinées auraient pu permettre de mieux orienter les interventions du projet. Les acteurs d'implémentation choisis ont démontré beaucoup de professionnalisme et d'expérience sur ces questions. L'intervention du projet a été relativement inclusive, de sorte que le ministère de tutelle, le MENA/PLN et ses démembrements aux niveaux régional et provincial ont été impliqués dans les activités conduites. Le MENA/PLN et certaines de ses directions ont été en outre directement impliqués dans la mise en œuvre de certains pans du projet (SSAP, éducation inclusive (filles et enfants en situation de handicap), cantine scolaire, formateurs Safe school, ciblage des écoles, suivi évaluation et capitalisation pendant les revues à mi-année et annuelle du programme Education, la coordination du Cluster Education).

En termes de cohérence : le projet est bien aligné sur les stratégies nationales en matière d'éducation et spécifiquement en situation d'urgence. Le projet est aussi cohérent avec les interventions du secteur de l'éducation soutenues par la DDC au Burkina. Cette intervention est alignée sur la stratégie internationale de la DDC en matière d'éducation en situation d'urgence et s'inscrit aussi dans les priorités actuelles de la communauté des bailleurs qui soutient fortement l'éducation en situation d'urgence dans le pays.

En termes d'efficacité : la stratégie mise en œuvre correspond bien aux besoins des bénéficiaires et des zones ciblées. Toutefois pour qu'elle soit complétement efficace, il serait nécessaire d'inscrire davantage l'intervention dans une approche intégrée et sur la durée (approche Nexus). La majeure partie des objectifs prévus et des résultats ont été atteints, notamment sur le volet Safe school, Cantine scolaire et dans une certaine mesure sur le volet PSS et PER. Quelques résultats sont plus mitigés pour des activités comme la mise en place d'un pool de formateurs, le nombre d'enseignants formés en Safe school dans le cadre de la formation initiale ainsi que pour la prise en charge psychosociale suite au

référencement et la constitution d'un pool de psychologues. Le volet qui a connu le plus de difficultés concerne la collecte des données (EduTrac) qui n'est pas opérationnelle à ce jour.

En termes d'efficience : le projet est morcelé en une dizaine de sous-projets. Nous avons analysé des données financières transmises par l'UNICEF pour les ONG HI et DRC desquelles il ressort que le ratio fonctionnement/activités est respectivement de 21% et 18%, soit des taux corrects. Toutefois, il n'est pas aisé d'avoir une vue d'ensemble et affinée de l'efficience sur le projet. Les acteurs d'implémentation ont reçu les moyens de leur intervention. Le délai de mise à disposition est considéré comme acceptable. Les mécanismes de suivi, de rapportage et de décaissement de l'UNICEF (trimestriel) sont relativement lourds et engendrent des interruptions momentanées pour certains partenaires (FDC, CDC, Viamo), notamment lorsque les ressources humaines ne sont plus disponibles (vacances de personnel notamment pour le PER durant plusieurs mois, absence de répondant). Si les fonds suisses étaient sécurisés sur ce projet, d'autres fonds étaient octroyés sur une base annuelle ce qui a pu entrainer des retards et des interruptions. La tutelle du projet (MENA/PLN) a eu des difficultés dans le pilotage et la coordination (le premier comité de pilotage a été organisé en mai 2022, soit à la fin des 4 ans du projet). Si l'UNICEF a assuré son rôle de suivi (technique, financier, visite sur site, audit) des différents acteurs d'implémentation, elle n'a pas joué le rôle de coordination autant qu'elle aurait pu. En effet, au bout de 4 ans de mise en œuvre, les différents intervenants méconnaissent le projet dans sa globalité faute de communication, de comité de pilotage opérationnel spécifique, de revues / réunions de suivi et de coordination dédiées au projet Vers une école résiliente rassemblant les différents acteurs.

En termes d'impact : les interventions conduites ont permis aux bénéficiaires d'être informés, sensibilisés et, dans une certaine mesure, préparés à mieux anticiper et gérer le risque. Toutefois, nous n'avons pas d'exemples pour affirmer que les bénéficiaires réagiront effectivement de façon adéquate en cas d'attaque. Certaines sessions de formation, simulation d'exercice de protection ont été rejetées par des localités (exemple dans le Centre Nord – rapport DRC), expliquant que ces approches pourraient « attirer les attaques » ou par la crainte d'être victime de représailles (rapport Capitalisation Safe School HI). Sur le volet PSS, le projet aurait pu aller plus loin en termes d'appui, de mécanismes de référencement et de suivi des cas, notamment par une plus grande implication des directions régionales et provinciales de l'action sociale.

En termes de durabilité : les bénéficiaires disposent des capacités et de la motivation pour faire perdurer les acquis du projet dans leur localité, toutefois ils sont sujets au *turnover* (les enseignants notamment), au besoin de recyclage, ainsi qu'à la difficulté de maitriser certains outils. Aucune mesure de durabilité institutionnelle et financière n'a été prise. Les comités de suivi des risques, les relais communautaires, les tuteurs des clubs d'écoute déployés ont acquis des compétences mais n'ont pas de moyens financiers pour poursuivre les activités et dynamiser leurs actions à l'issue du projet. La pérennité de ces dispositifs se pose donc de façon aiguë. Le Burkina en général et les régions visées par le projet, en particulier, font face à un contexte dégradé à tous les niveaux (institutionnel : gouvernement de transition militaire ; économique : fort risque d'insécurité alimentaire ; sécuritaire : forte aggravation sécuritaire ayant engendré la fermeture de nombreux établissements scolaires). Toutefois, dans certaines localités des écoles réouvrent, et des régions sont encore relativement épargnées. Les interventions du projet d'éducation en situation d'urgence y ont tout leur sens.

Le projet Vers une école résiliente a permis de développer de façon progressive, un ensemble d'interventions complémentaires (éducation formelle et informelle, sensibilisation et prévention des risques, appui psychosocial, éducation par la radio, cantine scolaire) permettant de favoriser autant que possible, la continuité scolaire des élèves. Cette approche constitue à notre avis, le plus grand succès du projet et devrait, non seulement être maintenue mais renforcée dans la perspective du développement d'une approche intégrée pour une réponse pluridisciplinaire. Il s'agit de rechercher davantage de cohérence et de synergies autour de l'éducation et de la protection, de répondre à l'urgence en pensant au relèvement et en incluant la cohésion sociale.

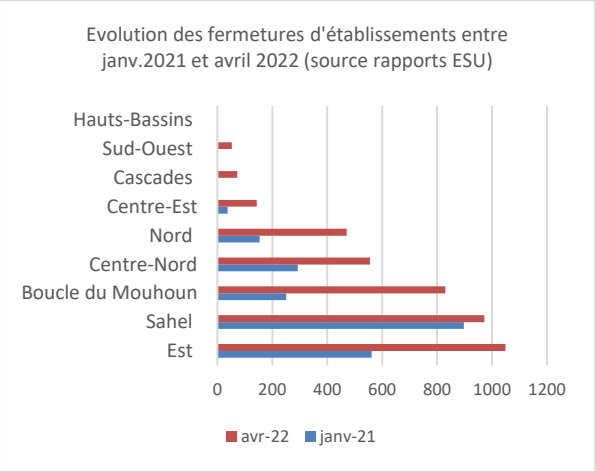
1. Introduction

1.1 Description du projet « Vers une école résiliente »

1.1.1 Un projet élaboré et conduit dans un contexte sécuritaire et sanitaire en forte dégradation

Le Burkina Faso classé 182e pays sur 188 pays selon l'indice de développement humain (PNUD 2019), est l'un des pays les plus pauvres du monde. Le pays est confronté à des problèmes d'insécurité depuis le début des crises nigériane, malienne et libyenne de 2011 et 2012. Les attaques terroristes sur le sol burkinabè ont commencé en 2015 et se sont depuis accrues à partir de 2017, en ciblant notamment des écoles dans le nord du pays.

Depuis 2018, le contexte sécuritaire s'est progressivement dégradé avec des attaques de plus en plus récurrentes des groupes armés non étatiques (GANE) entrainant la fermeture de nombreuses écoles sur le territoire. A la date du 30 avril 2022 (rapport Éducation en situation d'urgence (ESU)-avril 2022), le nombre d'établissements fermés était de 4 148. Ces fermetures représentent environ 16,5 % des écoles primaires du Burkina Faso. Ces fermetures affectent 685 935 élèves soit 328 682 filles (48%) et 357 253 garçons (52%), ainsi que 20 104 enseignants soit 6 452 femmes (32%) et 13 652 hommes (68%). Rien qu'entre mars et avril 2022, on a assisté à une augmentation importante du nombre d'établissements scolaires fermés, notamment dans la région de la Boucle du Mouhoun (+242), du Centre-Nord (+131), de l'Est (+116), du Centre-Est (+10), du Nord (+3) et des Cascades (+2). Entre janvier 2021 et avril 2022, le nombre de fermetures a augmenté de 89%. Il devient très difficile, sinon impossible, d'accéder à certaines zones.



La situation des fermetures des établissements scolaires fait suite à des attaques et/ou menaces terroristes avec son corollaire de psychose et de peur engendrées par le phénomène terroriste sur les populations et la scolarité des enfants. Ces fermetures ont pour conséquence la baisse du taux brut de scolarisation (TBS) pour l'enseignement primaire depuis 2018. Le TBS qui était de 96.09 en 2018, est redescendu à 94.54 en 2019 et 92.63 en 2020 (données de l'institut statistique de l'UNESCO pour le Burkina). La situation d'insécurité a entrainé la fermeture des établissements scolaires et d'importants déplacements de populations, en particulier vers les centres urbains. Au Burkina, le nombre de personnes déplacées internes (PDI) a très fortement augmenté ces dernières années, il est passé de 81 964 en janvier 2019 à 1 850 293 en mars 2022 (source OCHA 2022). Ces mouvements de populations très importants pèsent sur les zones d'accueil et notamment sur les infrastructures sanitaires (centres de santé) et les services sociaux de base, dont les écoles hôtes accueillant les élèves déplacés (sureffectif, manque de moyens, manque de personnel, insuffisance de la cantine scolaire). Les besoins en appui et accompagnement sont croissants.

A ce contexte sécuritaire, s'est rajouté en 2020, le contexte sanitaire avec la pandémie de COVID-19. La pandémie a eu un impact visible sur le système éducatif, en particulier au sein des populations les plus marginalisées, dont les filles. Les classes ont été fermées pendant près de 4 mois, de mars à juin 2020.

En 2017, une étude réalisée par le MENA/PLN avec l'appui de l'UNICEF recensait environ deux millions six cent trente-quatre mille enfants et adolescents en dehors du système éducatif (EADE). Avec la crise sécuritaire et la crise sanitaire ce chiffre s'est accru.

En outre, le Burkina Faso a connu une forte instabilité institutionnelle au cours du dernier trimestre 2021. En janvier 2022, un coup d'État a renversé le pouvoir en place du Président Roch Marc Christian Kaboré et voit la mise en place d'une Assemblée législative de Transition (ALT). L'instabilité institutionnelle a des conséquences (freins, arrêts) sur le déroulement des activités au sein des ministères et des organisations internationales. L'allocation de certains budgets en est affectée (notamment au niveau de l'UNICEF).

1.1.2 Le projet « Vers une école résiliente »

En 2017, le ministère de l'Éducation nationale, de l'alphabétisation et de la promotion des langues nationales (MENA/PLN) a sollicité l'UNICEF afin de l'aider à répondre aux grands défis sécuritaires posés au système éducatif. Ceci s'est traduit par la mise en œuvre d'une phase pilote du projet « Ecole résiliente » auprès de 71 écoles d'avril à août 2017 avec UNICEF et Humanité et inclusion (HI), avec l'appui financier de la Direction du développement de la coopération (DDC) suisse. A l'issue de cette phase pilote, le Projet « Vers une école résiliente » a été soutenu par un cofinancement de la DDC (5,1MCHF) pour une phase unique de 2018-2022, complété par un crédit additionnel d'1MCHF (incluant une nouvelle composante portant sur le renforcement des cantines scolaires. Ce volet a été mis en œuvre par le PAM et a été prolongé jusqu'en septembre 2022).

Ce projet a également reçu des appuis financiers du Danemark, de la Norvège et de l'UNICEF. Sous la tutelle du MENA/PLN, il est piloté par l'UNICEF et mis en œuvre par les ONG internationales Danish refugee council (DRC) et HI, et les ONG nationales Centre diocésain de communication (CDC), Faso action pour le développement communautaire (FDC), Association nationale pour la traduction de la bible et l'alphabétisation (ANTBA) dans les régions ciblées du Sahel, du Centre Nord, du Nord et de la Boucle du Mouhoun. Le MENA/PLN à travers ses directions en charge du dossier Safe school (Direction de l'allocation des moyens spécifiques aux structures éducatives (DAMSSE) et Direction Générale de l'Education Formelle Générale (DGEFG), notamment) se déploie dans les régions des Hauts-Bassins et des Cascades. La Direction générale de l'Encadrement pédagogique et de la Formation continue (DGEPFIC) a assuré l'introduction des modules dans les programmes de formation des écoles de formation initiale (ENEP et ENS-UK) ; la Direction de la promotion de l'éducation inclusive, de l'éducation des filles et du genre (DPEIEFG), pour soutenir l'accès à l'éducation inclusive des filles vulnérables et la Direction générale de la Recherche et des Innovations Pédagogique (DGREIP) a assuré le développement de Edu-trac et du Programme d'éducation par la radio.

Le projet Ecole résiliente cible 928 000 enfants dont 427 000 filles – et s'inscrivait initialement dans 7 régions du Burkina (Est, Sahel, Centre Nord, Nord, Boucle du Mouhoun, Hauts Bassins et Cascades).

Le **projet se construit autour de 4 composantes techniques et d'une composante diffusion :**

- Le renforcement de la résilience par l'approche Safe school : formation des enseignants, assistants sociaux, membres de la communauté à la réduction des conflits et catastrophes naturelles ; renforcement des dispositifs d'accueil ; promotion de l'éducation des filles ; sensibilisation des autorités locales et militaires, appui à l'éducation des EADE et appui à la Stratégie de scolarisation accélérée passerelle (SSAP) ;
- La prise en charge psychosociale (PSS) des acteurs de l'éducation et des communautés ;
- Le programme d'éducation par la radio (PER) ;
- Le renforcement des cantines scolaires (accès à une nourriture saine et nutritive, repas scolaire, renforcement des capacités de gestion des cantines) ;

- La diffusion et le partage des connaissances (EduTrac – outil de communication gratuit basé sur un système de téléphonie mobile et Country Office Monitoring and Evaluation Tool - COMET).

Depuis octobre 2018, la phase unique du projet « Ecole résiliente » a été mise en œuvre dans les zones fortement affectées par l'insécurité (régions frontalières du Burkina Faso, notamment la Boucle du Mouhoun, les Cascades, le Centre-Est, le Centre-Nord, l'Est, les Hauts Bassins, le Nord et le Sahel). De nombreux événements marquants ont émaillé le projet (Voir tableau des principaux événements marquants en annexe 6.6).

Face à ce contexte volatile, il est important ici de souligner la flexibilité opérationnelle de ce projet à s'adapter aux aléas nouveaux (COVID 19 et autres catastrophes), et à la flexibilité institutionnelle du bailleur /DDC à répondre aux changements de contexte (ajouts de nouvelles régions) et à intégrer des dynamiques nouvelles (crédit additionnel et PAM pour la protection).

2. Constatations, y compris résultats, atouts/bonnes pratiques, faiblesses par l'analyse des critères CAD

2.1 Pertinence, alignement et cohérence (interne et externe)

2.1.1 Un projet pertinent aligné sur les orientations nationales du Burkina Faso en matière d'éducation en situation d'urgence

Le projet Vers une école résiliente est un projet pertinent et faisant du sens. Il propose une approche multisectorielle de prévention holistique (prévention du risque, accompagnement psychosocial et prise en charge (dans une certaine mesure – voir partie efficacité) des situations de stress, continuité éducative par la radio, sensibilisation à la paix, la vie sociale et l'hygiène, appui dans l'alimentation scolaire répondant aux besoins du public cible. Un volet suivi, capitalisation, études, complète le tout.
Si initialement, dans la conception du projet, les actions ciblaient les régions les plus en situation d'insécurité (zone frontalière du Burkina), pour faire face à l'aggravation du contexte sécuritaire et à la survenue de la pandémie COVID 19 ayant entrainé la fermeture des établissements scolaires durant plusieurs mois en 2020, le projet a élargi sa couverture d'intervention aux 13 régions du Burkina (notamment avec le volet PER). Au regard des normes minimales du Réseau inter-agences pour l'éducation en situation d'urgence (INEE) qui recommandent une bonne cartographie des cibles (élèves déplacés internes, enfants retournés, enfants autochtones, etc.), la cartographie des cibles n'a pas été complète et représente une insuffisance en termes de planification. Des cibles plus affinées auraient pu permettre de mieux orienter les interventions du projet
Le projet s'inscrit parfaitement dans les stratégies nationales sectorielles et notamment de réponse à l'éducation en situation d'urgence. Au niveau sectoriel, pour traduire sa volonté d'atteindre ses objectifs au double plan national et international, le Burkina s'est doté :

- d'un Programme sectoriel de l'éducation et de la formation (PSEF), 2017-2030 ;
- d'un Programme de développement stratégique de l'éducation de base (PDSEB) 2012-2021 ;
- d'un manuel des normes éducatives nationales au Burkina publié en janvier 2020, qui se veut un outil d'information, de communication et d'interpellation de tous les intervenants dans l'éducation au respect des différentes normes définies pour des prestations de qualité.

Pour faire face à la situation d'urgence (fermeture des écoles, élèves déplacés, enseignants désœuvrés), le MENA/PLN a développé différentes stratégies au cours des dernières années :

- en mars 2019, une Stratégie pour la protection et la poursuite de l'éducation dans les zones à forts défis sécuritaires est élaborée : la Stratégie de scolarisation des élèves des zones à forts défis sécuritaires au Burkina Faso (SSEZDS) 2019-2024 ;
- dans la continuité des actions déjà menées et par souci d'être plus spécifique, la SSEZDS a été transformée en Stratégie Nationale de l'Education en situation d'urgence 2019-2024. Elle est soutenue par le Secrétariat technique de l'Éducation en situation d'urgence (ST-ESU), en charge du suivi et du pilotage des interventions spécifiques en ce sens ;
- en 2020, la Stratégie nationale de prise en charge en éducation et formation des EADE et de son plan d'action dont l'objectif est d'améliorer l'accès et la qualité à l'éducation/formation des enfants et adolescent(e) de 6 à 16 ans en dehors de l'école au Burkina Faso.

Au cours de cette phase de projet, le niveau institutionnel s'est particulièrement renforcé avec la mise en place et le développement d'une stratégie ESU, le déploiement du ST-ESU à partir de 2019-2020.

2.1.2 Cohérence interne et alignement aux stratégies d'intervention de la DDC

Le projet Vers une école résiliente est cohérent. Il s'aligne avec le Programme de la Coopération suisse au Burkina Faso pour la période 2021-2025 et sur les priorités de politique extérieure et de coopération internationale de la Suisse. De plus, il s'aligne sur la stratégie Education de la DDC / Art. 4 : « *La DDC veille à l'éducation et à la protection des enfants et des jeunes vivant dans* ***des situations d'urgence*** *et de crise tout en renforçant leur capacité de résilience face à la violence et aux catastrophes naturelles. Les jeunes font partie des groupes les plus vulnérables dans les situations de crise car ils sont exposés à une multitude de risques. Pour la DDC, l'éducation représente une composante centrale de la protection de l'enfance. Elle permet de sauver des vies tout en étant porteuse d'espoir et de perspectives. L'éducation est souvent considérée comme une priorité par les populations vivant dans un contexte de crise ».*

Dans ses interventions, la DDC veille aussi à se conformer aux Normes INEE. Ce projet est pour la DDC au Burkina Faso une première expérience d'approche Nexus – école résiliente.

Le projet Vers une école résiliente, par ses leçons apprises au cours de cette phase unique, va permettre à la DDC d'ajuster ses appuis au cours de sa prochaine phase de programmation de 12 ans au Burkina. En effet, la DDC envisage poursuivre son soutien au secteur de l'éducation avec un budget de 54 millions CHF sur 12 ans dont 18 M CHF pour la 1ère phase. Les appuis passeront par le Compte d'affectation spéciale du trésor (CAST), le Fonds pour l'alphabétisation et l'éducation non formelle et soutiendront notamment l'ESU. Trois régions seront ciblées dont deux à forts défis sécuritaires : la Boucle du Mouhoun, le Centre-Nord et le Centre-Est.

2.1.3 Cohérence externe et alignement du projet aux orientations de la communauté internationale en matière d'éducation en situation d'urgence

L'ESU est abordée dès 2016 lors du Sommet mondial sur l'action humanitaire avec le lancement du fonds « L'éducation ne peut attendre – Education cannot wait (ECW) ». Ce fonds mondial est destiné à transformer l'éducation dans les situations d'urgence. Regroupant des gouvernements, des acteurs de l'aide humanitaire et des initiatives pour le développement, il doit apporter une réponse mieux coordonnée et plus rapide aux besoins éducatifs des enfants et des jeunes touchés par des crises.

Au Burkina, l'ESU est fortement appuyée ces dernières années, avec la convergence des interventions de nombreux bailleurs, aussi bien au sein du fonds de soutien au développement de l'éducation de base, par le biais de versements au CAST qu'au niveau du Cluster Education où de nombreuses organisations sont soutenues dans le cadre du fonds mondial dédié à l'éducation en situation d'urgence et de crises prolongées - ECW. Un faisceau de financements s'oriente donc actuellement autour de l'ESU/Safe school. Si le concept Safe school était originellement porté par l'UNICEF, il s'est diffusé et élargi rejoignant les approches de nombreux bailleurs et partenaires d'intervention du secteur de l'éducation et de la protection.

L'initiative Safe school selon l'acception actuelle de l'UNICEF Burkina Faso s'entend par la mise en place d'un paquet de services comprenant la préparation des écoles ou des établissements post-primaires et secondaires à travers des interventions visant à faire face à diverses crises y compris les attaques de groupes armés non étatiques. Ces interventions incluent la prise en charge psychosociale apportée par les enseignants à travers les activités pédagogiques ludiques, l'assistance psychosociale collective ou individuelle apportée par des psychologues professionnels et/ou l'appui de relais communautaires et d'agents de santé, le programme d'éducation par la radio.

En 2021, le nouveau programme ECW bénéficie d'une allocation initiale de 11,1 millions de dollars sur trois ans et sera mis en œuvre par l'UNICEF et Enfants du Monde (EDM). Ce programme pluriannuel vise à assurer l'accès à l'éducation à plus de 800 000 enfants et adolescents dans les régions du pays touchées par la crise. Il vise l'amélioration de la qualité de l'éducation ainsi qu'un meilleur ancrage institutionnel de l'ESU dans le système éducatif. L'approche est construite autour d'un paquet de services : formation des enseignants, création de salles de classes temporaires, cantine scolaire, infrastructures d'eau d'hygiène et d'assainissement, etc.

De nombreux projets se lancent ces derniers mois pour soutenir l'ESU. A titre d'exemples : le fonds du Partenariat mondial pour l'éducation (PME) ESU administré et géré par l'UNICEF autour du projet Plan d'Urgence pour l'Education au Burkina Faso 2020- 2021, le projet REPERE de l'ONG EDUCO (projet ESU de 2 millions USD, sous financement ECW via le Multi-year resilience programme (MYRP)) ; le projet Réponse intégrée rapide pour les enfants (RIRE) soutenu par Save the Children/ECHO - mécanisme de réponse rapide en éducation ; les projets AGORA et REACH de l'ONG Impact ; le projet 21 du Haut-commissariat des Nations Unies aux réfugiés (HCR) qui est un outil régional inter-agences et multi-pays développé pour analyser la situation de protection.

Des bailleurs importants s'inscrivent aussi dans cette composante : le Partenariat mondial pour l'éducation à travers l'Agence française de développement met à la disposition du MENA/PLN un financement de US$ 7 M pour réduire les effets de la COVID 19 sur l'apprentissage des élèves du primaire et du post-primaire. Le Luxembourg, à travers ses appuis au CAST, soutient la Stratégie Nationale de l'Education en Situation d'Urgence et contribue à assurer un meilleur suivi des élèves déplacés à travers le projet Identifiant unique national mis en œuvre avec la Direction générale des études et des statistiques sectorielles (DGESS). Le Luxembourg est aussi moteur dans la finalisation d'une feuille de route du Triple Nexus humanitaire-développement-paix. Enfin, le Canada devrait prochainement s'engager auprès de l'UNICEF pour soutenir un projet ESU conséquent et pluriannuel de 5 ans.

Face à la multiplication des interventions en ESU ces dernières années, un témoignage intéressant du MENA/PLN souligne la duplication de certaines interventions et la nécessaire concertation « *Il y a tellement d'acteurs qui interviennent dans le cadre de la mise en œuvre de la SN/ESU que parfois certains font les mêmes choses dans les mêmes zones, il y a des duplications inutiles, une perte de ressources et finalement une inefficacité dans la mise en œuvre opérationnelle. C'est le cas par exemple des formations des enseignants sur l'approche Safe school* ». En vue de la poursuite des interventions en ESU, une approche concertée et coordonnée devront être valorisées, notamment au sein du Cluster Education dirigé par le MENA/PLN et co-dirigé par l'UNICEF.

En 2021, portée par le Niger et la Norvège, la résolution 2601 (2021 - https://www.un.org/press/fr/2021/cs14680.doc.htm) est exclusivement consacrée à la protection de l'éducation dans les conflits armés. Votée en octobre 2021 par le Conseil de sécurité de l'ONU, cette résolution est la première à se concentrer explicitement sur le lien entre l'éducation, la paix et la sécurité. L'événement est d'une portée historique.

Enfin, ce projet est d'autant plus pertinent qu'il pose les bases d'une approche favorisant le Nexus Paix-Humanitaire-Développement, s'inscrivant dans le ONE UN (PAM/UNICEF) et finançant des priorités humanitaires (protection), de développement (éducation) et de cohésion sociale (paix) : Safe school, PSS protection, sécurité alimentaire (PAM), violence basée sur le genre, PER (cohésion sociale), etc.

2.2 Efficacité, effets et impacts des interventions du projet Vers une école résiliente par grands volets

Le projet Vers une école résiliente est composé de 5 volets. Dans les parties ci-dessous, les grands résultats atteints et les effets sont présentés par volet. Les analyses soulignent aussi les forces et faiblesses propres à chaque volet.

2.2.1 Volet Safe school

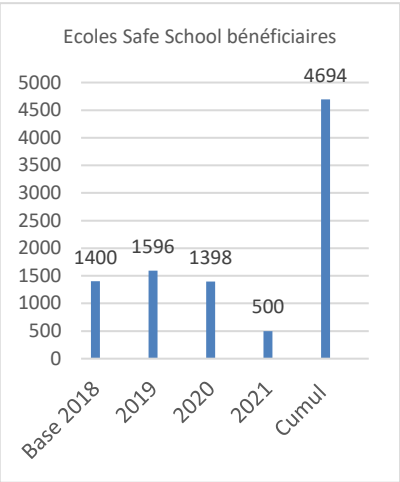
Ce volet pèse le plus lourd en termes de volume d'activités et de budget. Il incluait le renforcement des écoles, des formateurs et des enseignants sur l'approche Safe school par la prévention des risques et catastrophes (risques d'attaques, gestion de la pandémie) mis en œuvre par DRC, HI et la Direction Générale de l'Education Formelle Générale (DGEFG) du MENA/PLN, la Direction de l'allocation des moyens spécifiques aux structures éducatives (DAMSSE), la Direction générale de l'Encadrement pédagogique et de la Formation continue (DGEPFIC). Ces actions ont démarré dès le début du projet. Des formations Safe school et PSS ont été mutualisées (ce qui explique aussi la répartition budgétaire – voire partie Efficience). Les ONG internationales HI et DRC ont également été impliquées dans le volet 2 d'appui à l'accompagnement psychosocial (PSS) (voir 2.2.2). Cet outcome incluait également le soutien aux publics vulnérables avec la Direction générale de la recherche en éducation et de l'innovation pédagogique (DGREIP) ainsi que la mise en place de classes passerelles ciblant des EADE avec le secrétariat permanent SSAP et les ONG FDC, ADEFAD et ANTBA. Certains volets de ces dernières activités ont démarré plus tardivement (fin 2019 pour le volet « écoles coraniques rénovées »).

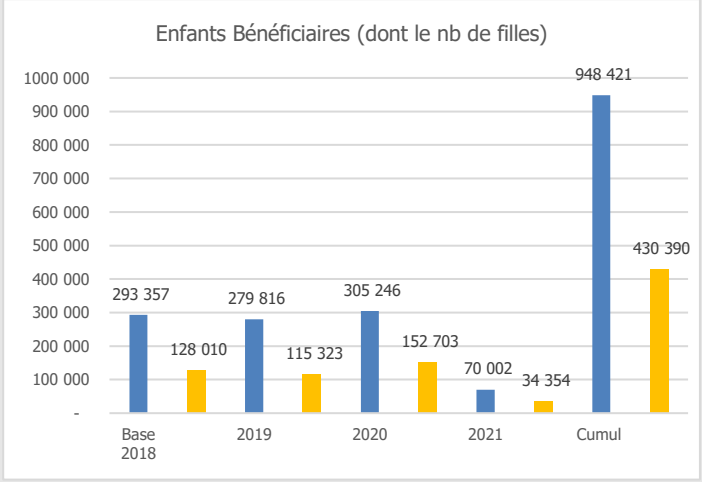
2.2.1.1 Les formations à la prévention des risques

Pour le premier groupe d'indicateurs de l'OS.1, concernant le volet Safe school, les capacités de 32 151 acteurs (dont 9505 femmes) (enseignants, membres de communautés, agents de santé, travailleurs sociaux) issus de 5408 écoles de la zone d'intervention sur l'approche Safe school ont été renforcées en matière de prévention des risques de conflits et de catastrophes naturelles y compris de gestion de la COVID-19 ainsi que de prise en charge psychosociale (PSS). Ces deux indicateurs ont été atteints.
Dans chaque école, 3 personnes étaient ciblées pour être formées à l'approche Safe school : le directeur de l'école, un enseignant et une personnalité influente de la communauté éducative (président du COGES, responsable reconnu, personne lettrée). « *Madame S. a été choisie parce qu'elle sait lire et écrire et pouvait donc transcrire la formation et rendre compte aux autres. Elle a pu faire un compte rendu aux autres membres de la communauté dont les structures éducatives (COGES, APE et AME)* » - Témoignage de la direction de l'Ecole de Ouédcé dans le Centre Nord.

Ces personnes relais et points focaux ont bénéficié d'une formation unique entre 3 et 4 jours sur l'approche Safe school (théorie et pratique via des exercices et simulations pour mieux saisir la manière de mettre en œuvre les plans de prévention des risques), couplée à l'approche psychosociale (PSS). A partir de 2020, des modules sur la gestion de la pandémie de COVID et les risques liés aux engins explosifs ont été ajoutés aux cursus. A l'issue des formations, ces personnes ont eu la responsabilité d'informer et sensibiliser leurs collègues, d'élaborer des plans de mise à l'abri, des plans d'évacuation et des plans de gestion de la pandémie dans les écoles et de faire des simulations/exercices avec les élèves. Les formations ont aussi été l'occasion d'introduire des sessions de sensibilisation sur le droit des enfants, la scolarisation des filles, la santé sexuelle et reproductive.

L'analyse des données transmises indique une forte montée en puissance des interventions au cours des années 2019 et 2020 et une forte diminution au cours de l'année 2021 (ce qui est conforme à la planification).





Source : Rapport UNICEF 2022

Les témoignages recueillis au cours de nos échanges et de nos lectures sont unanimes pour souligner la pertinence et l'intérêt des formations en termes d'information et de sensibilisation :

- La formation Safe school sensibilise et informe les bénéficiaires à l'anticipation du risque et son appréhension grâce à des comportements de vigilance au quotidien, de changement d'habitude et de réponse en cas d'urgence. Les entretiens ont souligné aussi une bonne implication et appropriation des concepts par les personnes formées :

  - ✓ « *Les exercices et simulations ont permis de saisir la manière de mettre en œuvre les différents plans* » témoignent les directeurs d'écoles rencontrés ;
  - ✓ « *Il y a une forte implication de certaines personnes leaders membres du COGES (surtout) et des autres structures éducatives à la formulation des plans de réponses aux conflits et à la COVID 19 et dans leur mise en œuvre (simulations)* » - témoignage des directeurs d'écoles Boussouma C et Ouédcé.

  - ✓ *« La formation en approche Safe school a fortement renforcé nos structures (écoles), nous sommes plus conscients de la situation et plus aptes à poursuivre le travail dans une situation d'urgence. Nous sommes sensibilités sur les comportements à adopter pour mieux accueillir les enfants et élèves déplacés internes »* soulignent des enseignants de l'école de Boalin, Centre Nord

Au niveau des échanges avec les Circonscriptions d'Education de Base (CEB), les témoignages vont dans le même sens :

- ✓ Par exemple à Nouna : « *Chaque éducateur a compris qu'il ne faut pas avoir peur et arrêter tout ! On fait attention ! Avec les formations reçues, ça va mieux : les motos sont garées ailleurs et les enseignants arrivent à l'école à pied » ;*
- ✓ « *des stratégies se développent, on change les horaires, on arrête plus tôt les jours de marché, on développe des stratégies pour s'adapter* » ;
- ✓ « *On s'adapte à la situation, on trouve une autre façon de gérer les moyens de déplacement pour les éloigner des classes* » ;
- ✓ *« Chaque école a sa stratégie. Lorsque les djihadistes sont entrés, ils cherchaient les enseignants, ces derniers se sont confondus aux élèves ; les élèves ont dit que les enseignants étaient sortis ! »*

Ces propos sont corroborés par les récits des élèves rencontrés dans les écoles visitées :

- ✓ *« Nous avons tous été formés (toutes les classes). Les simulations nous aident à retenir les codes et les comportements à avoir lors des attaques » ;*
- ✓ *« Oui nous savons comment faire si les djihadistes arrivent – les comportements à avoir sont connus » ;*

- ✓ *« Nous n'avons pas d'améliorations à proposer car nous n'avons pas vécu des attaques. Oui, ce qu'on nous a appris doit être des solutions » ;*
- ✓ *« Oui, nous avons tout intériorisé, nous l'expliquons même aux parents (comportements à avoir lors des attaques) »*
- ✓ *« Nous devons rester calmes et suivre les cours » ;*
- ✓ *« Ecouter nos enseignants et nos parents pour ne pas tomber dans de mauvais comportements ou dans des problèmes : nous n'allons pas trop loin des villages et faisons attention aux gens que nous ne connaissons pas ou n'avons jamais vus ».*

Des exemples d'aptitudes et d'acquisition de réflexes ont été soulignés comme notamment :

- ✓ Exemple 1 : « *une fille formée en Safe school a su se protéger contre des tirs qui ont eu lieu dans une église au Sahel. Elle est restée couchée à plat ventre jusqu'au départ des djihadistes. Il y a eu beaucoup de morts ce jour-là car les personnes cherchaient à s'enfuir* » - témoignage recueilli auprès du chargé protection au DRC basé Kaya. Il a vécu ce fait lorsqu'il était basé au Sahel ;
- ✓ Exemple 2 : « *un camion transportant du ciment est venu à l'école sans que les élèves soient informés, il a klaxonné 1 fois et les élèves ont vite pris les comportements de mise en abri, de même lorsque le cadre de DRC qui a assuré la formation Safe school est venu à l'insu de tous à l'école et qu'il a fait le code de mise en abri, les élèves de toutes les classes se sont mis en abri sous les bancs, ventre à terre et fermé les fenêtres…* ». Si le danger avait été réel, les élèves et les enseignants étaient en « sécurité » - cas de l'école Ouédcé ;
- ✓ Exemple 3 : « *Dans un village (Bourasso) on a dit de quitter ; le chef de village avec ses notables sont venus devant les bandits (une cinquantaine) ; on ne bouge pas, moi en tant que chef, tuez-moi d'abord ; les HANI ont eu peur et sont repartis (les HANI sont du village). Un tel engagement devrait faire tache d'huile* » a témoigné le Contrôleur provincial des cantines de la Kossi.

- L'information reçue a permis aussi de sensibiliser des concessions voisines de l'école, des échanges entre concessions voisines, enseignants et élèves sans qu'il n'y ait de formation supplémentaire ;
- La formation Safe school a donné aux élèves, aux enseignants et à certains leaders d'opinion la capacité de renforcer leur résilience. Il y a une prise de conscience, la peur est là, mais les personnes se sentent renforcées :

  - ✓ *« par exemple, à Nouna, des tirs ont eu lieu la veille du Ramadan et le jour du Ramadan, mais le lendemain, les enfants sont quand même allés à l'école et les enseignants étaient présents »* témoignage du contrôleur provincial de la Kossi ;
  - ✓ *« on a moins peur, on sait quels comportements adopter pour ne pas provoquer et/ou amplifier l'action des terroristes et nous avons confiance en nous » (membres du COGES de Boalin) ;*
  - ✓ *« ne pas se dire que tout est gâté et on doit abandonner, il ne faut pas verser dans le fatalisme. Des stratégies pour vivre avec les crises, faire des plans de résistance et la vie continue »* - témoignage des 3 CEB de la région de la Boucle du Mouhoun avec lesquels la mission s'est entretenue *;*
  - ✓ *« nous avons moins peur et avons le courage d'aller à l'école tous les jours* » en attestent tous les élèves rencontrés ;
  - ✓ *« plus de compréhension de la gravité de la question sécuritaire (on croyait qu'elle ne nous concernait pas) »* souligne un élève *;*
  - ✓ « *on vit avec les attaques, on n'arrête pas la vie ni l'éducation des enfants » (*CEB, DREPPNF et Enseignants*).*

- Cette composante a aussi développé une forte solidarité au sein de la communauté, notamment vis-à-vis de l'accueil des personnes déplacées internes :

  - ✓ « *accueillir l'autre, partager sa vie telle qu'elle est car ce qui lui arrive peut nous arriver aussi* » témoigne un élève ;
  - ✓ « *nous sommes sensibilisés à accueillir et intégrer les élèves et enfants déplacés internes, nous adoptons toujours des comportements d'amour et d'acceptation pour faciliter leur intégration. Nous demandons aux parents de leur trouver des habits* » - élèves de Ouédcé et de Boussouma C ;

- ✓ « *nous avons appris à accepter et à vivre avec des élèves qui viennent d'ailleurs (déplacés internes) et qui sont dans des conditions difficiles (souvent très mal habillés, niveau de scolarité trop bas, taiseux, peureux, etc.)* » - élèves de Ouédcé ;
- ✓ « *accepter celui qui est dans des problèmes car demain, ça peut être moi* » - élèves de Ouédcé ;
- ✓ les parents se montrent aussi solidaires de la sécurité de tous : « *L'école est notre priorité car sa sécurité est celle de nos enfants* » - COGES, APE et AME des 3 écoles ;
- ✓ « *Nous avons plus confiance dans les enseignants qui gardent nos enfants pendant la journée* » - COGES, APE et AME des 3 écoles.

Bien entendu, l'ensemble de ces témoignages est parcellaire et ne représente qu'une minorité de personnes, faute d'avoir pu conduire une enquête élargie. Ces témoignages sont aussi subjectifs dans une certaine mesure. Les effets soulignés ici (résilience, sentiment de sécurité, bons réflexes face au danger) ne sont pas 100% imputables aux activités réalisées par le projet. L'ensemble des témoignages recueillis concernent d'ailleurs des écoles qui n'ont pas subi d'attaques. Le Burkina Faso est confronté à un climat d'insécurité et ponctué d'événements réguliers (attaques, menaces, incursions) depuis plus de 5 ans. Par conséquent, les populations ont développé leurs propres mécanismes de survie et de résilience. Toutefois, les écoles ayant bénéficié de l'approche Safe school ont développé des réflexes, des outils, de la prévention des risques et du soutien qui renforcent le sentiment de sécurité, de cohésion des équipes éducatives et l'engagement de la communauté autour de la sécurisation et de la continuité de l'école.

Au cours de cette phase, des comités de gestion des risques ont été mis en place, toutefois il n'a pas été possible pour nous de vérifier leur existence et fonctionnalité (473 comités mis en place par DRC entre 2019 et 2020 dans certaines écoles cibles, 122 comités mis en place par HI). Les comités sont composés de représentants des élèves, des parents d'élèves, de leaders communautaires, des élus locaux, du directeur et des représentants des enseignants. Leur rôle est d'accompagner l'école dans l'identification, l'élaboration et la mise en œuvre des plans de préparation et de réponse. En 2020, HI a capitalisé des expériences conduites par les Comités de gestion des risques dans le projet Safe school des régions de l'Est et du Sahel. Il ressort de ce rapport que si quelques comités fonctionnent bien, la majorité rencontre des difficultés de fonctionnement. Il s'agit notamment des difficultés à réunir régulièrement les membres, le manque d'adhésion, le manque de moyens humains et financiers, la réticence à adhérer et le manque de clarté sur leur mandat. L'étude conduite par HI soulignait que les comités de gestion des risques ont tendance à être plus actifs dans les localités relativement calmes et dans les zones très affectées par le conflit. En 2021, seuls 20% des comités de gestion des risques soutenus par DRC tenaient des réunions mensuelles (rapport DRC 2021). Le rapport de capitalisation de HI formulait les recommandations suivantes :

- Adopter une approche multi risques dans la définition des rôles des comités et de la gestion de l'information : le comité peut faire remonter des informations très différentes relatives à l'école (manque de clôture, accident d'un enfant devant l'école, épidémies dans l'école, protection des enfants), permettant de sortir de la logique du « tout sécuritaire » ;
- Former et doter les comités actifs et fonctionnels en matériaux simples de sensibilisation afin d'engager la communauté dans la protection des enfants en milieu scolaire ;
- Soutenir les comités dans la mise en place de leurs plans de réponse, de manière technique ou matérielle ;
- Apporter un suivi régulier aux comités.

Enfin le rapport relevait deux points importants : l'importance de mieux expliquer le rôle des comités à mieux accompagner la mise en place de l'approche Safe school et l'importance de s'interroger sur la pertinence même des comités dans le contexte de conflits au Burkina (leur création et fonctionnement provoquent des réticences, la nécessité d'y réfléchir, de minimiser l'exposition aux risques et de faire primer le principe de « Ne pas nuire »).

2.2.1.2 Le renforcement d'un pool de formateurs en approche Safe school

Des formations ont été organisées en partenariat entre DRC, HI et la DGEFG du MENA/PLN pour constituer un noyau de formateurs. Les formations sont assurées par des encadreurs pédagogiques (inspecteurs et conseillers pédagogiques) qui sont des formateurs nationaux mis à la disposition de DRC et HI par la DGEFG à travers ses services déconcentrés.

L'indicateur OS.2 prévoyait que le MENA/PLN dispose de 600 formateurs nationaux de l'approche Safe school. La constitution d'un pool de formateurs Safe school a émergé, mais la cible n'a pas été atteinte. Le nombre de personnes formées n'a atteint que 317 (53%). L'UNICEF explique cela par le besoin de recyclage de la première vague de formateurs au regard de l'évolution substantielle des modules. Par ailleurs, l'indicateur OS.5 prévoyait que 900 professeurs des écoles publiques et privées de formation des enseignants soient formés sur l'approche Safe school, grâce à l'intégration des modules Safe school dans les écoles Nationales des Enseignants du Primaire (ENEP) et les Ecoles Privées de Formation des Enseignants du Primaire (EPFEP). Or, seuls 481 (53%) ont reçu des formations aux modules Safe school. La cible n'a pas été atteinte en raison notamment de la fermeture des écoles privées de formation des enseignants du primaire (réforme).

Il est souligné par la DGEFG la pertinence de mettre les enseignants et formateurs à niveau. Toutefois, le curricula des enseignants est déjà chargé et des arbitrages sont nécessaires pour proposer un volume horaire équilibré et adapté (safe school, éducation inclusive, bilinguisme, protection). La mise à jour des curricula nécessite du temps et des compétences pour être réalisée, l'une des stratégies actuelles consiste à une introduction extracurriculaire par des exposés préparés par les élèves maîtres sur les innovations.

Les limites du Volet Safe school - des témoignages recueillis au sein d'écoles bénéficiaires révèlent certains freins qui perturbent l'efficacité des résultats de ce volet :

- une seule formation à quelques personnes est insuffisante pour bien appréhender tous les enjeux. Il a été souligné à de multiples reprises que le fait de ne sélectionner qu'un ou deux enseignants et un membre du COGES au sein de l'école pour bénéficier de la formation crée certaines jalousies et tensions entre collègues dans certaines écoles. Durant les formations ces personnes ont reçu une motivation et une certification, ce qui les valorise au détriment des autres membres de l'équipe enseignante ;
- les aspects de motivation (prise en charge, déplacements, perdiem) sont aussi soulignés comme étant insuffisants (rapport d'évaluation de DRC, entretien HI) ;
- le calendrier de mise en œuvre (étalé sur une année calendaire) était peu adapté au calendrier scolaire et aux phases du projet (sensibilisation, information, formation, application des formations, suivi) ;
- le temps prévu pour développer des plans de prévention (laps de temps entre le moment de la formation et le suivi/supervision) était trop court pour véritablement permettre aux équipes pédagogiques de développer un plan correct (rapport d'évaluation DRC 2021) ;
- enfin, la question du turnover des enseignants formés est importante (impact toutefois à modérer puisque *a priori* les enseignants restent dans la fonction publique et gardent des acquis applicables dans une autre école).

Les limites concernent également l'application réelle des plans de mise à l'abri et d'évacuation :

- les écoles ont élaboré des plans de prévention des risques. Ces plans contiennent certains aménagements à effectuer au sein des écoles comme le renforcement des haies, des clôtures, du réseau d'accès, des portes, des zones d'évacuation. Le financement de ces plans n'est pas inclus dans le projet, il est du ressort des communautés et de l'Etat. Quelques écoles – 300 - dans le cadre du financement DRC ont reçu un guide pour la mise en place des plans de prévention et un financement qui a permis la saisie, l'impression et la reproduction des plans (laisser une trace écrite dans l'établissement permet de pallier le risque de perte de l'information en cas de turnover des enseignants formés) ;
- dans certaines localités, les sites de refuge sont éloignés de l'école, ce qui pourrait rendre difficiles les opérations d'évacuation ;
- des réticences aux opérations de prévention sont relevées : « *certains parents et leaders pensent que si on se prépare (les simulations), on provoque les attaques, on les appelle (on appelle le mal) ; ils souhaitent qu'on ne fasse rien et qu'on attende…* » - cas de Boussouma C. Pour d'autres, la répétition des simulations réveille les traumatismes subis dans d'autres établissements et traumatisent les élèves – cas de Ouédcé. Ces témoignages ont également été relevés dans certaines localités du Centre-Nord (rapport final DRC 2021) et par HI dans ses régions d'interventions (« la peur de représailles en cas d'exercices de simulation » - rapport de capitalisation HI 2021). Ces aspects pourront être pris en compte dans la mise à jour des modules pour un changement de comportement ;
- « *le projet s'est terminé, il n'y a pas eu d'attaques et si les visites et conseils s'estompent, les bénéficiaires risquent de ne plus trouver la pertinence des thématiques développées lors de la formation passée* » - (les 3 écoles).

Il ressort aussi de nos analyses, un fort sentiment de méfiance (effet indirect au projet résultant du contexte d'insécurité) qui impacte la cohésion sociale, ainsi qu'un accroissement de la pauvreté nécessitant d'élargir les filets de protection sociale. Ces aspects seront importants à considérer pour la poursuite de l'approche Safe school. Plusieurs témoignages recueillis dans le Sourou et dans le Centre Nord soulignent cette méfiance :

- *« il y a de la méfiance, on ne sait plus qui est de mèche avec les djihadistes et peut dénoncer les autres »,*
- *« on voit beaucoup de méfiance entre personnes : on ne sait plus à qui confier quoi » ;*
- *« la méfiance est visible entre adultes : on ne sait plus qui est qui ; qui est de connivence avec les djihadistes ??? » ;*
- *« l'esprit d'ouverture est blessé : il y a beaucoup de méfiance ! » ;*
- *« la collaboration avec les autres est très compliquée car on ne sait plus qui est qui »*
- *« dans les zones à forte concentration de déplacés, le niveau de pauvreté augmente car le peu dont on dispose doit être partagé à plusieurs (PDI) ».*

A titre de comparaison, en République Centrafricaine où il y a eu une forme d'ESU moins organisée qu'au Burkina Faso, dans les années 2013-2015, une pareille méfiance a existé entre les populations mais aussi dans les écoles. Elle était basée sur des considérations confessionnelles si bien que des personnalités religieuses et politiques ont travaillé à atténuer ce climat de méfiance.

2.2.1.3 L'intégration des enfants et adolescents aux centres à passerelles EADE / SSAP

L'OS.4 prévoyait que 5 000 EADE dont 2 500 filles aient accès à des centres à passerelles. Cet output a été mis en œuvre par de nombreux acteurs qui par le cumul de leurs interventions ont permis de dépasser le résultat visé, soit 7101 enfants (sur une cible de 5785). Il s'agit de deux ONG nationales : l'ANTBA et FDC en partenariat avec l'ADEFAD ; du Secrétariat permanent de la stratégie de scolarisation accélérée/passerelle (SP/SSAP) et des Directions régionales de l'éducation préscolaire, primaire et non formelle (DREPPNF) de l'Est et du Sahel, de l'Agence nationale pour l'emploi (ANPE) de Fada et de Dori, et de l'Union des artisans du Gulmu (UAG) (voir en annexes 6.5 le détail des interventions par structures partenaires).

- **Focus sur l'ONG FDC :** l'ONG a conduit le « Projet de mise en place de 100 centres SSAP dont 40 dans les écoles coraniques et 60 Centres SSAP classiques dans les régions du Sahel et du Nord ». Ce projet a été financé d'octobre 2019 à décembre 2020 et a permis de toucher près de 2 400 enfants : nouveaux apprenants inscrits en CP1 dans des écoles formelles (plus de 220 nouveaux apprenants inscrits), enfants évoluant dans des centres à passerelles et enfants talibés inscrits dans des écoles coraniques.
  Concernant la mise en place des 60 centres SSAP classiques, 1575 apprenants (sur 1500 initialement prévus) dont 49% de filles ont été ciblés. Toutefois, après 3 mois d'enseignement/apprentissage (période en langue nationale et un mois en français), 23 centres du Yagha ont dû fermer pour cause d'insécurité affectant 639 apprenants. Les autres ont poursuivi et en fin d'année, 1064 enfants ont été évalués dont 584 filles et transférés à l'enseignement formel (84% en classe de CE2).
  Concernant l'expérimentation de l'approche SSAP dans les foyers coraniques, les résultats sont plus mitigés, les données recueillies (rapport Situation Foyers coraniques. FDC. 2020) indiquent que 381 enfants talibés dans la province du Seno et 231 enfants dans la province de l'Oudalan, soit 612 enfants ont été suivis. Le projet a aussi renforcé les capacités de 100 enseignants (du formel et des écoles franco-arabes) ainsi que 23 maîtres coraniques et 10 leaders religieux sur l'éducation à la paix et la citoyenneté, la prévention de l'extrémisme violent ainsi qu'aux normes EQAmE (source : rapport évaluation partenariat UNICEF-FDC de septembre 2020). En février 2021, le procès-verbal de validation des résultats de l'évaluation des 13 foyers coraniques de la province du Séno donne des résultats passables (voir données en annexe). Sur 201 enfants évalués, 108 passent en CP1 (soit 53%), 41 en CP2 et 52 en CE1. Il est souligné par FDC que « l'évaluation et le transfert n'ont pas respecté les critères du référentiel de la SSAP et que les moyennes retenues pour les transferts ont été en deçà de celles préconisées ». Nous constatons que les résultats des évaluations sont très faibles et questionnent plus globalement sur la qualité de l'enseignement et des apprentissages pour l'acquisition des connaissances ainsi que sur l'efficacité des classes dites passerelles. Ce projet constitue toutefois un acquis relativement à l'initiation d'une approche d'éducation non formelle au sein des foyers coraniques ;

- **Le MENA/PLN - SP/SSAP** (2020-2021) a soutenu 10 centres d'urgence dans des zones d'accueil des PDI dans les régions de la Boucle du Mouhoun (province du Sourou) et dans la région du Centre-Nord (province du Bam) : 10 directeurs et 60 membres de COGES ont été formés aux approches SSA/P et Safe school. Ces 10 centres d'urgence ont concerné 240 enfants hors écoles de 9 à 12 ans dont 200 transférés dans une école classique. L'expérience a été élargie à 25 centres pour l'année 2021-2022 (5 centres à Nouna, 5 centres à Bogandé, et 6 centres à Pissila) touchant au total 656 élèves (dont 309 filles) (voir données en annexe). Une mission de supervision conjointe (SSAP/ST ESU, UNICEF, MENA/PLN) relevait la pertinence de l'approche, l'implication des enseignants, le bon fonctionnement des COGES et soulignait le besoin de proposer une offre de cantine scolaire (dans certains centres) pour assurer le maintien des enfants à l'école et de renforcer les standards de la SSAP (notamment sur l'accueil des plus jeunes) pour plus de cohérence dans les interventions. Elle soulignait notamment les défis de transmettre à temps les procès-verbaux de transfert des apprenants aux CEB, d'implanter les centres hors des sites des PDI et à proximité des écoles d'accueil, le besoin d'harmoniser les épreuves d'évaluation, le besoin d'ouvrir les centres dès octobre, d'appliquer les stratégies de lecture précoce ;

- Des **actions de formation** ont également été conduites avec les DREPPNF, les ANPE des régions de l'Est et du Sahel et l'UAG auprès de 1 000 jeunes. Des apprenants ont été formés aux métiers, toutefois de nombreuses difficultés ont été relevées (Rapport bilan 2020) : l'insuffisance des moyens techniques (matière d'œuvre, équipement, infrastructure) et financiers (kits, bourses des apprenants, ressources humaines), la non-maîtrise des approches de type dual et des outils pédagogiques par les formateurs, la durée insuffisante de formation. Par ailleurs, il n'y a pas de données relatives à l'insertion et au suivi du devenir de ces jeunes formés.

Pour plus d'efficacité, il serait pertinent de se focaliser sur la qualité et la continuité des appuis (recrutement et formation des animateurs, qualité des curricula, moyens matériels et didactiques), éviter le morcellement des interventions et garantir la qualité des standards de la SSAP.

2.2.1.4 La prise en charge des filles vulnérables

Pour l'indicateur O.3 concernant la prise en charge des filles vulnérables, il était prévu que 36 000 filles bénéficient de soutien à leur scolarisation (bourses, kits hygiéniques des menstrues, fournitures), 48 710 filles en ont bénéficié (voir détail en annexe 6.5) soit un dépassement de 35%. L'UNICEF a collaboré avec la Direction de la promotion de l'éducation inclusive, de l'éducation des filles et du genre (DPEIEFG), pour soutenir l'accès à l'éducation des filles vulnérables. Le rapport de 2021 de l'UNICEF indique que la DPEIEFG a sélectionné les filles selon leur vulnérabilité et leur niveau académique, notamment les orphelines, les filles vivant avec un handicap et les filles venant des familles démunies qui avaient une moyenne d'au moins 6 sur 10 au primaire et de 12 sur 20 au post-primaire. Il souligne aussi que la possession d'un kit scolaire a permis à ces filles de mieux s'impliquer dans les activités d'enseignement-apprentissage à l'école et aussi d'étudier en dehors de celle-ci. La DPEIEFG indique que la subvention de l'UNICEF est utilisée pour l'hébergement, la scolarisation et la restauration des filles issues de milieux défavorisés de 5 centres d'hébergement, l'octroi de kits scolaire au profit de 17 000 élèves issus de milieux défavorisés et l'achat de vélos. Toutefois nous n'avons pas pu consulter les rapports relatifs à ces activités. A noter que lors de notre entretien, la responsable de la DPEIEFG n'avait pas connaissance du projet dans sa globalité « *je viens de réaliser que tout le financement que nous recevons de l'UNICEF depuis 2018 entre pour la grande majorité dans le cadre de l'école résiliente* », ce qui dénote la faible coordination globale au cours des 4 dernières années. Les seules données que nous avons pu consulter (rapports d'activités transmis) concernent la remise en décembre 2020 d'une subvention de 50 000 FCFA à 324 filles âgées entre 18 et 25 ans par le centre de formation professionnelle de la maison de la femme Ouagadougou et le centre municipal de formation artisanale des jeunes filles de Bogodogo. Cette subvention est censée les inciter à poursuivre leur scolarité. Nous n'avons pas de données relatives à l'efficacité de ce type d'approche.

Le volet Safe school, fortement soutenu financièrement dans le cadre du projet et composé de multiples sous-volets, a obtenu des résultats en termes de couverture du public ciblé et d'effets intéressants sur lesquels il serait pertinent de capitaliser mais aussi d'analyser davantage pour mieux réorienter et gagner en qualité.

2.2.2 Le volet Prise en charge psychosociale (PSS)

Bien que fortement souligné par les acteurs rencontrés, ce volet a été peu soutenu financièrement (voir partie 2.3 Efficience). Les résultats doivent donc être analysés avec cette donnée de base. Rappelons que la majeure partie de la formation à l'accompagnement psychosocial a été mutualisée avec les formations Safe school.

Au Burkina Faso et particulièrement en région, le métier de psychologue est rare, il existe quelques formations au niveau de l'université et d'instituts de formation privés. Sur ce volet PSS, seuls DRC et HI sont intervenus en raison de leur expertise dans ce secteur. Il existe une bonne collaboration entre ces deux organisations qui se connaissent bien et partagent régulièrement leurs expériences. DRC, tout comme pour le volet Safe school est intervenu dans les régions du Nord, de la Boucle du Mouhoun et du Centre Nord. HI est intervenu à l'Est et au Sahel. Les formations ont été assurées par les psychologues du projet et ont porté sur l'identification de la détresse psychologique, la gestion du stress et les premiers secours psychologiques. Il s'agissait de formation des formateurs (encadreurs pédagogiques et cadres de santé) ; de formation des acteurs et relais communautaires à la réduction du stress et pour certains, de formations plus approfondies pour contribuer à la prise en charge des premiers secours et les référencements (enseignants, agents de santé, travailleurs sociaux) ; de formation des agents de santé engagés dans la lutte contre la COVID-19. Des sessions ont ciblé également des enseignants relocalisés et des enseignants accueillant des élèves déplacés internes.

Les acteurs formés sont des relais communautaires qui identifient les cas ayant besoin de prise en charge. Ils apportent aux victimes identifiées les premiers secours. Lorsqu'une prise en charge plus approfondie est nécessaire, les victimes sont référées à des psychologues diplômés recrutés par HI et DRC durant le projet, soit 86 personnes réparties dans les régions ciblées par le projet (sur 100 prévus).

Les relais communautaires formés renseignent des fiches de liaison pour référer les cas, de même que les CEB identifient les enseignants stressés et les orientent vers les psychologues du projet pour une prise en charge. Des évaluations pré-test et post-test sont réalisées sur la personne et permettent de dire comment son état mental évolue. Quatre types de soutien psychologique ont été proposés :

- un soutien individuel : un entretien individuel est effectué par le chargé psychosocial (un enseignant, un relais communautaire) et la décision d'accompagner l'individu (qui en principe n'est pas à référer à un spécialiste) est retenue. Il pourra participer à des jeux, sera mieux intégré à l'école (un travail sur ses collègues), etc. ;
- un soutien de groupe qui exige plutôt des activités de groupe (fabrication de savon, de beurre, etc.) pendant lesquels les gens parlent et se vident progressivement du stress ;
- une ligne verte (HI) accessible pour les personnes situées dans des localités à accès difficile. En fonction de l'état de la personne, un soutien psychologique en ligne est fait ou un référencement vers un chargé du volet psychosocial, centre d'écoute ou vers les services de santé mentale du système de santé le plus proche ;
- les clubs d'écoute à Fada mis en œuvre par HI et qui proposent des accompagnements collectifs.

Pour renforcer la résilience et améliorer le bien-être des acteurs de l'éducation, des élèves et des communautés, des activités psychosociales ont été réalisées dans les écoles auprès des élèves, des parents d'élèves et des enseignants. Ces activités ont majoritairement concerné des séances de sensibilisation sur la gestion du stress (les signes et symptômes de la détresse sont expliqués aux participants) et des activités socio-récréatives telles que les jeux de cartes, les activités sportives, les contes, etc. Au cours de ces activités, des personnes ayant besoin de prise en charge psychologique ont été identifiées et ont bénéficié d'appui/suivi psychologique de la part des psychologues du projet.

Si le nombre de personnes sensibilisées et formées a été atteint, en revanche le nombre de psychologues formés est en dessous des cibles prévues.

	PSS					
Partner	**Psychologues**	**Relais communautaires**	**Relais Femmes**	**Victimes**	**Victimes femmes**	zones
DRC 2018-2021	24	820	238	515	269	Nord, B. MHN, CN
HI 2017-2021	59	477	275	11213	6417	Sahel, Est
MENAPLN, DEPRIM 2017-2021	0	0	0	0	0	Sahel, Est, Plateau Central, Centre Nord, Hauts Bassins, Centre Est
Direction Enseignement Post primaire et Secondaire 2020-2021	0	0	0	0	0	Centre Nord et Plateau Central
DAMSSE (Cascades (Léraba)	0	0	0	0	0	Léraba
DGEPFIC	0	0	0	0	0	Cascades, centre Est, Hauts Bassins
DREPPNF C.Nord	0	0	0	0	0	
Réalisation cumulée 2017-2021	**83**	**1297**	**513**	**11728**	**6686**	
Sources : cumul de données DRC 2020 complété par l'analyse des rapports 2021 de HI et DRC						

Au sujet du nombre de psychologues disponibles : Le nombre de psychologues correspond en partie au staff de HI et de DRC (12 personnes salariées) qui ont occupé leurs postes de 2019 à 2021 sur le projet et à des personnes ciblées par les formations et responsabilisées sur le PSS durant le projet (ces dernières n'étaient pas salariées par HI et DRC). A l'issue du projet, leur mission spécifique sur les zones ciblées n'a pas continué. Certains sont toutefois en activité sur d'autres projets conduits par ces organisations mais sans responsabilité ou obligation quant à l'accueil de personnes référencées.

Les agents sociaux, les points focaux, etc. ont été formés et renforcés aux premiers secours et la gestion du stress, la libération émotionnelle, les activités d'écoute, l'animation des groupes. Ce sont au total 1297 personnes (sur 930 ciblés) qui ont été formées. Ils ne sont pas comptabilisés comme des psychologues mais sont des relais communautaires pour l'identification et l'orientation des cas si besoin. Le financement sur ce volet étant arrivé à sa fin, cette étape ne se fait plus. Les relais communautaires peuvent continuer le suivi et se charger des activités de groupes à travers lesquelles ils diagnostiquent le niveau de stress.

Il ressort des différents témoignages recueillis que des rudiments ont été transmis en matière de prise en charge psychosociale (sans aller jusqu'à affirmer la capacité des personnes à pouvoir offrir des services d'accompagnement psychosocial, de prise en charge, de référencement) :

- « *On a pu voir des changements de comportements des enseignants et des élèves pris en charge pour leurs traumatismes, ils ont les rudiments de base pour faire face, on gère mieux* » - Superviseur HI ;
- « *Quelques bribes en appui psychosocial ont été partagées (une seule personne formée), nous avons des comportements plus responsables en faveur des PDI et ceux d'entre eux qui sont stressés ou traumatisés* » - parents d'élèves.

Des témoignages recueillis lors de nos entretiens, il ressort que certaines aptitudes sont intégrées. Les relais et les enseignants formés disposent de certaines capacités de diagnostiquer des élèves traumatisés ou angoissés. Ils sont censés pouvoir leur apporter les premiers secours et les accompagner dans une certaine mesure :

- « *le kit de jeux pour l'accompagnement psychosocial est devenu collectif et nous aide aussi à jouer avec les élèves stressés et apprendre (surtout le vocabulaire français)* » - cas de Ouédcé ;
- « *il y a des élèves pour qui le moindre bruit (brutal) fait peur ; nous nous arrangeons pour les calmer et les rassurer. Les maîtres les accompagnent et les suivent dans les familles* » - cas de Ouédcé ;

- « *quelques bribes en appui psychosocial ont été partagés (une seule personne formée) et permettent d'avoir des comportements plus responsables en faveur des PDI et ceux qui sont stressés ou traumatisés* » expliquent les membres du COGES de Boalin.

Toutefois, les analyses et témoignages recueillis soulignent les limites rencontrées par le volet PSS. Les besoins sur le terrain sont très importants. Si le projet a bien formé, informé, sensibilisé sur la question de l'accompagnement psychosocial, peu de référencements ont été réalisés. Les données recueillies indiquent la prise en charge de 11 728 victimes (sur 4000 ciblées). Une très forte proportion de ces victimes a été prise en charge par HI (96%) – ce qui nous laisse penser que le « statut » de victime n'est pas le même pour HI et DRC. Il serait pertinent pour ces organisations de se concerter pour une plus grande harmonisation des critères sur le PSS.
Il est aussi relevé que le nombre de psychologues professionnels est insuffisant, en outre, depuis l'arrêt du projet, ils ne sont plus affectés aux territoires ciblés par le projet.

- « *beaucoup d'enseignants sont insuffisamment formés et équipés à l'accueil des enfants traumatisés, à la gestion des émotions et manquent de capacités ce qui peut porter préjudice aux élèves : ils ne savent comment les accompagner à se sortir de leurs émotions. Les personnes formées n'ont que des rudiments pour accompagner les élèves déplacés qui ont rejoint les classes dans cette école* » - *DREPPNF Boucle du Mouhoun ;*
- « *on fait comme on peut et la chance est que ces enfants ne sont pas beaucoup affectés* » - enseignants formés ;
- « *l'appui psychosocial s'arrête à l'école, il y a peu de suivi dans les familles* » - enseignants formés ;
- « *l'accompagnement était incomplet au niveau de l'appui psychosocial, un seul psychologue spécialisé devait couvrir le Sanmatenga et le Namentenga ; bien que très engagé, il ne pouvait pas gérer tous les cas tout seul. Les enseignants ayant quelques rudiments ils poursuivent l'action au sein de l'école et très petitement dans les familles* » - COGES de Ouédcé.

2.2.3 Le volet Programme d'éducation par la radio (PER) / « Je veux apprendre »

Pour le volet PER, cinq organisations principales ont collaboré avec l'UNICEF pour l'atteinte de ces résultats, le CDC (PER 1 et 2), la Direction générale de la télévision et de la radio éducative (DGTRE), les radios communautaires à travers la DGESS du ministère de la Communication, la Direction générale de la recherche en éducation et des innovations pédagogiques (DGREIP) et Viamo.

Les résultats atteints par le CDC sont satisfaisants en termes de publics ciblés par les radios, toutefois, les rapports sont succincts en matière de description des données sur l'auditoire (données par ailleurs très précises).

Le dernier rapport du CDC indique que 679 837 (dont 353 515 filles) ont bénéficié du PER. **Il serait plus juste de préciser que ce résultat concerne les enfants susceptibles d'avoir bénéficié** du PER. En effet, pour déterminer le nombre d'enfants susceptibles d'écouter les émissions à la maison qui sont diffusées par les radios partenaires, le CDC effectue une enquête mensuelle auprès d'un échantillon de 10 familles ayant des enfants en âge de scolarisation. Avec cet échantillon, un taux est calculé en considérant les enfants qui écoutent régulièrement les émissions. Ce taux, calculé par commune est appliqué à nouveau sur la population totale d'enfants de chaque commune d'intervention. Par cette méthode, une estimation de la cible atteinte par la diffusion des émissions des radios partenaires dans chaque commune est réalisée. Pour désagréger par sexe, des taux de 52% et de 48% sont appliqués pour déterminer respectivement le nombre de filles et de garçons.

Le résultat de 482 820 (dont 221 131 filles – Voir matrice de résultats en annexe 6.5) enfants affectés par la fermeture des écoles causée par la COVID-19 des 11 régions ayant écouté l'émission au moins une fois est à nuancer. Il ne s'agit pas **d'auditeurs effectifs mais d'auditeurs potentiels** calculés sur les données démographiques de chaque région et le taux d'écoute de chaque station radio. Le projet n'a pas eu les moyens de vérifier ces informations.

Au-delà des données quantitatives, aucune analyse n'est faite quant aux acquisitions/ maintien de compétences et sur la qualité des cours entendus à la radio.

Ces données très quantitatives et extrapolées ne permettent pas de savoir si l'auditeur écoute le cours dans sa globalité et ce qu'il en retient. Le CDC indique que quelques enquêtes de suivi ont été réalisées auprès des clubs et des familles bénéficiaires de radios pour suivre les effets du PER (rapports demandés en attente). A l'exception des clubs d'écoute (voir ci-dessous), le projet n'a pas prévu de mesures d'accompagnement (tuteurs notamment) pour aider les enfants à suivre les programmes radio.

Durant les PER 1 et 2, des clubs d'écoute ont été mis en place. Leur nombre est largement en deçà des résultats attendus (30 sur 500). Leur développement a notamment été confronté au risque d'exposition dans les zones occupées. Les clubs d'écoute sont organisés sous les arbres ou dans une cour, parfois dans une classe et ciblent prioritairement les élèves déplacés de 10 à 17 ans et les enfants handicapés. Le ciblage s'est fait avec l'appui des communautés, des COGES et des directeurs d'écoles, directeurs provinciaux et directeurs régionaux du MENA/PLN. Des tuteurs ont été mis en place par l'ONG CDC pour animer des groupes d'enfants. Un fonds de fonctionnement était donné aux tuteurs pour motiver les enfants avec des tableaux, craies, etc. Les enfants sont réunis pour écouter les émissions passant à la radio lors de séances planifiées par le tuteur.

Quelques clubs disposent d'une radio avec clé USB contenant des cours de français, de calcul, de lecture/écriture. Après l'écoute des émissions passant à la radio, les animateurs sont censés réaliser des tests pour évaluer le niveau des enfants. Toutefois, le CDC indique que « *des insuffisances de fonds et la fin du programme n'ont pas permis de conduire le post test final. Seuls quelques élèves ont été reversés dans le système classique par suite d'échanges entre parents et directeurs d'écoles* ».

Les difficultés relevées pour la gestion et l'animation des clubs d'écoute sont (entretiens et rapports d'activités du CDC) :

- des sites d'accueil des clubs d'écoute inadaptés (sous les arbres, hangars, intempéries) qui souffrent d'absence de matériel. Les fonds mis à disposition étaient insuffisants pour le fonctionnement ;
- le français a été privilégié, mais le niveau bas des élèves fait que les langues utilisées sont les langues locales ;
- la motivation des tuteurs communautaires dans l'animation des clubs est fluctuante (notamment en raison du faible accompagnement financier) et les COGES s'impliquent peu dans les activités des clubs. De plus, les tuteurs ont des difficultés pour compléter les outils de suivi de fréquentation ;
- la difficulté de cibler les enfants des clubs d'écoute : les clubs ont été confrontés au nombre d'enfants présents et à la part importante de PDI par rapport au nombre restreint d'encadreurs. Cela engendre des freins pour faciliter l'apprentissage car il n'y a pas de présence d'un maître. Cette absence est particulièrement notable pendant la saison des pluies où les enfants viennent avec leurs petits frères (sureffectif) ;
- l'absence de cantine ;
- des clubs d'écoute ont dû fermer à la suite de menaces (ex. Boucle du Mouhoun) ;
- les outils de suivi sont insuffisants pour évaluer le niveau des enfants, ce qui ne les encourage pas à apprendre et retenir. De plus, les tuteurs n'ont pas la capacité d'orienter les enfants vers les cycles formels (faute d'outils et faute de classes sécurisées) ou vers des dispositifs de formation professionnelle, ce qui favorise l'abandon de la scolarité.

Au cours des PER 1 et 2, des accords de partenariats entre le CDC, les radios locales basées dans les zones cibles du projet et la DGTRE du MENA/PLN ont été noués autour du programme PER « Je veux apprendre » pour diffuser les émissions. Ces accords concernent : dans la région de la Boucle du Mouhoun : Radio Salaki ; dans la région du Centre Nord : Radio Manegda ; dans la région du Nord : Radio la Voix du paysan et Radio communale de Dori ; dans la région de l'Est : Radio Tintua.

Entre avril et juin 2020, pour répondre à la fermeture des classes, le PER a couvert **11 régions et diffusé des émissions pendant trois mois**. Le programme a été suspendu fin juillet 2020 pour que les enfants puissent profiter de leurs grandes vacances. Toutes les leçons restantes, en plus des messages ponctuels sur la prévention du COVID-19 (en cours d'élaboration par le MENA/PLN), ont été diffusées à partir d'octobre 2020.

La DGREIP a conçu les contenus des programmes au niveau central, les enregistre et les envoie aux radios partenaires pour diffusion. Ce volet a été repris par la DGTRE. 72 programmes ont été produits en calcul et 72 autres programmes en lecture – soit 144 scripts produits en français. Seuls les 24 premiers scripts ont été traduits dans 6 langues nationales (Koronfé, Fulfuldé, Moore, Tamasek, Dioula, Goulmacéma) soit 336 scripts. Il s'agit de cours enregistrés par des enseignants avec des élèves virtuels qui posent des questions. Le CDC a également préparé et diffusé quelques émissions sur les mesures barrières, la PSS, les droits à l'éducation, l'ESU.

Le projet PER/CDC est aujourd'hui terminé toutefois la diffusion des émissions se poursuit. Il est indiqué que le PER a été capitalisé sous forme d'un film et d'un guide de mise en place et d'animation des clubs d'écoute (voir lien vers les films : https://youtu.be/6hv6RpsALdQ et https://youtu.be/0DFgbr2R8HQ).

Au cours de l'année 2020, dans le contexte de la pandémie de Covid19, le PER s'est intensifié et un nouveau partenariat s'est noué avec l'entreprise sociale Viamo. Pour compléter le PER, Viamo a introduit des cours à la demande, par la téléphonie mobile via le numéro 321 de l'opérateur Orange. L'auditeur peut appeler 4 fois gratuitement, ensuite l'appel est facturé 25 FCFA. Les utilisateurs de cette plateforme peuvent écouter les versions courtes des leçons en français et tester leurs connaissances acquises à travers des quiz. Les premiers cours ont été diffusés entre décembre 2020 et juillet 2021 à raison de 5 nouveaux cours par mois. Puis le projet a été interrompu « *faute de répondant* » à l'UNICEF (absence de RH, gap financier ayant nécessité une demande de crédit additionnel). Pendant cette période, il n'y a pas eu de nouveaux cours mis en ligne ce qui a entrainé une perte d'audience. Le projet a repris pour une période allant de janvier 2022 à juin 2022 (financement transitoire).

Selon les estimations de Viamo (rapport final juillet 2021), la période comprise entre décembre 2020 et juin 2021 a permis de toucher 41 093 numéros uniques qui ont accédé à l'espace du programme Je veux apprendre au 321 et 20 850 appelants uniques ont écouté au moins 75% du message (cours, résumés de cours, information sur le programme). La majorité des auditeurs ont un niveau scolaire du secondaire. La région du Nord était fortement représentée suivie de la région du Centre. Viamo a conduit des quiz d'évaluation des apprentissages en français et mathématiques. Par exemple, en français, la participation est très variable, puisque certaines semaines seule une cinquantaine de personnes a répondu au quiz alors que pour d'autres semaines le nombre de répondants atteint près de 1300. En moyenne, il ressort que sur 24 questions de compréhension, 8 ont recueilli des résultats incorrects. En mathématiques, les résultats sont du même ordre.

De nombreux atouts et points forts ont été soulignés. Les forces relevées illustrent l'importance d'avoir pu maintenir un lien, aussi ténu soit-il, pour maintenir une routine éducative, comme en témoignent les DREPPNF et le CDC :

- *« le PER a contribué à ce que les enfants puissent continuer à apprendre, c'est le principal ! Par moment les ressources financières ne venaient pas à temps, mais la radio a maintenu l'activité » ;*

- *« les enfants sont intéressés, ils écoutent mais pas de suite : sur quoi mettre l'accent, qu'est ce qui est retenu, etc. » ;*
- *« il y a une continuité de la diffusion depuis 3 ans. On garde le cap pour que les enfants ne soient pas déconnectés de l'école » ;*
- *« l'apprentissage n'est pas suspendu, la connexion avec la classe reste même si elle est virtuelle ; introductions de nouveaux acteurs dans l'éducation : radio, tuteurs avec obligation de collaboration » ;*
- *« l'éducation par la radio aide les enfants à réussir, à continuer à s'instruire : seconde chance de retrouver le chemin de l'école » ;*
- *« beaucoup d'informations ont été diffusées vers les communautés (émissions de sensibilisation), ce qui a permis aux parents de bien comprendre la pertinence de la continuité de l'éducation des enfants » ;*
- *« les tuteurs et les membres des COGES sont socialement valorisés dans la communauté » ;*

Si le PER n'a pas vocation à remplacer l'école, il permet, dans une certaine mesure, d'assurer la continuité d'une routine éducative. Le PER a été conçu comme une réponse d'urgence (montée de l'insécurité et pandémie COVID), toutefois, des bases sont posées et devraient perdurer (partenariats entre radio et DGTRE, production d'émissions, digitalisation des contenus, responsabilisation de la communauté éducative).

Des faiblesses ont toutefois été soulignées par les acteurs de terrain, notamment la difficulté de comptabiliser les auditeurs et par-dessus tout d'évaluer leurs acquis. Il est souligné également les difficultés rencontrées par certaines radios et opérateurs téléphoniques dont les terminaux et réseaux sont détruits par les groupes armés. Des témoignages recueillis (notamment auprès des radios partenaires/4 témoignages) soulignent aussi la nécessité d'améliorer la qualité et le contenu des émissions :

- *« Les cours sont montés depuis Ouagadougou avec des noms et appellations déconnectés de la réalité locale » ;*
- *« Ce sont des adultes qui imitent les voix des enfants, cela ne passe pas à la radio » ;*
- *« Des cours sont enregistrés en langues locales mais donnent l'impression qu'on a des non bilingues car les enseignants mélangent beaucoup de français » ;*
- *« On attire l'attention des responsables de l'éducation pour corriger les modules et les mettre à jour car depuis 3 ans, c'est le même contenu* » ;
- « *Les agents de niveau déconcentré du MENA/PLN n'assurent pas de façon efficace le suivi-coordination des activités menées dans leurs zones* ».

2.2.4 Le volet cantines scolaires

Le PAM a reçu en décembre 2021 une contribution de la DDC via l'UNICEF pour la fourniture de repas scolaires aux élèves des Cours Moyens (CM1 et CM2), du cycle primaire dans la Boucle du Mouhoun. Le projet a été mené en collaboration avec la DAMSSE (plan de distribution) et la DREPPNF (identification des besoins des écoles ciblées par la direction régionale). Il s'inscrit parfaitement dans la stratégie nationale d'éducation en situations d'urgence 2019-2024 du MENA/PLN.

En termes d'efficacité, la distribution de vivres a tardé à être initiée et n'a pu commencer qu'à la fin du mois de février voire mi-mars, soit au-delà de la moitié de l'année scolaire. L'insécurité grandissante dans la Boucle du Mouhoun a perturbé la distribution des vivres en raison de la fermeture de certaines écoles ciblées. Certains transporteurs ont aussi refusé de se rendre dans certaines zones ce qui a freiné la distribution. En outre, l'achat des ressources a été perturbé par les coûts élevés des vivres (diminution des productions agricoles locales en raison de l'insécurité, effets de la crise en Ukraine notamment) jouant sur les volumes à acheter et donc à distribuer. En avril 2022 (moment de l'évaluation), 123 écoles (CEB de Banwa : 93 écoles, CEB de Sourou : 12 écoles, CEB de Kossi : 18 écoles) bénéficiaient de la livraison de vivres. Au cours du mois de mai 2022, des formations sont planifiées pour les COGES, les AME et les cantinières pour la gestion des cantines (activité non réalisée lors de la mission).

Les organisations rencontrées soulignent l'engagement des acteurs et la compréhension de l'urgence de continuer l'éducation des enfants dans un contexte d'insécurité. La DREPPNF a été bien impliquée et une bonne collaboration s'est instaurée avec les COGES/APE/AME pour la gestion des cantines. Ce volet a permis de maintenir les enfants à l'école grâce à la distribution de deux repas équilibrés.

Dans les régions affectées, l'insécurité a occasionné une réduction des opportunités d'amélioration des moyens de subsistance des ménages, augmenté le prix d'achat des denrées alimentaires, affectant ainsi la situation alimentaire et nutritionnelle des populations. Les repas scolaires ont contribué à la sécurité alimentaire au niveau des ménages ainsi qu'à réduire la malnutrition et les carences en micronutriments. Les témoignages (DP, DR, CEB, COGES, APE, AME, Enseignants) se recoupent pour saluer l'approche et souligner les stratégies d'adaptation de certains enfants :

- « *Là où il y a cantine les élèves sont à l'école, on se demande s'ils viennent pour apprendre ou pour recevoir un repas !* »
- « *Dans certaines localités, le principal repas de la journée est celui de la cantine ! Certains élèves partagent leurs rations en plusieurs parts pour les frères et sœurs restés à la maison, ainsi ils ont au moins un repas par jour. Certes ce n'est pas suffisant mais ils mangent* ».
- « *La cantine est un élément de résistance. Il faut se battre et ne pas verser dans le découragement* ».

Pour faire face à l'insécurité et ses contraintes, des stratégies sont mises en place à travers notamment la contractualisation de transporteurs du Mouhoun qui connaissent mieux la zone et les pistes sécurisées, l'appui des parents d'élèves déplacés qui envoient des vivres pour leurs enfants au niveau des écoles. Pour éviter que les stocks des écoles ne soient vandalisés, les vivres sont distribués en rations sèches (chaque élève emporte une quantité de vivres à la maison). Il est souligné également la réactivation du cluster au niveau régional ce qui devrait permettre une meilleure coordination des interventions (rencontres régulières entre acteurs autour des thématiques humanitaires). Localement, des actions de prévention ont été prises comme la rémunération des cantinières pour ne pas prélever leur part dans la ration des enfants, des sensibilisations sont aussi faites pour encourager les cantines endogènes et collecter des vivres auprès des parents. Au niveau du PAM, des actions ont ciblé spécifiquement les filles (1834) de CM1 et CM2 pour les encourager à fréquenter l'école (au moins 80% du temps) en recevant 10kg/mois de rations sèches à emporter.

Les faiblesses constatées soulignent notamment les lacunes en termes de renforcement de capacités et de suivi :

- Malgré le fait que le PAM ait réussi à distribuer 2 repas par jour aux enfants, dans les écoles à forte concentration de PDI, l'absence du repas du soir pose des problèmes pour une fréquentation assidue de l'école. Les ressources locales sont par ailleurs insuffisantes pour proposer la mise en place de cantines endogènes ;
- Les formations prévues en matière d'hygiène et assainissement, de nutrition et gestion des procédures de distribution ont été réalisées sur le tard ou sont prévues. Quand elles ont eu lieu, elles n'ont concerné qu'un nombre limité de personnes (un représentant AME, un agent de la santé qui s'occupe de la nutrition, le directeur d'école et le gestionnaire des stocks). De plus, les formations se limitent à la gestion des cantines alors qu'elles auraient pu intégrer let volet Safe school ;
- Certains enseignants, soulignent la lourdeur et la difficulté à renseigner les fiches de suivi ;
- Le choix des écoles bénéficiant des cantines scolaires a manqué de clarté.

2.2.5 Volet Coordination, suivi, collecte et capitalisation

Le volet collecte, suivi et capitalisation des données a connu un certain nombre de difficultés, notamment au niveau de la plateforme EduTrac développée par l'UNICEF. Cette plateforme devait être une alternative digitale pour la collecte des données. Cette activité a connu des difficultés de mise en œuvre. A ce jour, l'application n'est pas maîtrisée et ne fonctionne pas. En 2019, EduTrac a été transféré au MENA/PLN, toutefois, en raison de problèmes techniques dont la résolution implique l'UNICEF (contractualisation avec un agrégateur et un opérateur de téléphonie en cours de renégociation), la DGESS du MENA/PLN n'utilise pas EduTrac comme outil de suivi des activités du projet. Quelques sondages ont eu lieu mais sans suite. En lieu et place, la DGESS a conçu un canevas utilisé pour la collecte des données qui sont ensuite traitées via le logiciel StatEdu produit par la DGESS. Actuellement les données sont donc collectées à un niveau papier. Elles sont remontées, centralisées et traitées pour renseigner le ST ESU et l'état mensuel des écoles au Burkina. Ce volet reste un vrai défi. A titre de comparaison, la plateforme Edutrac a été utilisée avec succès par le Ministère de l'Education en République Centrafricaine pour la collecte des données. Sans cela, la collecte aurait été pratiquement impossible compte tenu de l'étendue du pays. La rapidité dans la collecte et l'acheminent des données a permis leur utilisation dans la prise de décisions.

En termes de rapportage, chaque opérateur d'implémentation fournit un rapport d'activité trimestriel à l'UNICEF. L'UNICEF pour sa part, compile l'ensemble des informations fournies dans un rapport annuel adressé à la DDC. Ces rapports sont relativement succincts dans la description des activités. Au-delà de ce rapportage, 3 rapports d'étude (sur 6 prévus) ont été produits. En ce qui concerne la production de ces rapports, il n'est pas aisé de comprendre s'il y en a eu d'autres. Certains rapports ont fait l'objet de partage et de restitution (plus ou moins élargie) auprès des autres intervenants du projet. Il s'agit de :

- L'évaluation du projet Ecole résiliente (DRC),
- L'évaluation du Projet *Safe school* dans la région du Sahel au Burkina Faso (HI),
- L'étude sur l'apprentissage protecteur au Burkina Faso (UNICEF 2019).

2.3 Efficience

L'analyse de l'efficience sur un projet avec un montage de ce type est complexe, d'autant plus que cette expérience étant pilote, il n'existe pas vraiment d'éléments de référence / comparaisons possibles. Nous avons analysé des données financières transmises par l'UNICEF pour les ONG HI et DRC desquelles il ressort que le ratio frais de gestion administratifs/frais opérationnels est respectivement de 21% et 18%, qui sont des taux corrects (voir détails en annexe). Il n'est toutefois pas possible avec le budget global disponible et les données partagées de calculer précisément le ratio frais administratifs/frais opérationnels sur l'ensemble du projet.

En avril 2022, mois de notre évaluation, le budget global a été consommé à 87% - alors que 89% du temps est écoulé (42 mois / base 47 mois - 1/11/2018-30/10/2022) (voir détails budgétaires en annexe 6.9). Concernant la contribution suisse (6 100 000 CHF), au 30 avril elle a été décaissée à 90%.

2.3.1 Analyses budgétaires

Un budget très largement consacré au volet Safe school (outcome 1) : 65% du budget total prévu, 67.6% décaissé.

- Des dépassements ont été constatés sur l'appui à la mise en place des plans DRR et PSS dans les écoles (+126%), la formation de formateurs nationaux (+113% - quand seule la moitié des effectifs ont été formés), les tentes classes (+165%), l'appui à l'éducation des enfants hors école et talibés (SSAP) (+144% - cet accompagnement est à revoir au vu des résultats des évaluations),

- Des lignes ont été faiblement décaissées – notamment sur les Kits ECD (54%), la dotation de bourses et kits scolaires aux filles vulnérables (57%), la promotion de l'éducation de filles (GHM, Club Deen-Kan et sensibilisation) (44%).

1.6% du budget prévu pour l'assistance psychosociale (outcome 2) : 1.8% du budget décaissé

- Toutes les lignes de ce volet ont été respectées.

8.3% du budget prévu pour l'éducation par la radio (outcome 3) : 3.5% du budget décaissé

- Un dépassement constaté sur la ligne appui à la mise en place et fonctionnement des clubs d'écoute (20,000 enfants) : 105% – sachant que seule une trentaine de clubs d'écoute a été fonctionnelle – et que cette ligne n'a touché que 6700 enfants. Selon l'UNICEF, le coût des clubs a été sous-évalué au départ, car le format était plutôt sur des familles d'écoute qui ne nécessitent pas de déploiement de moniteurs.
- Dépassement sur la ligne Production des émissions : +125%,
- Autres lignes peu décaissées : Traduction des scripts dans les langues dominantes (42%), diffusion des émissions (25%), dotation des enfants des écoles fermées en poste radio (8%). Selon l'UNICEF, le coût de la production s'étant révélé excessif ainsi que le format de clubs d'écoute ; il a fallu procéder à des ajustements

8.2% du budget prévu pour le suivi-évaluation et la capitalisation : 9.7% du budget décaissé

- quelques dépassements interpellent : (appui à la mise en œuvre de la plateforme Edu-trac : +517% ; Appui au fonctionnement des cadres et instances de suivi : +238% - sachant notamment que la plateforme EduTrac est au point mort depuis 2019),
- Une étude d'audience : 108% de dépassement – les taux d'audience sont calculés sur des auditeurs potentiels (pas d'études) – et Viamo s'appuie sur ces outils liés aux appelants du 321
- Quelques lignes très peu dotées équilibrent ce volet,
- Un seul comité de pilotage réalisé – mi-mai 2022.

5.7% du budget prévu pour la gestion/ administration : 6% du budget décaissé

Le volet PAM (crédit additionnel) est décaissé à 100% (alors que les activités de formation n'ont pas encore eu lieu).

2.3.2 En termes de mise à disposition de fonds et de fluidité dans la gestion

De nombreux acteurs d'implémentation ont souligné les interruptions entre les phases du projet. La difficulté réside dans la conception de projets bâtis sur des années calendaires alors que leur mise en œuvre nécessite d'être adaptée au calendrier scolaire. L'UNICEF pour sa part fait état de lenteurs dans la mobilisation des fonds des autres partenaires financiers du projet notamment sur l'année 2021. Par exemple, en 2021, le budget disponible y compris le crédit additionnel anticipé en début d'année n'a pas permis à DRC d'aller au-delà de 6 mois au regard de ses coûts de gestion sur trois régions. Dans les mêmes conditions et avec le même budget, HI a maintenu les services sur la durée annuelle (ses bureaux terrain ne sont pas supportés à 100% par le projet).

2.3.3 Lisibilité du projet et coordination

Chaque partenaire d'implémentation (HI, DRC, MENA/PLN, FDC, CDC, ANTBA etc.) a soumis son propre projet (intégrant des volets Safe school, PSS, PER, etc.) avec souvent un nom de projet différent. Au-delà des appellations différentes, si les grandes orientations se rejoignent, pour autant, chacun garde ses spécificités, son propre cadre logique et son propre cadre de résultats. Chaque organisation suit des indicateurs de performance propres à son projet, différents et ne collant pas forcément (intitulés différents) à la matrice de résultats du projet global. Le projet est très morcelé et fonctionne beaucoup en silos. Les volets RCCO – Safe school sont conduits par DRC, HI, MENA/PLN ; le volet PSS est conduit par DRC, HI et MENA/PLN ; le PER est conduit par le CDC, MENA/PLN ; Edu Trac par l'UNICEF, MENA/PLN. Ces volets ont été enclenchés dès le démarrage du projet au 2nd semestre 2018.

D'autres activités ont été enclenchées en 2019 et 2020 : volet intégration des filles vulnérables (avec la DPEIFG à partir de 2019), volet « écoles coraniques rénovées » (FDC), l'intensification du PER à travers le partenariat avec le CDC en avril/mai 2020 – étendu au niveau national notamment en raison de la fermeture des écoles /cause COVID et avec l'appui de Viamo. Enfin, à partir de 2021, un crédit additionnel a permis d'introduire un volet cantine scolaire en partenariat avec le PAM.

Il est parfois complexe de recouper les résultats sous la matrice générale du projet de l'UNICEF. Il est noté aussi que les temps de rapportage ne sont pas harmonisés (par exemple : HI et DRC rapportent de janvier à janvier, CDC de mars à décembre, l'UNICEF de mars à avril) et il est complexe de lire clairement les données d'une année et les modalités de cumul opérées par l'UNICEF. Les mécanismes de suivi, de rapportage et de décaissement de l'UNICEF (trimestriel) sont relativement lourds à tenir et engendrent des interruptions momentanées pour certains projets (FDC, CDC, Viamo), notamment lorsque les RH ne suivent plus (vacances de personnel notamment sur le PER durant plusieurs mois, nombreuses correspondances de la FDC restées sans suite au cours de l'année 2019 – cf. CR FDC 2019).

Il existe peu de complémentarités / synergies entre les différentes organisations qui travaillent chacune dans leur zone d'intervention et sur leur thématique. Notons toutefois que de nombreuses relations partenariales directes existent (entre DRC /UNICEF, DRC/MENA/PLN, DRC/HI, HI/MENA/PLN etc.) et quelques séances de restitutions d'études et ateliers font que certains acteurs ont pu se rencontrer. Ces séances n'étaient toutefois pas formalisées ni étendues à l'ensemble des parties prenantes du projet Vers une école résiliente. Les acteurs d'implémentation ont pu se retrouver dans les revues annuelles organisées par la section Education de l'UNICEF mais sans savoir qu'ils participaient à la dynamique d'un même projet.

Par ailleurs, pour de nombreuses organisations parties prenantes (MENA/PLN, UNICEF, DDC, opérateurs d'implémentation, etc.) au projet, le personnel en charge de la conception, de la mise en œuvre, du suivi a changé depuis 2018. Ce turnover ne favorise pas la mémoire institutionnelle du projet, son suivi et sa cohérence.

La mise en musique de l'ensemble des volets du projet a été coordonnée par l'UNICEF en partenariat avec le MENA/PLN (DGEIEFG et le ST/ESU), mais peu d'efforts ont été faits en ce sens. Dans le document de projet, il était fait allusion à l'organisation deux fois par an d'un comité de suivi composé des représentants des structures publiques et des ONG partenaires prenant part au projet, de l'UNICEF et du/des représentants de la Coopération Suisse. Si les revues de suivi de projet propres à l'UNICEF ont été organisées (à mi année, annuelle, mi-parcours, partenariat), aucune réunion spécifique au projet Vers une école résiliente n'a été organisée. Au cours du projet, depuis 2018, la DDC n'a pu être associée qu'à deux reprises à des missions de suivi (février et juin 2021). Ces deux missions sont arrivées tardivement dans le déroulé du projet (2021) et uniquement dans la région de Kaya (en raison des restrictions sécuritaires pour le personnel de la DDC).

L'UNICEF n'a donc pas joué le rôle de coordination autant qu'elle aurait pu au cours de cette phase unique. Le suivi technique et financier des différents sous-projets a été correct et s'est fait de façon bilatérale auprès de chaque acteur d'implémentation (revue, suivi, supervision/visite, audit etc.), toutefois la coordination globale et l'appui au MENA/PLN a été insuffisante. La tutelle du projet (MENA/PLN) a eu des difficultés dans le pilotage et la coordination (le premier comité de pilotage a été organisé en mai 2022, soit à la fin des 4 ans du projet). Ces difficultés auraient pu être atténuées par une coordination générale plus forte et cohérente. La majeure partie des parties prenantes ont pris connaissance des autres interventions et du projet dans sa globalité à l'occasion de ce premier COPIL. La majeure partie des acteurs rencontrés soulignent la pertinence qu'il y aurait eu à développer de plus fortes synergies et à travailler comme une chaîne d'interventions au profit des mêmes cibles.

Enfin, en termes de communication, l'UNICEF et le MENA/PLN ont communiqué régulièrement sur certaines activités du projet (article, post Facebook, vidéos), toutefois, la visibilité des partenaires financiers dont la Coopération suisse n'a pas été mise en avant. Les autres bailleurs (Danemark, Norvège, Japon) n'ayant pour certains pas répondu à nos sollicitations ou pour d'autres ayant jugé ne pas être en mesure de répondre à nos questions, nous ne savons pas s'ils ont la même analyse.

Au regard de ces différents constats qui composent l'efficience et des données dont nous disposons, l'efficience de ce projet est acceptable mais comporte une marge d'amélioration. Le projet est morcelé en une dizaine de sous-projets il n'est pas possible de produire une analyse globale à ce sujet. Les acteurs d'implémentation ont reçu les moyens de leur intervention. Le délai de mise à disposition est considéré comme acceptable.

2.4 Durabilité / pérennisation

Au cours de cette phase, **la question de la durabilité de l'intervention** n'a pas été bien anticipée, qu'il s'agisse en particulier du volet PSS ou du volet PER. Les acteurs d'implémentation ont subi des temps d'interruption (entre année d'intervention, en fin de phase et de non-poursuite des appuis) et ce pour des raisons diverses (retard dans le renouvellement des contrats, procédures inhérentes à l'UNICEF, absence de répondants/vacances de personnel notamment sur le PER). Le manque de durabilité s'explique en particulier par le fait que le projet et ses volets (notamment le PER et le PSS) ont davantage été conçus comme des interventions d'urgence.

Si les institutions, les écoles et la communauté éducative ont bien été impliquées dans la mise en œuvre du projet et se sont appropriées les approches (réflexe en matière de prévention des risques, élaboration de plans), peu d'actions ont été envisagées /préparées au cours du projet pour mettre en place un mécanisme de pérennisation du dispositif (contraintes liées au turnover des enseignants, recyclage des formations, extension des formations à d'autres enseignants, faible institutionnalisation du dispositif). Nous pouvons toutefois souligner les prémisses de modules introduits dans les écoles de formation initiale et surtout, l'effort réalisé par le MENA/PLN et l'UNICEF pour capitaliser l'approche Safe school avec la distribution de près de 52 000 exemplaires du manuel « Module de formation des enseignants et des acteurs sociaux sur l'approche Safe school dans la dynamique des écoles de qualité amies des enfants (EaQME) au Burkina ». Ce manuel est construit autour de 4 modules (EaQME, Safe school, PSS et suivi évaluation) et décrit l'approche, les outils, les exercices pour appliquer ces concepts auprès des enseignants et formateurs. Les acteurs sont donc sensibilisés, informés, et disposent des outils. Au cours de l'année 2020, ce manuel a été distribué auprès de 51 100 écoles de 13 régions Burkina. La distribution de ce document n'ayant pas été suivie de formation ou d'explications, il nous est difficile de juger de l'appropriation et de l'application de ces modules par les équipes enseignantes.

Nous relevons que dans les écoles ciblées par le projet, la communauté éducative dispose d'outils (plans de prévention des risques, kits/jeux en accompagnement psychosocial) toutefois, elle n'est pas en mesure d'aller au-delà d'un accompagnement faute de pouvoir référencer les personnes les plus en difficulté. « *DRC et le psychologue ont fait un suivi régulier pendant un moment, mais depuis près de 9 mois, on ne les voit plus. L'assistance psychosociale se fait par les enseignants, on identifie les élèves en souffrance, on les accompagne même dans leurs familles. Le psychologue passait aussi pour les aider ; il y a un kit de jeux qui les aident aussi à évacuer le stress, le psychologue venait les initier à ces jeux, mais il ne passe plus depuis un moment, ce sont les enseignants qui le font actuellement* » - expliquent des enseignants formés.

Comme déjà indiqué précédemment, les acteurs ont été organisés localement autour de comités de gestion des risques, de tuteurs des clubs d'écoute, de relais communautaires. Cependant, bien qu'informés et sensibilisés, ces acteurs ne disposent pas de suffisamment de moyens (ressources humaines et surtout financières, dispositif de référencement, lieu d'accueil) pour poursuivre des interventions de qualité à l'issue du projet.

La pandémie de COVID 19 a sans aucun doute donné un grand coup d'accélérateur à la digitalisation de cours en ligne et au programme d'éducation par la radio. La DGTRE dispose d'une base intéressante de cours digitalisés qui continuent d'être diffusés sur les radios et sur la plateforme (https://fasoeducation.bf/).

Toutefois, la question du renouvellement et de l'extension du nombre de cours, de l'extension du PER, du passage à l'échelle de l'approche Safe school dans un contexte d'aggravation sécuritaire et d'accroissement des fermetures d'écoles se pose (en termes de moyens, de ressources, mais aussi de mesures d'accompagnement pour garantir la continuité éducative et l'acquisition/évaluation des compétences des enfants).

En conclusion, les bénéficiaires disposent des capacités et de la motivation pour faire perdurer les acquis du projet dans leur localité, toutefois ils sont sujets au turnover (notamment les enseignants), au besoin de recyclage des acquis, à la manipulation des outils. Aucune mesure de durabilité financière n'a été prise. Les comités de gestion des risques, les relais communautaires, les tuteurs des clubs d'écoute déployés ont acquis des compétences mais n'ont pas de moyens financiers pour poursuivre les activités et dynamiser leurs actions. La question de la durabilité et de la pérennité des acquis se pose avec acuité.

3. Atouts, pratiques et enseignements

Après 4 ans de mise en œuvre, il est intéressant de tirer des enseignements de cette phase unique. Comme nous l'avons déjà exprimé, le projet a eu un fonctionnement en silo, par volet, sans réel coordination globale et avec un partage de connaissance et de capitalisation limité au cours des 4 années passées. Les différentes parties prenantes du projet Vers une école résiliente se sont connues comme participant à un même projet lors du premier comité de pilotage organisé en mai 2022.

Toutefois, un nombre de choix stratégiques ont permis d'accroître les chances de réussite du projet, associant plusieurs types d'interventions concomitantes. Il ressort qu'au sein de chaque projet, porté par les acteurs d'implémentation, des efforts d'approche **concertée ont été réalisés pour impliquer les parties prenantes** (acteurs de la communauté éducative : parents, élèves, enseignants, COGES, APE/AME; agent de santé, ainsi que le niveau central et déconcentré du MENA/PLN).

Des efforts ont été fournis (sans toutefois atteindre les objectifs escomptés) pour responsabiliser des acteurs locaux (formation et mise en place des relais communautaires, de points focaux, de comités de gestion des risques) afin d'informer les populations de situations dangereuses et de les aider à affronter le risque. Ces approches ont permis de **toucher un large public de bénéficiaires** et ont **ciblé des lieux d'intervention correspondant aux zones les plus en difficulté**. Ce dernier point a notamment été permis grâce à la mobilisation d'organisations à tendance plus « humanitaire » comme DRC, HI et le PAM qui ont les capacités de se déployer dans des zones difficiles d'accès.

A l'issue du projet, des outils de prévention des risques (manuel Safe school, co-construction de plan de réponse, codes) et d'accompagnement psychosocial (kits éducatifs) sont disponibles et mobilisables dans de nombreuses écoles. Bien qu'encore insuffisant, le projet a permis de constituer et renforcer un pool de cadres et agents formateurs Safe school. Enfin, le projet a soutenu le développement **d'approches d'éducation alternative** (digitalisation de cours et d'émissions, diffusion sur les radios et la TV, diffusion de cours en ligne sur des plateformes, numéro d'information 321, distribution de clés USB avec du contenu éducatif, mise en place de clubs d'écoute et de soutien scolaire, soutien à l'éducation non formelle (SSAP, école coranique, classe passerelle). Ces approches sont encore ponctuelles et très localisées, mais elles méritent d'être capitalisées et renforcées.

Au cours de cette phase, des bonnes pratiques ont également émergé et permis d'améliorer le PER : les cours ont été ramenés en soirée pour que les enfants y participent en revenant des champs. Le PER a créé des synergies entre des acteurs qui ne travaillaient pas ensemble (responsables de l'éducation, radios, COGES, parents, tuteurs). Les inspections de l'enseignement ont développé des clusters pour renforcer la coordination des interventions et éviter les doublons.

Le projet, bien que morcelé, a développé **une approche multi sectorielle permettant une réelle complémentarité des interventions** et faisant le lien entre les préoccupations liées à la formation (école résiliente, formation par la radio), à la protection des enfants (ex : recherche de zones de repli, cantines, protection des filles,), à l'accompagnement psychosocial (soutien psychologique, référencement) à la sensibilisation de toutes les parties prenantes (parents, autres partenaires, instances gouvernementales et communautés), le tout a été mis en place progressivement au cours des 4 années de projet. De plus, il est constaté un bon alignement sur les stratégies nationales et internationales et le choix des lieux d'intervention correspond bien aux zones les plus en difficulté.

Le projet a ainsi permis **de garantir une certaine continuité éducative** à travers le développement d'une approche communautaire qui met ses membres en avant et les responsabilise tout en renforçant leurs capacités de résilience et de solidarité, le renforcement de la motivation tant des enfants que des parents pour l'assiduité et le maintien à l'école (l'organisation des cantines a eu un grand impact à cet égard), la transmission de messages aux parents relatifs à l'importance de la scolarisation des enfants et le renforcement de la synergie entre les acteurs (parents, société civile, milieu de l'enseignement et de l'administration).

Si le dispositif coordination a connu des difficultés, quelques atouts sont relevés et concernent la bonne communication entre plusieurs acteurs qui se connaissent (HI, DRC, UNICEF, MENA/PLN) et se retrouvent lors des instances de coordination du programme Education de l'UNICEF dont le projet Vers une Ecole résiliente est une composante, et le Cluster Education. Une collaboration étroite et claire avec les services du ministère de tutelle (MENA/PLN) a permis de s'assurer que les interventions demeurent cohérentes avec les politiques et stratégies gouvernementales ? et permettent leur pérennisation dans une certaine mesure (ex : identification des bénéficiaires, des formateurs Safe school). Nous relevons **une prise de conscience de la communauté éducative et une appropriation des concepts de l'ESU**, **de Safe school et du PSS** (directions du MENA/PLN, direction reg/prov, CEB, directeurs d'école, enseignants, élèves) et **une meilleure appréhension du risque et du pouvoir d'agir**. Ceci est souligné et renforcé par l'engagement croissant de la part de la communauté des bailleurs (CAST, Cluster, ECW) autour de l'éducation en situation d'urgence et de l'approche Safe school.

4. Recommandations

La Coopération suisse est actuellement en fin de cycle de programme et en période de planification. Au cours de l'année 2023, un nouveau cycle de programme de 12 ans sera engagé. Il est donc essentiel à cette étape, de capitaliser sur les succès du programme, d'identifier les besoins auxquels la Coopération suisse pourrait répondre tout en apportant une véritable plus-value et en cherchant à renforcer l'impact de ses interventions. Les recommandations qui suivent prennent en compte la gestion du projet dans son ensemble car les actions conduites par les différents intervenants sont souvent complémentaires les unes des autres. Ces recommandations tiennent compte tant des réussites du projet que des faiblesses que nous avons constatées. Elles sont basées sur l'analyse des données disponibles aussi bien dans les rapports consultés qu'à travers les témoignages recueillis au niveau central et sur le terrain.

Au regard de la dégradation sécuritaire et du nombre croissant de fermetures d'établissements scolaires, face à cette situation d'urgence qui se prolonge et après avoir dû gérer l'urgence des premières années et de la pandémie COVID-19 notamment, il s'avère aujourd'hui nécessaire de penser différemment les approches.

Le **projet Vers une école résiliente a permis de développer de façon progressive, un ensemble d'interventions complémentaires** (éducation formelle et informelle, sensibilisation et prévention des risques, appui psychosocial, éducation par la radio, cantine scolaire) permettant de favoriser autant que possible, la continuité scolaire des élèves. Cette **approche constitue à notre avis, le plus grand succès du projet et devrait, non seulement être maintenue mais renforcée dans la perspective du développement d'une approche intégrée pour une réponse pluridisciplinaire**.
Il s'agit de rechercher davantage de cohérence et de synergies autour de l'éducation et de la protection, de répondre à l'urgence en pensant au relèvement et en incluant la cohésion sociale. Pour cela, il nous semble crucial de :

- Prévoir autant que possible **un temps de préparation conséquent et promouvoir des concertations autour de la préparation des interventions, du ciblage des bénéficiaires et des zones d'intervention**, de la durée des interventions et des moyens alloués afin de garantir la mutualisation des ressources et l'adhésion des parties prenantes,
- Conduire un **rééquilibrage financier sur les aspects PSS, PER et cantines scolaires** pour renforcer la synergie éducation/protection. L'approche Safe school /ESU doit continuer d'être abordée comme **un paquet de services associant** prévention et sensibilisation aux risques, protection et PSS, alternatives éducatives (digitale, radio, tv) et cantines scolaires (en favorisant les initiatives endogènes, en impliquant le ministère de l'agriculture, de l'élevage et l'eau, santé, social),
- **Soutenir et promouvoir des approches conjointes** telles que proposées par les agences FAO/UNICEF/ PAM autour des cantines scolaires qui se sont avérées être un grand facteur de soutien au maintien scolaire (création et renforcement d'actifs productifs avec l'école : terres récupérées à travers les techniques de résilience et terres affectées aux écoles ; jardins scolaires pour renforcer les éléments de la cantine scolaire (légumes, fruits) : communautés bénéficiaires et écoles),
- **Améliorer le ciblage des interventions** et la planification en réalisant par exemple une étude actualisée des EADE au Burkina, 5 ans après la première étude.

En temps de crise, sur une longue période telle qu'actuellement rencontrée par le Burkina Faso, les besoins des populations s'inscrivent dans une logique d'urgence humanitaire nécessitant une réponse rapide et conjoncturelle devant s'inscrire dans une approche de développement à plus long terme et de réponse de nature plus structurelle. Le projet Vers une école résiliente a dessiné les contours d'une approche Nexus qui mériterait de s'interroger plus en profondeur sur le moment et la manière d'intégrer ces deux visions dans une perspective de renforcement.

L'ESU doit se conjuguer avec la protection des enfants (approche ne pas nuire) et nécessite une réponse multidisciplinaire et globale proposant des dispositifs opérationnels permettant aux enfants de poursuivre leur cursus, d'accompagner les personnes en PSS et de penser à leur réintégration dans la communauté. Cette approche requiert également de réfléchir aux dispositifs sans exposer les tuteurs et les outils (ex. club d'écoute, radios), de promouvoir la cohésion sociale et l'éducation à la paix en particulier dans les zones hôtes (approche triple nexus). Au cours de ces dernières années, le vivre ensemble s'est érodé et le sentiment de méfiance est palpable. Dans une vision à moyen/long terme l'enjeu de renforcer la cohésion sociale sera important (éducation à la paix, récupération des jeunes HANI, équilibre des ressources entre PDI et familles hôtes etc.)
Enfin, pour promouvoir ce type d'approche, il ressort la nécessité de pouvoir disposer de **flexibilité et d'agilité dans la gestion de fonds** pour mieux répondre à l'urgence et aux actions de relèvement. **Pour la DDC**, les appuis pourraient se concrétiser :

- Dans les régions prioritaires de la DDC, apporter des financements directs (ex. HI, DRC, PAM) pour promouvoir une continuité des appuis de la phase unique, mettre en place des appuis rapides – de type humanitaire - pour assurer la continuité éducative et les soutiens psychosociaux et la protection, financer des approches innovantes et des expérimentations autour d'une approche intégrée Safe school (financement d'approches innovantes mettant l'accent sur la qualité) et ainsi alimenter le dialogue,
- Abonder le fonds commun pour soutenir UNICEF/MENA/PLN (rôle central) : renforcer le dialogue politique (UNICEF/ST ESU/MENA/PLN), l'appui au déploiement national et la mise à l'échelle de cet outil préventif pour toucher toutes les régions du Burkina et préparer le personnel éducatif et les élèves,
- Dans la mesure du possible, centraliser les fonds auprès d'une structure clé (agence, organisation, service) pour renforcer la coordination et éviter la multiplication des projets et des délégations.

Poursuivre les actions de renforcement des capacités des acteurs et en particulier de la communauté éducative.
Dans un contexte d'insécurité grandissante, les acteurs éducatifs et notamment les enseignants jouent un rôle déterminant auprès des enfants. Aussi, il est recommandé de s'assurer qu'un nombre suffisant d'entre eux soient qualifiés et déployés sur le terrain pour assurer les formations en classe et que ces enseignants aient la capacité d'accompagner les enfants lors de situations critiques génératrices de stress (formation initiale en gestion des risques, connaissances de base en PSS, recyclage de formation, plans de prévention des risques connus et exercices de simulation réguliers, mise à jour des plans de prévention). Il s'agit dans ce cadre d'élargir la couverture et de former le plus grand nombre possible d'acteurs de l'éducation au niveau local :

- Inscrire la formation Safe school dans les curricula de formation initiale des maîtres avec une vision élargie du risque (risques d'attaques, catastrophes naturelles, engins explosifs, crise sanitaire) et dans la mesure du possible y introduire également les approches en éducation inclusive, les bases en accompagnement psychosocial, l'éducation à la paix,
- Poursuivre la mise en place d'un pool de formateurs Safe school et renforcer le MENA/PLN dans ses missions de ciblages et de formation,
- Elargir le spectre au post-primaire et au secondaire pour étendre la formation à tous les niveaux d'éducation,
- Mutualiser les actions de formation autour d'une offre de prévention pour renforcer les communautés (prévention des risques, PSS, instruction civique et à la cohésion sociale) en ciblant notamment les chefs religieux et les notables,
- Impliquer toujours davantage les communautés et les acteurs locaux (éducation et action sociale notamment) pour promouvoir l'institutionnalisation et la pérennisation de l'approche.

Recommandations plus spécifiques

De façon spécifique, nous formulons plusieurs recommandations qui découlent des constats que nous avons pu faire sur le terrain ou qui émanent des besoins exprimés soit par des opérateurs d'implémentation du programme, des professionnels des secteurs concernés ou des bénéficiaires du programme :

Sur le volet Safe school, au-delà des aspects évoqués précédemment, il a été souligné l'intérêt de pouvoir (dans une certaine mesure) assurer un suivi régulier pour conduire des simulations avec les acteurs locaux afin de les corriger et les adapter. La localisation de certains sites refuges parfois éloignés des écoles doit aussi être bien étudiée. En outre, il est recommandé de poursuivre les approches éducatives innovantes conduites en particulier dans les écoles coraniques et ou les écoles franco-arabes car ce type d'école tend à perdurer dans les zones où l'école traditionnelle ne fonctionne plus. Vu les constats réalisés au cours de la mission, il semble important de promouvoir la qualité des enseignements de base dans les classes passerelles afin qu'elles puissent mieux jouer leur rôle. Il s'agira aussi d'y introduire des contenus éducatifs et de les soutenir par des projets d'alimentation scolaire pour maintenir la fréquentation des enfants.

Concernant le rôle des comités de gestion des risques, leur réussite passera par une meilleure sensibilisation de ceux-ci sur leur mandat et l'accompagnement de l'approche Safe school, le renforcement de leurs capacités dans leur rôle de veille, l'exécution de leurs plans d'action, assorti de la mise en place d'un mécanisme de suivi-contrôle de la mise en œuvre de leurs activités jusqu'à les rendre véritablement autonomes. Comme souligné précédemment, il est important de s'interroger sur la pertinence même de ces comités dans le contexte de conflits au Burkina (leur création et fonctionnement provoquent des réticences, la nécessité d'y réfléchir, de minimiser l'exposition aux risques et de faire primer le principe de « Ne pas nuire »).

Sur le volet PSS, au-delà de soutenir davantage ces approches, il s'agit : d'élargir la prise en charge psychosociale au profit des parents biologiques des élèves, des élèves, des familles d'accueil et des enseignants ; de prolonger l'appui, notamment pour les élèves en âge de fréquenter les centres de formation professionnelle et de renforcer le référencement et le suivi des familles.

Sur le volet cantines scolaires, il est recommandé de renforcer davantage les directions régionales, les communes et les COGES en matière de gestion des cantines (ciblage des écoles, gestion des stocks, distribution, menu et habitudes alimentaires, mesures d'hygiène, ciblage des élèves à besoins spécifiques – enfant chef de ménage) et notamment le renforcement des communautés pour développer des cantines endogènes opérationnelles. L'alimentation est la plus grande cause d'angoisse et de stress, tant au niveau des parents que des élèves. Face à la dégradation sécuritaire et l'insécurité alimentaire, en particulier dans certaines régions où les populations n'ont plus accès à leur champ, il apparait crucial de renforcer l'approvisionnement des cantines scolaires. L'inscrire sur la durée de l'année scolaire devient un impératif pour le maintien des élèves à l'école. Pour certaines zones critiques, il est suggéré d'intégrer les jours « non ouvrables » au programme d'ouverture des cantines scolaires.

- En vue de la prochaine rentrée scolaire, il serait pertinent de poser un cadre pour identifier, en relation avec les communes, des OP pour la production ou la collecte, la mise à la disposition du PAM des vivres pour approvisionner les cantines (achats locaux) – (à noter, l'AFD mène une étude à ce sujet en collaboration avec le PAM) ;
- La poursuite du renforcement des capacités de gestion est impérative pour la poursuite des activités ;
- Développer des chaînes de production locale si les conditions sécuritaires le permettent. A cet effet la commune de Boromo a été retenue parmi les communes pilotes du programme conjoint FAO-PAM-UNICEF en appui à la mise en œuvre de cantines scolaires basées sur la production locale pour l'année scolaire 2022-2023.

Sur le volet Programme d'éducation par la radio, il est recommandé que les émissions de formation par la radio soient conçues par des enseignants qualifiés pour renforcer la qualité des contenus et qu'un nombre suffisant d'animateurs qualifiés et motivés encadrent les élèves participants aux clubs d'écoute. Il est recommandé également de prévoir l'évaluation des élèves en vue de permettre une réintégration dans le cursus. **Il faut aujourd'hui penser à passer d'un programme de maintien à un programme d'acquisition des compétences. Le PER pourrait devenir un service éducatif en soi**. En outre, les directions déconcentrées du MENA/PLN (régions et provinces) ont un rôle régalien à jouer dans le suivi-contrôle de cette activité importante pour la continuité éducative, notamment en matière d'évaluation.

Pour la suite, il s'agira de :

- Renforcer l'interaction et l'attractivité des messages (ludique, accompagnement, test, examen)
- Poser les bases d'un programme futur plus massif et consistant avec l'UNICEF en nouant des partenariats avec par exemple la Fondation Hirondelles pour proposer des démarches interactives, des jeux,
- Elargir la possibilité de diffuser des messages de prévention, de soutien et de réconfort (aux enseignants par ex.) par le 321 ou par radio.

Nos **recommandations en matière de gestion et de coordination**, notamment en direction de l'UNICEF
Plusieurs organismes publics, ONG nationales et internationales, de coopération internationale ont été impliqués dans la gestion du projet. Afin de tirer parti des atouts dont ce projet dispose déjà et de lui permettre d'atteindre les meilleurs résultats possibles, quelques conditions nous paraissent essentielles :

- Analyser la structure du projet en profondeur et définir clairement la nouvelle structure (simplicité, fonctionnalité, efficacité) où le rôle de chacun des acteurs est précisé, tout en s'assurant que les organismes gouvernementaux jouent un rôle central dans cette structure en termes de pérennité,
- Mettre en place des mécanismes de coordination très opérationnels afin d'améliorer la synergie entre les différents volets et acteurs (sectoriel, inter bailleurs, grands opérateurs du projet) (à noter, dans le cadre du MYRP, l'ensemble des composantes est mis en œuvre par l'ONG Educo),
- Ouvrir un dialogue entre les divers intervenants et prévoir des rencontres régulières entre les partenaires pour favoriser le partage d'expériences, échanger sur des problématiques communes, s'entendre sur les informations dont chacun devrait disposer ainsi que sur les mécanismes de leur diffusion. Plusieurs expériences se sont révélées positives, il serait intéressant de regrouper et capitaliser ces expériences et de les diffuser à travers un manuel de bonnes pratiques (capitalisation croisée autour du paquet de services),
- Assurer un suivi et évaluation régulier en termes qualitatif (indicateurs qualitatifs pour la qualité des contenus, qualité des appuis, qualité des suivis) autant que quantitatif et mettre en place une base de données opérationnelle pérenne permettant de garantir la mémoire institutionnelle. La digitalisation est un excellent outil pour ce faire,
- Et, enfin, soigner la visibilité des résultats et des acteurs, y compris des bailleurs, par une approche plus inclusive et une meilleure communication.

5. Conclusions / analyses FFOM du projet

Forces	Faiblesses
Engagement du MENA/PLN, des directions centrales et déconcentrés pour soutenir l'ESU, Adhésion de la communauté des bailleurs (développement et humanitaire) autour de l'ESU et du Safe school, Rôle stratégique de l'UNICEF autour de Safe School Engagement fort des écoles, des directeurs, des enseignants, des membres COGES, APE et AME, de la communauté ; Vigilance pour détecter tout agissement suspect ; Intériorisation des comportements à développer en situation d'urgence ; Forte solidarité et accueil des PDI et de leurs enfants ; Prise de conscience des élèves de la situation d'insécurité et des actions développées pour aider à continuer à recevoir les services d'éducation ; Détermination de toutes les parties prenantes à jouer sa partition pour que l'école reste fonctionnelle ; Fonctionnement des clusters au niveau régional pour des réponses plus adaptées ; Des compétences locales développées en termes d'appréhension des risques, de comportements, Des rudiments ?? et la mise à disposition de kits d'accompagnement PSS, Des approches éducatives alternatives testées et déployées (radio, 321, digitalisation de contenus, SSAP/écoles coraniques) méritant d'être approfondies et poursuivies, La cantine scolaire maintient la fréquentation des élèves dans les écoles	**En termes de gestion :** Peu de synergies entre les composantes du projet et nombreux intervenants (selon les volets) qui ne se connaissent pas Turnover (enseignant, personnel projet) et besoin de recyclage des formations Découpage trimestriel, beaucoup de procédures (gestion rigoureuse des fonds garantie mais contrainte) Des rencontres, échanges – mais pas de coordination globale (1er COPIL mai 2022) Projet calé sur année calendaire et non scolaire Peu de sorties conjointes de supervision et limitation de l'accès aux zones Difficultés de répondre à l'urgence (procédures de décaissement un peu longues) Faible visibilité des partenaires financiers **En termes de contenu :** Faible sensibilisation des familles voisines de l'école (refuges potentiels des élèves en cas d'évacuation). Absence de formation des acteurs éducatifs et des élèves de lycées proches des écoles Des abris parfois éloignés ou peu adaptés en cas d'évacuation ; Fort turnover des formés qui engendre une certaine déperdition au sein des écoles cibles Des apprentissages et des contenus dont la qualité nécessite d'être renforcée Peu de mécanismes de pérennisation mis en place par les acteurs d'implémentation (suivi, référencement PSS, cantine) et arrêt brutal des financements (DRC) Retard dans la prise en compte de l'ENF Remontée des données insuffisante et dysfonctionnement d'EduTrac (difficultés à faire le suivi des enseignants formés, des relais communautaires, des audiences radios, des élèves, des parcours ENF – passerelles vers EF) Manque de moyens et de ressources pour prendre en compte tous les besoins en formation et accueil dans les zones bénéficiaires (enseignants, enfants, clubs d'écoute)

Menaces	Opportunités
Niveau de vie bas, forte pauvreté, absence d'alternatives économiques notamment pour les femmes et les filles qui abandonnent l'école, problèmes accentués par le contexte sécuritaire et l'insécurité alimentaire ; Dégradation du contexte sécuritaire avec des attaques grandissantes ayant ses conséquences sur la gestion des ressources naturelles (eau, terre, pâturages, etc.) ; la santé humaine (traumatismes, stress des élèves, des familles de départ et des familles d'accueil ; des enseignants, etc.) ; Attaques dans les villages avoisinants engendrent des mouvements de populations (PDI) et créent la difficulté de devoir intégrer beaucoup d'élèves dans des classes déjà bondées ; Fermeture et éloignement de certains centres de santé provoquant d'autres stress (morts d'élèves à Boalin p.ex.) ; Peu de sources d'eau potable (peu de pompes et fontaines) avec des risques pour les filles allant trop loin de leurs domiciles ; Risques d'abandon car éloignement du collège et appréhension des parents pour la sécurité des enfants, surtout des filles	Implication des acteurs de l'éducation à tous les niveaux pour faire face à cette crise (autorités administratives, services techniques impliqués dans l'éducation en situation d'urgence, corps enseignant, communautés, etc.). Implication des communes, des maires, des conseils municipaux Implication des chefs coutumiers, des religieux, des leaders d'opinion dans les actions Safe school de l'école car ils sont les garants socioculturels ; Volonté d'autres services déconcentrés de s'impliquer pour un changement de comportements et une résilience plus forte dans la zone (cas des préfectures p. ex.). Convergence des fonds (CAST, ECW) autour de l'ESU

6. Annexes (obligatoires)

6.1 Cahier des charges

1. Contexte de la mission

Le Burkina Faso reste l'un des pays les moins développés du monde. Le système éducatif burkinabè a fait des progrès significatifs depuis 2000, notamment en raison de la mise en place de deux plans décennaux de développement de l'éducation de base. Depuis 2015, le contexte sécuritaire au Burkina Faso s'est progressivement dégradé avec des attaques récurrentes des groupes armés non étatiques (GANE). En 2020, le Burkina Faso est officiellement classé comme un pays engagé dans un conflit armé non international et enregistre la crise des déplacés la plus rapide au monde selon les Nations Unies.

On note également que la pandémie de COVID-19 qui s'est déclarée en 2020 a empêché plus de 5 millions d'enfants de réaliser leur droit fondamental à l'éducation et cela en raison de la fermeture de toutes les écoles du pays pour le reste de l'année scolaire à l'exception des classes d'examens scolaires. Pour l'année scolaire 2020-2021, les écoles ont été rouvertes en octobre 2020, mais l'impact de la pandémie reste visible sur le système éducatif avec une baisse constatée de 0,02 à 8,63% des résultats des examens scolaires de 2021. Il est clair que l'impact effectif de la fermeture des écoles sur l'apprentissage des enfants reste encore à évaluer, en particulier au sein des populations les plus marginalisées, dont les filles.

Dans le but d'assurer la continuité de l'éducation, le ministère de l'éducation nationale, de l'alphabétisation et de la promotion des langues nationales (MENAPLN), avec l'appui des partenaires techniques et financiers (PTF), dont la Suisse, a élaboré la Stratégie Nationale de l'Education en Situation d'Urgence 2019-2024. Des actions sont entreprises pour assurer la continuité éducative. Malgré ces efforts, les écoles restent la cible d'attaques des GANE. En décembre 2021, 3'280 écoles étaient fermées, ce qui a affecté plus de 551'221 élèves (dont 243'528 filles) et 14'901 enseignants (dont 4'697 femmes). Cela a pour conséquence, la baisse, depuis 2018, du taux brut de scolarisation (TBS) pour l'enseignement primaire, passant de 90,7% (90,9% pour les filles) en 2018 à 89,5% (dont 89,9% pour les filles) en 2019 et à 86,6% (dont 87,5% pour les filles) en 2020. Ce recul s'explique notamment par l'accès à l'éducation fortement limité des enfants en âge d'entrée en première année et la déscolarisation dans les 6 régions prioritaires du Plan de réponse humanitaire (Sahel, la Boucle du Mouhoun, l'Est, le Nord, le Centre-Nord et le Centre-Est) liée à la fermeture de milliers d'écoles.

Appui de la Coopération suisse au Burkina Faso

Le Programme de Coopération suisse au Burkina Faso pour la période 2021-2025 qui s'aligne sur les priorités de politique extérieure et de coopération internationale de la Suisse s'articule autour quatre domaines clés : (i) la gouvernance et la démocratie, (ii) l'éducation de base et la formation professionnelle, (iii) le développement économique et local (iv) et l'appui macroéconomique. Le genre reste un thème transversal.

L'engagement de la DDC en faveur de l'éducation, qui date depuis la fin des années 1980, en matière d'éducation et de développement de compétences professionnelles repose aussi sur les approches principales retenues dans la stratégie Education de la DDC:

- Renforcer le système éducatif avec l'accent l'éducation de base, la formation professionnelle et en appliquant une démarche globale de promotion de l'inclusion au sein d'un système éducatif ;
- Mettre l'accent sur l'éducation de base et la formation professionnelle ;
- Entretenir la complémentarité et la dynamique entre l'éducation de base, la formation professionnelle et le développement du secteur privé pour faciliter l'accès des groupes cibles aux revenus ;

- Renforcer les synergies entre l'éducation de base, la formation professionnelle et les autres secteurs (protection, changement climatique, santé, etc.) ;
- Renforcer la continuité éducative et l'accès à l'éducation de base (éducation en situations d'urgence avec son lien avec la protection d'enfant) pour les enfants déplacés ou dans des zones à forts défis sécuritaires où les écoles sont fermées. Le but de la Suisse et d'autres partenaires reste d'assurer que chaque enfant peut réaliser son droit à l'éducation.

2. Le projet École résiliente

Face à ces évolutions du contexte, la Suisse s'est engagé dans un dialogue avec l'UNICEF afin de répondre à ces grands défis pour le système scolaire ce qui s'est traduit dans la mise en œuvre d'une phase pilote en 2017 du projet Ecole résiliente. Sur la base de ces résultats, la Suisse a ensuite financé la phase unique du projet Ecole résiliente avec CHF 5'100'000 depuis octobre 2018 dans les zones fortement affectées par l'insécurité. L'objectif global du projet École résiliente est d'« **assurer la continuité éducative pour 928'000 enfants (dont 427'000 filles) dans les régions frontalières du Burkina Faso, notamment la Boucle du Mouhoun, les Cascades, le Centre-Est, le Centre-Nord, l'Est, les Hauts Bassins, le Nord et le Sahel** ».

La phase unique qui bénéficie d'une prolongation jusqu'à la fin mars 2022 a été renforcée avec un crédit additionnel de CHF 1'000'000 en septembre 2021. Ce crédit contribue au renforcement de la résilience des écoles et à la protection des enfants dans les zones à forts défis sécuritaires, lesquels sont à risque d'être déscolarisés ou déjà hors d'école. Ce crédit additionnel intègre également une nouvelle composante, qui porte sur le renforcement des cantines scolaires à travers un appui au Programme Alimentaire Mondial des Nations Unies (PAM).

2.1. Composantes

- Le **renforcement de la résilience** (approche « safe school ») à travers la formation des enseignants, des assistants sociaux et des membres de la communauté sur l'approche Safe School (analyse et réduction des risques de conflits et de catastrophes naturelles (RRC O/C) y compris la COVID-19), le renforcement des dispositifs d'accueil (tentes, kits), la promotion de l'éducation des filles, la sensibilisation des autorités locales et militaires, et l'appui à l'éducation des enfants hors école et talibés (SSAP) ;
- La **prise en charge psychosociale** des acteurs de l'éducation et des communautés. Les enseignants formés sont capables de soutenir les élèves à surmonter les effets du stress post traumatique ou de faire un référencement à une ONG pour les cas dépassants leurs compétences ;
- **L'éducation par la radio** vise à assurer une routine éducative aux élèves, en français et en langues locales. Le contenu du programme radio porte sur les aspects pédagogiques et sur des messages spécifiques (hygiène, santé, nutrition, environnement, etc.). Des clubs d'écoute sont mis en place ;
- Le **renforcement des cantines scolaires** vise 1) à rétablir l'accès à l'éducation pour les enfants déplacés, réfugiés et les enfants des communautés d'accueil, en particulier pour les filles et les enfants handicapés grâce à l'accès à une nourriture saine et nutritive ; 2) à favoriser le taux de fréquentation et d'assiduité des filles et des garçons dans les écoles primaires ciblées accueillant des enfants déplacés internes à travers des repas scolaires ; 3) à renforcer les capacités des écoles primaires à la mise en œuvre et à la gestion des cantines, contribuant ainsi à une alimentation scolaire nationale résiliente.

2.2. Attentes du projet

Objectif global : La continuité éducative d'environ 928'419 enfants dont 427'073 filles (46%) est assurée dans les régions frontalières du Burkina Faso avec le Mali et le Niger.

Hypothèse de changement : la continuité de l'éducation dans les régions frontalières du Burkina Faso avec le Mali, le Niger, la Côte d'Ivoire, le Benin et le Togo (Est, Sahel, Centre Nord, Nord, Centre Est, Boucle du Mouhoun, Hauts Bassins, et Cascades), affectées par les effets de l'extrémisme violent, est assurée grâce aux actions de prise en charge psychosociale des enseignants et d'autres personnels éducatifs, de préparation et de mise en œuvre de plans de protection communautaire et des activités éducatives alternatives telles qu'un programme d'éducation par la radio. Cela se traduira par le retour des enseignants dans les écoles, la reprise effective des cours, la résilience des communautés face au terrorisme, une plus grande solidarité entre enseignants et communautés face aux risques terroristes dans les villages et enfin l'accès et la continuité éducative des enfants dans les zones d'intervention.

Effet 1 : au moins 75% des écoles renforcées en approche Safe School mettent en œuvre les plans de préparation et de réponse sécuritaire.

Effet 2 : la prise en charge psychosociale d'au moins 4'000 personnes à risque d'être exposées à des états post-traumatiques importantes est assurée.

Effet 3.1 : 75% des 928'419 enfants dont 427'073 filles ont accès à un programme d'éducation par la radio dont 20'000 à travers des clubs d'écoute.

Effet 3.2 : 30% des 4 million enfants affectés par la fermeture des écoles causée par la COVID-19 ont accès à un programme d'école par la radio (PER).

Effet 4 : la documentation de l'expérience et la diffusion de connaissances sont assurées grâce aux plateformes EduTrac et COMET et les études de suivi et évaluation.

Effet 5 : Les populations souffrant d'insécurité alimentaire, y compris les enfants en âge scolaire, dans les zones ciblées, ont accès à une alimentation adéquate et nutritive tout au long de l'année.

2.3. Principaux intervenants

Le partenaire contractuel de la DDC est la représentation de l'UNICEF au Burkina Faso.

Les partenaires opérationnels et stratégiques de l'UNICEF sont les suivants :

- Ministère de l'Education nationale, de l'Alphabétisation et de la Promotion des Langues nationales ;
- Conseil danois pour les Réfugiés ;
- Humanité & Inclusion ;
- Le Centre Diocésain de Communication (CDC) ;
- La Fondation pour le développement communautaire (FDC) ;
- L'Association Nationale pour la Traduction de la Bible et de l'Alphabétisation (ANTBA) ;
- La Direction de l'allocation des moyens spécifiques aux structures éducatives (DAMSSE) ;
- La Direction de l'enseignement primaire (DEPrim) ;
- La Direction générale de la recherche en éducation et des innovations pédagogiques (DGREIP) ;

- La Direction de la promotion de l'éducation inclusive, de l'éducation des filles et du genre (DPEIFG) ;
- Les directions régionales de l'éducation ;
- Les directions régionales de l'action sociale ;
- L'Agence nationale pour l'emploi.

3. Objectifs de la mission

La présente mission consiste à réaliser une évaluation finale du projet « Ecole résiliente », cofinancé par la Suisse, le Danemark, la Norvège et l'UNICEF et mis en œuvre par l'UNICEF et ses partenaires opérationnels (DRC, HI, MENAPLN, CDC) par des évaluateurs externes. L'évaluation doit faire l'analyse des résultats obtenus et de l'impact du projet (selon les critères CAD de l'OCDE : l'efficacité, l'efficience, la pertinence, la cohérence, l'impact et la durabilité) pour les bénéficiaires et les acteurs impliqués.
Une liste des questions initiales est présentée ci-dessous. Le consultant est invité à préciser/cibler les questions pendant la phase de démarrage en coordination avec la DDC. Le soumissionnaire est également invité à proposer sa grille d'évaluation dans l'offre.
Le consultant retenu doit remplir également la grille d'analyse pour les évaluations des interventions de la DDC (annexe) et expliquer dans la grille pourquoi certains aspects n'étaient pas évalués si tel est le cas.
La mission est également tenue de préciser les insuffisances, d'identifier les bonnes pratiques (capitalisation) et de formuler des recommandations d'amélioration (6 à 10 recommandations spécifiques) qui peuvent fournir des perspectives à envisager pour un nouveau cycle d'appui à moyen et long terme (12 ans) en vue d'une intégration des interventions de l'Éducation en Situations d'urgence (ESU) dans le nouveau programme *Education de Qualité, Inclusive, Protectrice et Equitable au Burkina Faso* du Bureau de la coopération suisse au Burkina Faso.

De manière spécifique, il s'agit de :

a. Analyser la mise en œuvre du projet école résiliente selon les critères CAD de l'OCDE ;
b. Déterminer si le projet école résiliente a atteint les résultats escomptés ;
c. Identifier les leçons tirées de l'élaboration des documents du projet, de la mise en œuvre des activités et de la gestion du projet au niveau de l'UNICEF et les opérateurs ;
d. Identifier et analyser les atouts et les faiblesses de l'intervention de l'UNICEF et ses partenaires de mise en œuvre cofinancé par la Coopération suisse au Burkina Faso ;
e. Identifier et décrire les bonnes pratiques à capitaliser, ainsi que les leçons clefs à tirer pour le projet Ecole résiliente ;
f. Formuler des recommandations (6 à 10) pour orienter le Bureau de la coopération suisse dans son appui à l'éducation en situation d'urgence (interventions à prioriser, modalités, partenariats, zones géographiques) ;
g. Analyser dans quelle mesure le projet école résiliente a pu intégrer des différents volets du triple nexus (volets développement, humanitaire, paix) ;
h. Analyser dans quelle mesure l'approche de la programmation sensible aux conflits (CSPM) a été appliquée.

Questions potentielles selon les critères CAD de l'OCDE pour l'évaluation finale externe du projet école résiliente :

Pertinence : Les interventions (formation/approche Safe School, programme de l'école par la radio (PER), la formation et la prise en charge en soutien psychosocial (PSS), le soutien aux cantines scolaires) mènent-t-elles les bonnes actions ?

- Les effets obtenus sont-ils cohérents avec les besoins des groupes cibles ?
- Dans quelle mesure les activités et les produits (outputs) sont-ils cohérents avec les effets escomptés ?
- Compte tenu de l'évolution du contexte (fermeture croissante des écoles dans certaines zones d'intervention), l'approche Safe School est-elle adaptée aux problèmes à résoudre ?
- Dans un tel contexte, l'éducation aux risques comme composante intégrante de l'approche Safe School est-elle pertinente ?
- Dans quelle mesure les objectifs de l'intervention répondent-ils aux priorités et aux politiques du groupe cible, du Burkina Faso, des organisations partenaires et de la DDC ?

Cohérence : Les interventions s'accordent-t-elles avec les autres interventions menées ?
- Cohérence interne : dans quelle mesure l'intervention est-elle compatible avec d'autres interventions de la coopération suisse au développement du Burkina Faso et le domaine de l'éducation en situation d'urgence et l'éducation de base (cohérence, complémentarité et synergies) ?
- L'intervention entre-t-elle en conflit avec d'autres interventions de l'UNICEF ?
- Cohérence externe : dans quelle mesure l'intervention est-elle compatible avec les interventions du gouvernement, d'autres acteurs (cluster éducation, cadre partenarial éducation de base, bailleurs bilatéraux et multilatéraux, secteur privé, PME, ECW, ONU, ONG, etc.) au Burkina Faso et dans le domaine de l'éducation en situation d'urgence (complémentarité et synergies) ?

Efficacité : Les résultats contribuent-ils aux objectifs généraux comme prévu ?
- Comment les interventions ont-t-elles contribué aux résultats ? Est-il possible de démontrer dans quelle mesure les changements peuvent être attribués à l'intervention et non à des facteurs externes?
- Dans quelle mesure les résultats escomptés de l'intervention ont-ils été atteints (ou sont susceptibles de l'être) en termes de produits (outputs), de réalisations (outcomes), et d'objectifs généraux de l'intervention ?
- Quels sont les principaux facteurs qui ont influencé la réalisation ou la non-réalisation des résultats escomptés ?

Efficience : Les résultats ont-ils été obtenus de manière rentable ?
- Dans quelle mesure l'intervention a-t-elle été mise en œuvre dans les temps et avec un minimum de ressources ?
- Y a-t-il eu une différence entre les intrants prévus et les intrants réellement nécessaires ? Comment cette différence s'explique-t-elle ?
- L'intervention a-t-elle été mise en œuvre sur la base d'une approche axée sur les résultats ?
- Le système de suivi mis en place pour suivre l'impact de l'intervention est-il adapté à son objectif ?
- Comment fonctionnent la gestion de projet ainsi que les processus de pilotage et de décision ? Les problèmes sont-ils identifiés en temps utile et des solutions pratiques et réalisables sont-elles proposées ?
- Le ciblage de l'intervention a-t-il permis une allocation efficiente des ressources ?

Impact : Comment le projet contribue-t-il à l'objectif global ?
- Quels effets positifs et durables et quels changements de comportement peuvent être identifiés ?
- Quels effets (secondaires) positifs et négatifs inattendus et involontaires se sont produits ?
- Dans quelle mesure les impacts réels de l'intervention correspondent-ils aux impacts visés ?

- Une partie spécifique de l'intervention a-t-elle exercé un impact plus important qu'une autre ?
- Y a-t-il eu des effets non intentionnels (positifs ou négatifs) pour les groupes cibles et dans la société ?

Durabilité : Dans quelle mesure les effets perdureront-ils après que la DDC aura mis un terme à son soutien ?
- Quelles indications montrent que les effets produits persisteront après la fin du projet ?
- Quels facteurs majeurs peuvent améliorer ou entraver la pérennité des effets produits ?
- Les institutions partenaires et les groupes de population concernés ont-ils adhéré aux objectifs et aux activités initialement prévus par le projet (appropriation) ?
- Les institutions partenaires et les parties prenantes concernées (groupe cible) peuvent-elles poursuivre leur activité de manière indépendante (existence de ressources financières) et adapter leurs stratégies à l'évolution des conditions ? Disposent-elles de leurs propres capacités pour résoudre les problèmes (capacité technique) ?
- Les aspects du projet sont-elles institutionnalisées dans la politique du MENAPLN ? Les structures du MENAPLN au niveau nationale et déconcentré ont-elles développés des compétences pour répondre aux et mitiger aux impacts des crises et conflits sur le système éducatif et la scolarité des enfants ?
- Quelles mesures socioculturelles, institutionnelles, financières ou techniques pourraient être mises en œuvre pour augmenter les chances que l'intervention exerce un impact durable ?

Alignement :
- Comment le projet complète-t-il les plans et politiques du Burkina Faso et les activités des autres bailleurs ?
- Quels aspects de l'intervention utilisent et renforcent les structures nationales ?

Logique d'intervention / cadre des résultats :
- Quelles différences y a-t-il entre le cadre de résultats décrit dans la logique d'intervention et la logique réelle de l'intervention concrète ?
- Quelles hypothèses de la logique d'intervention se sont avérées et quelles mesures d'atténuation des risques ont fonctionné ?

Interdépendance :
- Quelles ont été les mesures prises pour faciliter le passage entre les opérations de secours et de relèvement à court terme, et le développement à long terme ?
- Quelle capacité locale, capable de répondre aux incidents futurs, a été développée lors des opérations de secours et de relèvement ?

4. Livrables attendus

L'évaluation finale du projet école résiliente permettra à la DDC de disposer d'une meilleure compréhension des résultats atteints, des atouts et des faiblesses de cette intervention (phase unique, 2018-2022) et aussi des recommandations pour l'intégration des interventions ESU dans le nouveau programme EQUIPE.

Les principaux livrables sont :
- Un rapport de démarrage/note de cadrage présentant la méthodologie, les moments forts, le calendrier et l'organisation de la mission d'évaluation ;
- Un rapport provisoire de l'évaluation ;

- Un rapport final en version électronique et en version physique au maximum 25 pages (sans compter les annexes potentielles).

Les rapports doivent être rédigés en français, structurés de manière logique, présenter des constatations factuelles, des conclusions, des enseignements et des recommandations ainsi que leurs corrélations. Toutes les informations qui ne sont pas pertinentes pour l'analyse globale figurent dans une annexe. Le rapport doit répondre en détail aux questions d'évaluation et se concentrer sur les domaines d'intervention prioritaires. Il doit comprendre un ensemble de **six à dix recommandations spécifiques** formulées pour le projet, et identifier les actions requises et les personnes qui doivent les mettre en œuvre.

Proposition de structure du rapport d'évaluation :
Page de garde
Table des matières
Acronymes et abréviations
Remerciements
- Synthèse
- Introduction
- Description du projet École résiliente
- Constatations, y compris résultats, atouts/bonnes pratiques, faiblesses
- Conclusions
- Recommandations et enseignements tirés

Annexes (obligatoires)
- Cahier des charges
- Grille d'analyse dûment remplie
- Liste complète des parties prenantes et autres personnes consultées et interviewées
- Description détaillée du processus d'examen, y compris sources de données et éventuelles faiblesses et limites méthodologiques
- Analyse de la logique d'intervention (cadre logique ou théorie du changement) : degré de réalisation des objectifs

5. Approche méthodologique

Les consultants sont responsables de la conduite de l'ensemble du processus et de la qualité de la mission. Ils doivent s'approprier les termes de références et proposer une méthodologie permettant d'atteindre les objectifs et résultats attendus.
Cette approche méthodologique doit être simple, inclusive et participative. Les parties prenantes doivent être au cœur de l'approche méthodologique afin de garantir la qualité des contributions.
Ces indications méthodologiques ne sont pas exhaustives. Les consultants sont libres de tenir compte d'autres éléments jugés pertinents pour l'atteinte des objectifs et résultats attendus de la mission. Lors de la réunion de cadrage, le Bureau de la coopération suisse consolidera avec les consultants les principales attentes de la mission.

La mission sera effectuée en respectant les tâches et étapes suivantes:
a. Préparation
   - Actualiser l'offre technique et financière sur la base des conclusions de l'adjudication ;
   - Réunion de cadrage avec le Bureau de la coopération suisse au Burkina Faso pour mieux cadrer les orientations de la mission ;
   - Validation du rapport de démarrage/note de cadrage ;
b. Conduite de la mission :

- Revue documentaire : documents du projet école résiliente (proposition de crédit, prodoc, rapports annuels), programme de coopération de la Suisse au Burkina Faso 2017-2020 et 2021-2025, stratégie ESU du Burkina Faso, stratégie éducation de la DDC, stratégie de coopération internationale de la Suisse 2021-2024, et tout autre besoin d'informations à préciser par les consultants ;
- Rencontre avec les bailleurs du projet école résiliente/UNICEF : Danemark, Norvège, JICA ;
- Rencontre avec les partenaires du programme école résiliente : UNICEF, DRC, HI, CDC, FDC ;
- Rencontre avec d'autres PTF du cadre partenarial éducation de base et du cluster éducation en situation d'urgence : ECHO, Canada, Luxembourg, ECW (Enfants du Monde, UNICEF) ;
- Rencontre avec les services clés du ministère de l'éducation : ST-ESU, SP/PDSEB, DAMSSE, DEPrim, DGEPFIC, DEGPS, DGEFG, DGENF, DGESS, DGREIP, DPEIFG, SP-SSAP, etc. ;
- Visites terrain dans une région: rencontres avec les Directions régionales de l'Education, les collectivités territoriales (maires et présidents de conseils régionaux), rencontres avec les bénéficiaires.

6. Principales tâches de l'équipe de la mission

Sur la base d'invitation à soumissionner, le mandataire pour la mission peut se composer de plusieurs personnes physiques réunies en consortium, une ou plusieurs personnes morales/sociétés commerciales ou cabinet d'experts. Les soumissions d'offres technique et financière doivent se faire par consultant. Le postulant fournira une offre technique et financière.

Le mandataire retenu devra :

- Organiser en collaboration avec la Coopération suisse les différentes rencontres de concertation/cadrages ;
- Organiser les entretiens avec les personnes ou structures ciblées ;
- Organiser en collaboration avec le Bureau de la coopération suisse la rencontre de restitution ;
- Soumettre à la Coopération suisse le rapport provisoire ;
- Soumettre à la Coopération suisse le rapport final.

7. Profils des consultants

L'équipe de la mission sera recrutée sur la procédure d'invitation à soumissionner.

L'équipe de la mission sera constituée d'experts expérimentés (au moins de niveau baccalauréat + 5) sur les enjeux et défis du développement, des contextes de conflits et de crises, des systèmes éducatifs et des approches opérationnelles d'éducation en situation d'urgence, en particulier en Afrique de l'Ouest ou ayant une forte connaissance de la région et une bonne maitrise de la langue française (oral et écrit). Les compétences suivantes sont recherchées au niveau de l'équipe :

- Une expertise confirmée dans les formulations des politiques sectorielles (éducation, éducation en situations d'urgence ESU), la planification et la gestion des systèmes éducatifs (y inclus en situation de crise) ;
- Une expertise confirmée du travail dans des contextes de conflits et de crises ;
- Une expertise confirmée en suivi évaluation et dans la conduite d'évaluation finale, capitalisation et d'analyse prospective dans le secteur de l'éducation et protection ;

6.2 Grille d'analyse dûment remplie

Outil 7: Grille d'analyse des critères du CAD

Grille d'analyse pour les évaluations des interventions de la DDC
Version : Juillet 2021

Remarque : cette grille d'analyse est utilisée pour les évaluations des projets et programmes financés par la DDC et le SECO (ci-après dénommés conjointement « interventions »). Elle repose sur les critères d'évaluation du Comité d'aide au développement de l'OCDE[1]. Si des résultats particuliers ne sont pas encore mesurables au moment de l'évaluation, il s'agit d'analyser la probabilité d'obtenir un impact et une durabilité. Tous les sous-critères applicables doivent être évalués et une brève explication doit être fournie. Des sous-critères supplémentaires peuvent être ajoutés.

Indiquez le chiffre correspondant (0-4) à votre évaluation des sous-critères dans la colonne « Score » (0 = non évalué ; 1 = très satisfaisant ; 2 = satisfaisant ; 3 = insatisfaisant ; 4 = très insatisfaisant).

- **Très satisfaisant** : aucune lacune en ce qui concerne la pertinence, la cohérence et l'efficacité de l'intervention ; les objectifs au niveau des réalisations ont été pleinement atteints ou dépassés et sont susceptibles d'avoir un impact significatif, qui sera maintenu à l'avenir.
- **Satisfaisant** : lacunes modérées en ce qui concerne la pertinence, la cohérence et l'efficacité de l'intervention. La plupart des objectifs prévus au niveau des réalisations ont été atteints (ou à moyen terme : sont susceptibles d'être atteints). La probabilité d'atteindre l'impact prévu ou la durabilité des bénéfices de l'intervention est raisonnable.
- **Insatisfaisant** : importantes lacunes en ce qui concerne la pertinence, la cohérence et l'efficacité de l'intervention, au niveau de l'atteinte des objectifs (si les produits sont réalisés, mais n'aboutissent pas aux réalisations attendues, considérez que la pertinence et/ou l'efficacité sont insatisfaisantes). La probabilité d'atteindre l'impact escompté ou d'inscrire les bénéfices de l'intervention dans la durée est incertaine.
- **Très insatisfaisant** : la pertinence, la cohérence et l'efficacité de l'intervention présentent de très graves lacunes. Les objectifs prévus n'ont pas été atteints, il est très improbable d'obtenir l'impact escompté ou d'inscrire les bénéfices dans la durée.

Non évalué : l'énoncé du critère ne peut pas être évalué. Veuillez fournir des explications et des détails dans la colonne « Justification ».

Titre de l'intervention évaluée: Evaluation finale du projet Vers une école résiliente
Type d'évaluation: Evaluation finale externe
Évaluateur(s): Caroline Dulau, Mariem Fafin, Bernardin Bationo, Christine Kaboré
Date: 31.05.2022

Aspects clés fondés sur les critères du CAD	Score	Justification Veuillez justifier brièvement votre score ou expliquer pourquoi tel ou tel critère n'a pas été apprécié.
Pertinence **Remarque** : l'évaluation porte ici sur la pertinence des objectifs et de la conception au *moment de l'évaluation*. Dans le rapport d'évaluation, il convient d'examiner la pertinence à la fois au stade de la conception et au moment de l'évaluation		
1. Mesure dans laquelle les objectifs de l'intervention répondent aux besoins et priorités du groupe cible.	2 - satisfaisant	Les objectifs de l'intervention ciblent les écoles situées dans les zones frontalières du Burkina, qui sont actuellement le plus en situation d'insécurité
2. Mesure dans laquelle les objectifs de l'intervention répondent aux besoins et priorités des parties prenantes indirectement touchées (non incluses dans le groupe cible, p. ex. gouvernement, société civile, etc.) dans le pays de l'intervention.	2 - satisfaisant	L'intervention du projet était relativement inclusive, de sorte que le ministère de tutelle et ses démembrements aux niveaux régional et provincial ont bien été impliqués dans les activités conduites. Le MENA/PLN et certaines de ses directions étaient en outre directement impliqués dans la mise en œuvre de certains pans du projet (SSAP, cantine scolaire, formateur safe school, ciblage des écoles).
3. Mesure dans laquelle les éléments fondamentaux de la conception de l'intervention (tels que la théorie du changement, la structure des composantes du projet, le choix des services et des partenaires d'intervention) reflètent les besoins et les priorités du groupe cible.	2 - satisfaisant	La conception du projet avait bien pris en compte les besoins et les priorités du groupe cible. Les acteurs d'implémentation étaient professionnels sur ces questions.
Si un sous-critère supplémentaire est pertinent, veuillez le formuler ici.	sélectionnez	Cliquer ici pour saisir du texte.
Cohérence		
4. Cohérence interne : mesure dans laquelle l'intervention est compatible avec d'autres interventions de la coopération suisse au développement dans le même pays et le même domaine thématique (cohérence, complémentarité et synergies)	2 - satisfaisant	Le projet vers une école résiliente s'inscrit bien dans les interventions du secteur de l'éducation soutenues par la DDC au Burkina. Cette intervention est alignée sur la stratégie internationale de la DDC en matière d'éducation en situation d'urgence.
5. Cohérence externe : mesure dans laquelle l'intervention est compatible avec les interventions d'autres acteurs dans le pays et dans le domaine thématique (complémentarité et synergies)	1 - très satisfaisant	Cette intervention s'inscrit dans les priorités actuelles de la communauté des bailleurs qui soutiennent fortement l'éducation en situation d'urgence au Burkina

Aspects clés fondés sur les critères du CAD	Score	Justification Veuillez justifier brièvement votre score ou expliquer pourquoi tel ou tel critère n'a pas été apprécié.
Si un sous-critère supplémentaire est pertinent, veuillez le formuler ici.	sélectionnez	Cliquer ici pour saisir du texte.
Efficacité		
6. Mesure dans laquelle les approches/stratégies pendant la mise en œuvre sont adéquates pour atteindre les résultats escomptés.	2 - satisfaisant	La stratégie mise en œuvre correspondait bien aux besoins des bénéficiaires et des zones ciblées. Toutefois pour être complément efficace, il serait nécessaire d'inscrire davantage l'intervention dans une approche intégrée et sur la durée (approche Nexus)
7. Mesure dans laquelle l'intervention a atteint ou devrait atteindre les objectifs prévus (produits et réalisations).	2 - satisfaisant	La majeure partie des objectifs prévus ont été atteints.
8. Mesure dans laquelle l'intervention a atteint ou devrait atteindre les résultats escomptés en rapport avec les thèmes transversaux.	2 - satisfaisant	La majeure partie des résultats escomptés ont été atteints sur le volet Safe school, Cantine scolaire et dans une certaine mesure sur le volet PSS et PER. Les résultats sont plus mitigés sur certains résultats des volets Safe school (pool de formateur, nb d'enseignants formé en formation initiale), PSS (prise en charge suite au référencement, pool de psychologique). Le volet qui a connu le plus de difficultés relève de la collecte des données (EduTrac) qui n'est pas opérationnel à ce jour.
Si un sous-critère supplémentaire est pertinent, veuillez le formuler ici.	sélectionnez	Cliquer ici pour saisir du texte.
Efficience		
9. Mesure dans laquelle l'intervention produit les résultats (produits et réalisations) de manière rentable.	0 - non évalué	Le projet est morcelé en une dizaine de sous-projet pour lesquels nous n'avons pas pu consulter les analyses financières, il n'est donc pas possible pour nous de produire des analyses à ce sujet.
10. Mesure dans laquelle l'intervention produit les résultats (produits et réalisations) en temps utile (dans le délai prévu ou dans un délai raisonnablement adapté).	2 - satisfaisant	Les acteurs d'implémentation ont reçu les moyens de leur intervention. Le délai de mise à disposition est considéré comme acceptable.

Aspects clés fondés sur les critères du CAD	Score	Justification Veuillez justifier brièvement votre score ou expliquer pourquoi tel ou tel critère n'a pas été apprécié.
11. Mesure dans laquelle les mécanismes de gestion, de suivi et de pilotage favorisent une mise en œuvre efficiente.	3 - pas satisfaisant	Comme indiqué le projet est morcelé en une dizaine de projets. Les mécanismes de suivi, de rapportage et de décaissement de l'UNICEF (trimestriel) sont relativement lourds à tenir et engendre des interruptions momentanées pour certains projets (FDC, CDC, Viamo), notamment lorsque les RH ne suivent plus (vacances de personnel notamment sur le PER durant plusieurs mois). L'UNICEF n'a pas autant joué le rôle de coordination qu'elle aurait pu avoir. La tutelle du projet (MENA/PLN) a aussi eu des difficultés dans le pilotage et la coordination (le premier comité de pilotage a été organisé en mai 2022, soit à la fin des 4 ans du projet).
Si un sous-critère supplémentaire est pertinent, veuillez le formuler ici.	sélectionnez	Cliquer ici pour saisir du texte.
Impact		
12. Mesure dans laquelle l'intervention a généré ou devrait générer des « effets plus larges » tels que définis dans le document de conception de l'intervention. **Remarque** : l'appréciation de ce critère porte en priorité sur les « effets plus larges » visés. Dans le cas où des effets négatifs ou positifs *significatifs* involontaires sont détectés, ils doivent être précisés dans la colonne Justification, notamment s'ils influencent le score.	2 - satisfaisant	Les interventions conduites ont permis aux bénéficiaires d'être informés, sensibilisés et dans une certaine mesure préparés à mieux gérer le risque. Toutefois nous avons peu d'exemples pour affirmer que les bénéficiaires réagiront effectivement de la façon adéquate en cas d'attaque. Certaines sessions de formation, simulation d'exercice de protection ont été rejetés par des localités, expliquant que ces approches pourraient « attirer les attaques ». Sur le volet PSS, le projet aurait pu aller plus loin en termes d'appui, de référencement et de suivi des cas.
Si un sous-critère supplémentaire est pertinent, veuillez le formuler ici.	sélectionnez	Cliquer ici pour saisir du texte.
Durabilité		

Aspects clés fondés sur les critères du CAD	Score	Justification Veuillez justifier brièvement votre score ou expliquer pourquoi tel ou tel critère n'a pas été apprécié.
13. Mesure dans laquelle les partenaires disposent des capacités et de la motivation nécessaires (capacité technique, appropriation) pour poursuivre les activités qui mèneront aux réalisations visées.	2 - satisfaisant	Les bénéficiaires disposent des capacités et de la motivation pour faire perdurer les acquis du projet dans leur localité toutefois ils sont sujet au turnover, au besoin de recyclage des acquis, à la manipulation des outils.
14. Mesure dans laquelle les partenaires disposent des ressources financières nécessaires pour poursuivre les activités qui mèneront aux réalisations visées.	3 - pas satisfaisant	Aucune mesure de durabilité financière n'a été prise. Les comités de suivi des risques, les relais communautaires, les tuteurs des clubs d'écoute déployés ont acquis des compétences mais n'ont pas de moyens financiers pour poursuivre les activités et dynamiser leurs actions. La question de la durabilité se pose.
15. Mesure dans laquelle les facteurs contextuels (p. ex. législation, situation politique, situation économique, revendications sociales) sont propices à la poursuite des activités qui mèneront aux réalisations visées.	3 - pas satisfaisant	Le Burkina et les régions visées par le projet font face à un contexte dégradé à tous les niveaux (institutionnel – gouvernement de transition militaire ; économique : fort risque d'insécurité alimentaire ; sécuritaire : forte aggravation sécuritaire ayant engendré la fermeture de nombreux établissements scolaires). Toutefois, dans certaines localités des écoles réouvrent, et des régions sont encore relativement épargnés. Les interventions du projet d'éducation en situation d'urgence y ont tout leur sens.
Si un sous-critère supplémentaire est pertinent, veuillez le formuler ici.	sélectionnez	Cliquer ici pour saisir du texte.

Informations complémentaires (si nécessaire): Cliquer ici pour saisir du texte.

6.3 Liste complète des parties prenantes et autres personnes consultées et interviewées

Structure	Nom	Prénom	Fonction	Email	Téléphone	Date
DDC	Eggs	Christian	Chef de coopération	christian.eggs@eda.admin.ch		9/5/2022 à 8h et 13/5/2022 à 11h
	Compaoré	Panoussa	Chargé de programme éducation	panoussa.compaore@eda.admin.ch		9/5/2022 à 8h et 14 h
	Peyer	Irina	Chargée de programme éducation	irina.peyer@eda.admin.ch		9/5/2022 à 8h et 14h, 13/5/2022 à 11h
Ambassade du Luxmbourg/Lux Dev	Minougou	Drissa	Assistant technique national de l'éducation	Drissa.minougou@luxdev.lu	(226) 70 41 40 73	9 mai 2022
Direction Générale de l'encadrement pédagogique et de la formation initiale et continue (DGEPFIC)-MENAPLN	Toné/Ouedraogo	Habibata	Directrice Générale	tonelauraine@gmail.com	(226) 70 26 39 80	10 mai 2022
Faso Action pour le Développement Communautaire (FDC)	Sobgo	Gaston	Directeur Exécutif	gaston.sobgo@fdcbf.org	70 13 07 69	10/5/2022 à 12h
Humanité et inclusion	Allard	Philippe	Directeur Pays	p.allard@hi.org		10/5/2022 à 16h
	Sanou	Armand José	ex. Adjoint chef de projet Safe school	aj.sanou@hi.org		
Programme Alimentaire Mondiale	Tapsoba	Bernadette	Cheffe de section alimentation scolaire	bernadette.tapsoba@wfp.org		11/5/2022 à 10h
	Aitor	Serranobellart	officer partenariat			
	Bambara	Marie	cantine scolaire			
	Bagur	Aurore	Responsable Protection	aurore.bagur@wfp.org	77 30 95 34	
Direction Générale de l'Education Formelle Générale (DGEFG)	Diarra	Mamadou	Directeur général	diarrapele90@yahoo.fr	70 74 84 01	11/5/2022 à 14h
SP-SSAP	Kaboré	Catherine	Secrétaire permanente	cathkab@yahoo.fr	70 22 24 37	11/05/2022

Direction Générale de la Recherche en Education et des Innovations Pédagogiques	Compaoré	François	Directeur général	franccompaore@gmail.com	70 35 30 85	11/05/2022
Direction de l'Alphabétisation et de la Formation des Adultes pour le Développement-MENAPLN	Tamboura	Barké	Directeur	barkedgenf2018@gmail.com	(226) 70 12 83 74	12 mai 2022
CONASUR	Hani	Olivier	Point focal ESU du CONASUR	Olivier.mit2004@gmail.com	(226) 70 14 38 82	12 mai 2022
ECW (Educo)	Gounabou	Lucie	Coordinatrice Action Humanitaire	Lucie.gounabou@educo.org	(226) 70 23 92 29	12 mai 2022
Danish Refugee Council	Martin	Stéphanie	Coordonnatrice Protection	stephanie.martin@drc.ngo	07 30 17 25	12/5/2022 à 10h
	Bilgo	Samba	Chef de projet Safe school	samba.bilgo@drc.ngo		
Direction de l'Allocation des moyens spécifiques aux structures éducatives (DAMSE)	Ilboudo	Roger	Directeur	ilboudoroger@hotmail.com	70 25 20 87	11/5/2022 à 8h
Sécretariat technique de l'Education en situation d'urgence	Neya Dombwa	Angéline	Secrétaire technique	a_dneya@yahoo.fr	70 66 99 77 / 78 49 65 09	11/5/2022 à 16h
UNICEF	Roy	Émilie	Cheffe de section éducation	eroy@unicef.org	06 20 03 18	12/5/2022 à 14h
	Traoré	Adama	Chargé de programme école résiliente	adtraore@unicef.org	77 61 68 40	
	Touré	Dabla	PER	dtoure@unicef.org		
	Mohamed	Faysa	PER	fmohamed@unicef.org		
Le Centre Diocésain de Communication	Kouraogo	Aristide	Chargé des projets et programmes du CDC	aristide.kouraogo@cdc-ohg.org	71 63 60 31 ou 76 52 82 16	12/05/2022
Viamo	Laureys	François	directeur	francois.laureys@viamo.io	55080808	13/5/2022 à 14h
Direction Générale des Etudes Sectorielles et des Statistiques-MENAPLN	Bagré	Olivier	Directeur Général	bagreolivier@gmail.com	(226) 70 00 11 37	13 mai 2022

ECW (Save the children)	Kouame	Dido Edwige	Meal Officer	Edwige.Kouame@savethechildren.org	(226) 01 18 27 87	13 mai 2022
Direction de la Promotion de l'Education Inclusive, de l'Education des Filles et du Genre	Ouedraogo	Rasmata	Directrice	aramata.o@gmail.com	70 24 46 28	13/05/2022
ECHO	Buyse	Delphine	Cheffe du Bureau	delphine.buyse@echofield.eu	65 58 72 95	13/05/2022
	Sprott Grandin	Tracy	Experte éducation			
ECW (Enfants du monde)	Sankara	Tougma Téné	Coordonnateur Régional Afrique de l'Ouest, (ECW) Enfants du monde (EDM) Suisse	Tougma.sankara@edm.ch	(226) 25 36 08 46	16 mai 2022
Direction Générale de la Télévision et de la Radio Educative (DGRTE)	Toé	Bertin	Directeur Général	Toebertin07@gmail.com	(226) 70 32 12 05	17 mai 2022
L'Association Nationale pour la Traduction de la Bible et de l'Alphabétisation	Seogo	Oscar Sylvain	Coordonnateur Régional	seogo.oscar@antba.org	78593396 ou 75754610	17/05/2022
Ambassade du Canada	Tapsoba	Ambroise	Consultant en Education de base pour la Coopération canadienne	ambroise.tapsoba@psatbfbenin.org	(226) 74 88 84 51	23 mai 2022
Entretiens à distance dans la région de la Boucle du Mouhoun						
DREPPNF Boucle du Mouhoun	Kadinza	Yenile	Directeur régional		70 28 64 34/ 55 52 99 81	05/05/22
DPPENF Kossi	Simboro	Ernest	Contrôleur provincial		70 18 68 66/ 77 91 34 27	04/05/22
CEB Nouna	Sari	Alfred	Contrôleur		70 56 30 34/ 54 54 56 54	03/05/22
Cantines scolaires Banwa	Tiahoun	Aimé Léopold	Contrôleur provincial		70 79 79 36 et 78 26 90 55	04/05/22
DPPPNF Banwa	Coulibaly	Pedro Blaise	Directeur provincial		64 54 39 77/ 53 28 58 22	03/05/22
PAM équipe basée à Ouahigouya	Ouédraogo Traoré Sawadogo	Alain Angèle Yves Vital	Chef d'équipe et 2 Collègues		06 06 92 72	04/05/22
DREPPNF Boucle du Mouhoun	Yaro	Bassima	Contrôleur régional		70 28 73 93/ 66 35 12 66	04/05/22
CEB Tougan	Zerbo	Michel	Contrôleur		70 92 50 01/ 56 46 00 70	04/05/22
Radio Salaki	Zongo	Grégoire	Responsable projet		77 05 00 16	05/05/22
CDC	Diarra	Mariam	Superviseur		70 22 92 10	06/05/22

			régionale (Sourou et Mouhoun)			
COGES Sourou	Sow	Dramane	Président provincial		74 88 47 27	07/05/22
AME Sourou	Koussoubé/Lamizana	Mamou	Présidente provinciale		64 33 31 23	07/05/22
Entretien sur le terrain						
DREPPNF Centre Nord	Zoungrana	Managabamba	Directeur régional		70 25 24 62	13/05/22
DPEPS Sanmatenga	Sayaogo Damiba	Alphonse Paul	Directeur provincial Point Focal projet		70 28 21 99 75 48 75 92	12/05/22
CCEB Korsimoro	Ouédraogo	Souamïla	Représentant CCEB		71 29 09 30	09/05/22
Ecole Ouédcé	Sawadogo	Boukaré	Directeur d'école		70 07 03 70	
	Bikiénga	Halidou	Enseignant CM1		70 07 03 70	
	Comporé/Zoungrana	Franceline	Enseignante CE2		70 29 00 96	
	Ouédraogo S.	Martine	Enseignante CP1		70 14 78 14	
	Bangré/Zabré	Mariam	Animatrice Femmes Mentors			
	Bangré	Mahamdou	Président APE			
	Sawadogo/Bangré	Aminata	Présidente AME			
	Balima	Rasmané	Président a.i. COGES			
	5 femmes		Femmes mentors			
	3 Hommes		Membres APE			
	2 Hommes		Membres COGES			
	3 filles		Elèves au CM2			
	5 garçons					
Ecole Boalin	Bangré	Ousmane	Directeur d'école et Trésorier du SYNATEB		76 19 01 40	09/05/22
	Sawadogo	Florence	Enseignante CE2		54 99 27 57	
	Tiemptore/Guira	Bibata	Enseignnte CE1		63 29 52 94	
	Sawadogo/Ouédraogo	Balkissa	Enseignante CM2		70 96 71 61	
	Napaongo	Issa	Président APE			
	Bougouma	Sidsoré	Présidente AME			
	Sawadogo	Rakiéta	Membre AME			
	Sawadogo	Alimata	Membre AME			
	Napaongo	Boukaré	Vice-Président COGES			
	Napaongo	Hénoc	Membre APE			
	Napongo	Dieudonné	Membre COGES			
	Napaongo	Sayouba	Membre COGES			
	Zabré	Habibou	Membre AME			
	2 garçons et 1 fille		Elèves au CM1			

	1 garçon et 1 fille		Elèves au CE2			
	1 garçon et 1 fille		Elèves au CE1			
Ecole Boussouma C	Sawadogo	Sabané	Directeur d'école		70 12 57 67	10/05/22
	Balima	Saîdou	Enseignant CP1		70 79 15 11	
	Zongo	Nathalie	Enseignante CM1		60 22 06 03	
	Bélemviré	Bouréima	Enseignant CP2		70 12 63 97	
	Ouédraogo	Ousséini	Président COGES			
	Ouédraogo	Issaka	Président APE			
	Pafarnam	Absétou	Présidente AME			
	Sawadogo	Pougsada	Membre COGES			
	Ouédraogo	Hassane	Trésorier APE			
	Sawadogo	Boukaré	Membre COGES			
	Ouédédraogo	Habibou	Membre AME			
	Zabré	Habibou	Membre AME			
	2 garçons et 1 fille		CM2			
	1 garçon et 1 fille		CE2			
	1 fille et 1 garçon		CE1.			
DRC	Ag Ingat	Ibrahim	Chef de Base			09/05/22
	Thiombiano	Steve	Assistant Projet Protection		73 88 58 78	*10/05/22*
Préfecture de Korsimoro	Compaoré	Aïcha Olga	Préfet		76 43 16 80	10/05/22
Préfecture de Boussoma	Zoungrana	Soutongnoma	Préfet		74 43 16 80	10/05/22
DPENNF	Ouédraogo	Moumini	Directeur provincial		71 25 33 97	11/05/22
HI	Tao	Ali	Superviseur Régional		76 00 84 47	12/05/22

6.4 Description détaillée du processus d'examen, y compris sources de données et éventuelles faiblesses et limites méthodologiques

ACK a proposé une **approche participative** tout au long de la mission d'évaluation accordant un espace privilégié à l'expression des acteurs. Cette approche a permis de comprendre les dynamiques en cours, les difficultés, la gestion des changements, les priorités, les enjeux à court, moyen et long terme. La **représentativité** de l'ensemble de ces parties prenantes et bénéficiaires a été recherchée dans la programmation des entretiens individuels et focalisés.

- **Niveau Central :** DDC, MENA/PLN (DGEFG, ST-ESU, DGREIP, DAMSE, SP SSAP, DGTRE, DGEPFIC, DAFAD, DGESS), CONASUR, UNICEF, PAM, DRC, HI, CDC, FDC, Viamo, LuxDev, ECW Educo, ECW Save the children
- **Niveau régional : Région de la Boucle du Mouhoun (à distance) :** DREPPNF, Le Contrôleur Régional à Dédougou, DPEPPNF Banwa, Contrôleur provincial des Cantines Scolaires Banwa, Contrôleur CEB Nouna, Contrôleur provincial Nouna, Le Président régional des COGES du Sourou, La Présidente régionale des AME du Sourou, Zongo Grégoire de la Radio Salaki – Dédougou, Mariam Diarra de CDC – Dédougou, L'équipe de base PAM basée à Ouahigouya pour le Nord et la Région de la Boucle du Mouhoun (1 focus group).
- **Région du Centre Nord :** 2 Cadres du DRC : Chef de base et le responsable du projet Safe school (2020 – 2021), Le préfet de Korssimoro, la CEB de Korssimoro – Ecoles Ouédcé et Boalin : Enseignants, COGES, AME, APE, Elèves (6 focus groups), Le préfet de Boussouma, La CEB de Boussouma : Enseignants, COGES, AME, APE, Elèves (3 focus groups), le DPEPPNF, le CDC (ancien responsable de la composante Education dans la région du Centre Nord) ; HI – Psychologue Superviseur ; DREPPNF, DPEPS,

Notre approche repose sur les standards de l'évaluation et les critères spécifiques suivants ont été pris en compte : pertinence, efficacité, efficience, impact, cohérence, durabilité. A cela s'ajoute l'alignement, l'interdépendance et la logique d'intervention / cadre de résultat. Les aspects liés aux approches Nexus et aux approches sensibles aux conflits ont été également évalués. Le processus a connu les étapes suivantes :

- Analyse des rapports trimestriels, annuels ou finaux des acteurs d'implémentation du projet
- Analyse des rapports annuels de l'UNICEF transmis à la DDC
- Analyse budgétaire globale
- Croisement avec les données des entretiens collectés
- Analyse notamment de la matrice de performance du projet - recoupage avec les rapports d'activités disponibles
- Bons échanges de précisions avec l'UNICEF pour clarifier les données

6.5 Analyse de la logique d'intervention (cadre logique ou théorie du changement) : degré de réalisation des objectifs

Remarque : le tableau de performances est réalisé à partir des données recueillies par l'UNICEF. Les taux de réalisation sont bons, notons toutefois que le cumul des résultats inclus l'année 2017-2018 pour des organisations telles que HI et le MENAPLN – ce qui fausse quelque peu les résultats atteints sur le budget et la durée du projet Vers une école résiliente (2018-2022).

6.5.1 Le volet Safe school

Hiérarchie des objectifs Stratégie d'intervention		Indicateurs clés	Cible	Cible révisée (crédit additionnel)	Sources des données Moyens de vérification	2022	Taux de réalisation	Remarque
Indicateurs d'impact								
La continuité éducative d'environ 875,000 enfants dont 400,000 filles (46%) est assurée dans les régions frontalières du Burkina Faso avec le Mali et le Niger		% écoles fermées dans les régions ciblées (Boucle du Mouhoun, Cascades, Centre-Nord, Est, Hauts Bassins, Nord et Sahel) # enfants (garçons et filles) bénéficiant de l'intervention sur l'approche Safe School et du programme radio	875,000 enfants (dont 400'000 filles)	928,419 enfants dont 427,073 filles (46%) (+ 52,419 enfants)	Rapport par OCHA Rapport de suivi terrain Revue annuel/ semestriel	7.9% (844) en 12/2018 ; 10.2% (1088) en 05/2019 ; 23% (2444) en 3/2021 ; **28% (4694) en 04/2022** 1 226 368 (570 191 filles)	+132%	Il existe au total 12,994 écoles dans les 09 régions (Annuaires statistiques, DGESS/MENA PLN). Grâce au crédit additionnel, 74 671 enfants dont 36 601 filles
Outcomes (Effets)		**Indicateurs d'outcomes**						
Outcome 1 : au moins 75% des écoles renforcées en approche Safe school mettent en œuvre les plans de préparation et de réponse sécuritaire		# écoles renforcées par l'approche Safe school % écoles mettant en œuvre les plans de préparation	4,400 75% (3300 écoles)	4 650 (+ 250 nouvelle écoles et 250 écoles « recyclées ») 75% (3488 écoles)	Rapport de suivi des circonscriptions d'éducation de base Rapport de suive ONG	5408 écoles 97%	+155%	Grâce au crédit additionnel, la cible initiale a été révisée et même dépassée de 294 écoles
Pour l'outcome 1: au moins 75% des écoles renforcées en approche Safe school mettent en œuvre les plans de préparation et de réponse sécuritaire								
O.1	24,000 acteurs issus de 4,400 écoles de la zone d'intervention sur l'approche Safe school sont renforcés	# acteurs formés en RRCO/C et PSS # acteurs formés en Safe school intégrant l'aspect COVID-19	24,000 acteurs 6,410 acteurs (2,208 femmes)	7410 dont 2 708 femmes (+ 1 000 acteurs)	Rapport de suivi Revue annuel/ semestriel	32151 (9504 femmes	+129%	
O.2	Le MENA/PLN dispose de 600 formateurs nationaux de l'approche Safe school	# formateurs nationaux formés et déployés	600 formateurs		Rapport de suivi Revue annuel/ semestriel	357 formateurs (21 femmes)	+60%	La non-atteinte de la cible est due au besoin de recyclage de la première vague de formateurs au regard de l'évolution substantielle des modules
O.3	36,000 filles ont bénéficié de soutien à leur scolarisation (bourses, kits hygiéniques des menstrues, fournitures)	# filles bénéficiant de soutien (bourses, kits hygiéniques des menstrues, fournitures)	36000 filles		Rapport de suivi Revue annuel/ semestriel	48710	+135%	Cible est atteinte, car le cumul des bénéficiaires atteint RQ : donnée corrigée (11250 (2019), 19010 (2020) filles et 18450 (2021))
O.4	5,000 enfants et adolescents en dehors de l'école (EADE) dont 2,500 filles ont accès aux centres à passerelles	# d'EADE dont 2,500 filles fréquentant les centres à passerelles # d'EADE suivant une formation technique/professionnelle	5000 EADE (dont 2500 filles)	5785 EADE dont 390 filles (+ 785 enfants)	Rapport de suivi Revue annuel/ semestriel	7101 (2344 filles)	+123%	Même si aucun progrès n'a été réalisé en 2021, la cible de 5,000 EADE est atteinte voire dépassée – **Fusion des actions de FDC, ANTBA, SSAP, ANPE**

Hiérarchie des objectifs Stratégie d'intervention		Indicateurs clés	Cible	Cible révisée (crédit additionnel)	Sources des données Moyens de vérification	2022	Taux de réalisation	Remarque
O.5	900 professeurs des écoles publiques et privées de formation des enseignants sont formés sur l'approche Safe school	# professeurs des écoles publiques et privées de formation des enseignants formés	900 professeurs		Rapport de suivi Revue annuel/ semestriel	481 professeurs dont 99 professeurs des EPFEP en 2021	+53%	Cible non atteinte à cause de la fermeture des EPFEP, fermeture liée à la réforme des INFPE (Institut National de formation des personnels de l'Education)
1) montant de la contribution de la DDC : 3,261,732 2) en % du coût total: 40% 3) Coût total: USD 8,135,167								

Source : rapport annuel 2021-2022

6.5.2 Le volet PSS

Hiérarchie des objectifs Stratégie d'intervention		Indicateurs clés	Cible	Cible révisée (crédit additionnel)	Sources des données Moyens de vérification	2022	Taux de réalisation	Remarque
Outcome 2 : la prise en charge psychosociale d'au moins 2500 personnes à risque d'être exposées à des états post-traumatiques importants est assurée		# personnes évaluées et prises en charge	2500 personnes	4,000 personnes (+ 1500 personnes)	Rapport de suivi ONG	11 728	+293%	Les bénéficiaires sont les enseignants, élèves et membres de communautés
Outputs par outcome et coûts		**Indicateurs d'outputs**						
Pour l'outcome 2: la prise en charge psychosociale d'au moins 2,500 personnes à risque d'être exposées à des états post-traumatiques importants est assurée								
O.6	Le MENA/PLN dispose d'un mécanisme efficace d'assistance psychosociale à travers 100 psychologues nationaux	# psychologues formés et déployés	100 psychologues nationaux		Rapport de suivi ONG	86	+86%	Données issues du dernier rapport d'UNICEF. Il persiste un manque de clarté sur cette donnée
O.7	Les communautés disposent d'un mécanisme efficace d'assistance psychosociale à travers 930 relais communautaires.	# relais communautaires formés et déployés	930 relais communautaires	1430 relais communautaires dont 30% de femmes (+ 500 relais communautaires)	Rapport de suivi ONG	1297 (513 filles)	+91%	
1) montant de la contribution de la DDC: 261,734 2) en % du coût total: 95% 3) Coût total: 276,216								

6.5.3 Le volet PER

Hiérarchie des objectifs Stratégie d'intervention		Indicateurs clés	Cible	Cible révisée (crédit)	Sources des données Moyens de vérification	2022	Ecart	Remarque
Outcomes (Effets)		**Indicateurs d'outcomes**						
Outcome 3.1 : 75% des 875000 enfants dont 400000 filles ont accès à un programme d'éducation par la radio dont 20 000 à travers des clubs d'écoute		% d'enfants (dont % filles) bénéficiant du programme radio	75% (656,250 enfants dont 300,000 filles)		Rapport d'évaluation	679 837 (353 515 filles	+104%	Rapport CDC, mai 2021 Ces données ne sont pas uniquement celles provenant des clubs d'écoute, mais d'une estimation faite par l'ONG sur le nombre de ses auditeurs. (voir rapport CDC)
Outcome 3.2 : 30% des 4 million enfants affectés par la fermeture des écoles causée par la COVID-19 ont accès à un PER		% d'enfants (dont % filles) bénéficiant du PER	1 200 000 enfants			12% - soit 482 820 (dont 221 131 filles)	+40%	
Outputs par outcome et coûts		**Indicateurs d'outputs**						
Pour l'outcome 3: 75% des 875,000 enfants dont 400,000 filles ont accès à un programme d'éducation par la radio dont 20,000 à travers des clubs d'écoute								
O.8	Les scripts sont traduits dans les 13 langues dominantes des régions couvertes	# de scripts traduits dans les 13 langues # langues utilisées pour les programmes radio	08 scripts traduits 08 langues utilisées		Rapport de suivi	**480** scripts traduits 7 langues (incluant le français)	+6000% 87.5%	72 programmes ont été produits en calcul et 72 autres programmes en lecture – **soit 144 scripts** Ces 144 scripts ont été faits en français. Seuls les 24 premiers scripts ont été traduits en langues nationales dans 6 langues (Koronfé, Fulfuldé, Moore, Tamasek, Dioula, Goulmacéma) **soit 336 scripts** Soit un ensemble de scripts de 480 (144+336=480)
O.9	Les émissions sont diffusées dans les 06 régions à travers 3 radios par région	# de régions couvertes effectivement par les programmes radio # d'émissions diffusées par radio	6 régions 1,395 émissions émissions diffusées		Rapport de suivi Partenaires radio	11 régions 6291 émissions	+183% +450%	L'appui Suisse a concerné 03 régions en 2021 avec CDC Passage à l'échelle nationale en raison de la pandémie COVID
O.10	20,000 enfants ont accès à un programme d'éducation par la Radio à	# de clubs d'écoute mis en place dans chaque région	500 clubs d'écoute		Rapport de suivi	30 clubs	+6%	Outre les 30 clubs qui ont accueilli régulièrement 1175 enfants, 600 familles d'écoute ont été activées encadrant 1809

Hiérarchie des objectifs Stratégie d'intervention		Indicateurs clés	Cible	Cible révisée (crédit)	Sources des données Moyens de vérification	2022	Ecart	Remarque
	travers des clubs d'écoute	# d'enfants bénéficiant du programme radio à travers les clubs d'écoute	20000 enfants			2984 enfants	+15%	enfants soit 2984 enfants en 2021. (Pas cumulé avec les années antérieures) Le développement des clubs d'écoute a été confronté au risque d'exposition dans les zones occupées (principe ‘’ne pas nuire ». Ces clubs se sont retrouvés dans les lieux sûrs où l'accès à l'école était limité. La priorité dans ces zones est d'offrir un accès conventionnel
1) montant de la contribution de la DDC: 875,676			2) en % du coût total: 62%		3) Coût total: 1,409,009			

6.5.5 Le volet Cantine Scolaire

Hiérarchie des objectifs Stratégie d'intervention		Indicateurs clés	Cible	Cible révisée (crédit additionnel)	Sources des données Moyens de vérification	2022	Taux de réalisation	Remarque
Outcomes (Effets)		**Indicateurs d'outcomes**						
Outcome.5 Les populations souffrant d'insécurité alimentaire, y compris les enfants en âge scolaire, dans les zones ciblées, ont accès à une alimentation adéquate et nutritive tout au long de l'année.		# d'enfants du cycle primaire bénéficiant de repas chauds # de filles du cycle primaire bénéficiant de rations à emporter # quantité de nourriture distribuée (mt)		30500 enfants bénéficiant de repas chauds 1830 filles bénéficiant de rations 520 tonnes de vivres (estimation avec les prix des commodités actuels, risque de fluctuation)	COMET	30,722 bénéficiaires des repas 1834 filles bénéficiaires des rations sèches à emporter 456 tonnes de vivres	+101%	
Outputs par outcome et coûts		**Indicateurs d'outputs**						
Pour l'Outcome 5 : Les populations souffrant d'insécurité alimentaire, y compris les enfants en âge scolaire, dans les zones ciblées, ont accès à une alimentation adéquate et nutritive tout au long de l'année								
O14	Les enfants scolarisés reçoivent en temps voulu des repas nutritifs adéquats qui répondent à leurs besoins alimentaires et nutritionnels et favorisent la fréquentation scolaire.	# d'écoles primaires assistées par le PAM	N/A	50 écoles	Rapport de suivi	123 écoles	+246%	La cible a été révisée à 123 grâce à des financements additionnels
O15	Les acteurs des écoles sont équipés et formés pour assurer une bonne gestion des cantines et la qualité des repas distribués	# acteurs formés à la gestion de la cantine scolaire	NA	200	Rapport de suivi	0	0%	La formation des acteurs est prévue en mai 2022
1) montant de la contribution de la DDC : 505,218			2) en % du coût total : 100%		3) Coût total : 505,218			

6.5.7 Le volet Suivi, évaluation, capitalisation

Hiérarchie des objectifs Stratégie d'intervention		Indicateurs clés	Cible	Cible révisée (crédit additionnel)	Sources des données Moyens de vérification	2022	Taux de réalisation	Remarque
Outcomes (Effets)		**Indicateurs d'outcomes**						
Outcome 4 : la documentation de l'expérience et la diffusion de connaissances sont assurées grâce à les plateformes EduTrac et COMET et les études de suivi et évaluation		# de rapports disponibles	05 rapports	08 rapports 01 plan (+3 rapports et 1 plan)	Etudes et évaluations	5 rapports	+63%	
Outputs par outcome et coûts		**Indicateurs d'outputs**						
Pour l'outcome 4: la documentation de l'expérience et la diffusion de connaissances sont assurées grâce à la plate-forme EduTrac et les études de suivi et évaluation								
O11	5 rapports d'études et d'évaluation sont disponibles	# de rapports disponibles	5 rapports		Etudes et évaluations	3 rapports	+60%	Etude environnement apprentissage protecteur, Rapport évaluation DRC, rapport évaluation HI
O12	24 sondages mensuels régulièrement organisés à travers EduTrac	# sondages réalisés à travers EduTrac	24 sondages mensuels		Plateforme EduTrac	18 sondages	+75%	Restructuration du dispositif en cours
O13	1 plan de distribution trimestriel 3 rapports mensuels de suivi	#nombre de rapports disponibles		1 plan 3 rapports	COMET	1 plan de distribution disponible 03 rapports mensuels disponibles	100%	
1) montant de la contribution de la DDC : 391,709 2) en % du coût total: 28% 3) Coût total: 1,390,991								

6.6 Principaux événements ayant ponctué le déroulement du projet

2018	• Convention de financement entre UNICEF et DDC • Avril : Accord de partenariat conclu entre UNICEF, HI et DRC • Avril-mai : préparation et tenue de la formation sur l'approche Safe school dans les 4 régions d'intervention des ONG (Sahel, Boucle du Mouhoun, Centre Nord et Nord) • introduction de l'approche Safe school dans les 8 ENEP et les 147 EPFEP -283 professeurs formés sur l'approche • UNICEF / MENAPLN : démarrage de la collecte pour Edu Trac • avec le MENA/PLN, lancement du PER – démarrage en décembre 2018 (8 leçons)
2019	• Janv.-fév : étude sur l'approche Safe school (UNICEF) • collecte Edu Trac : 12 enquêtes ont été menées et les taux de réponse se situaient entre 30 et 60 pour cent. Une des enquêtes porte sur les enfants déplacés au sein des écoles. • Rentrée académique 2019-2020 : le MENA/PLN a également introduit les modules de RRCO/C et de PSS dans sa formation sur les écoles de qualité amies des enfants (EQAmE) - Les écoles EQAmE encouragent le centrage sur l'élève, l'inclusion et la participation démocratique. Pour obtenir le certificat EQAmE, les écoles sont évaluées par le MENA/PLN sur la base de critères tels que l'inclusion, la qualité de l'enseignement, l'efficacité, l'hygiène et l'assainissement, la sécurité et la participation communautaire. Guide de formation sur l'EQAmE (MENA/PLN, 2016) • Sept + sept. 2020 : dons de kits académiques auprès de filles vulnérables – avec la DPEIFG • Nov. : migration d'EduTrac vers le MENA/PLN • 24 leçons de lecture/écriture et 24 leçons de calcul ont été traduites du français à cinq langues nationales. L'enregistrement des 144 scripts est terminé depuis octobre 2019 • 16 leçons de lecture/écriture et les 18 leçons de calcul ont été diffusées dans la région du Sahel.
2020	• Accord de partenariat avec l'ONG Centre diocésain de communication (CDC) pour la diffusion des émissions radio pendant 9 mois dans les régions du Centre Nord, du Sahel et du Nord • Mars-sept. : pandémie covid et fermeture des classes • Mai : extension du PER au niveau national par MENA/PLN et UNICEF • Mai-Juillet : diffusion des leçons par le PER au niveau national • fermeture de la plupart des EPFEP en raison des réformes en cours dans le secteur • reconfiguration de Edu Trac par le MENA/PLN pour adaptation à la collecte sur les indicateurs d'urgence (actuellement collecte manuelle par le ST-ESU) • introduction de l'éducation de base (lecture et calcul) dans les écoles coraniques – adaptation et introduction de la stratégie de scolarisation accélérée / passerelle (SSAP) (alpha et numératie) – expériences dans 36 foyers coraniques (régions Sahel et Nord) – partenariat avec la Fondation pour le développement communautaire (FDC) et l'Association nationale pour la traduction de la bible et de l'alphabétisation (ANTBA) • cycles de formations professionnelles avec les Directions régionales de l'éducation, de l'action sociale et l'ANPE • Sept. : formation de 620 chargés de statistiques dans les 8 régions concernées (Edu Trac) • Oct-nov: ST ESU et DSI ont lancé les premiers sondages de test • Déc. : UNICEF / MENA/PLN/ Children's Radio Foundation et Viamo – plateforme de téléphonie mobile (via Viamo) – via numéro court 321 – écouter les leçons / quiz
2021	• Crédit additionnel de la DDC d'1,2M€ avec les PAM • intensification du PER à travers la plateforme Viamo • formation de 150 membres de COGES des CEBNF • Février et juin : mission de supervision conjointe DDC-UNICEF
2022	• identification de Boromo, commune pilote du programme FAO-PAM-UNICEF en appui à la mise en œuvre de cantines scolaires basées sur la production locale comptant pour l'année scolaire 2022-2023 – hors projet / continuité • Mai : 1er comité de pilotage • Sept. – clôture du projet

6.7 Données sur le volet Safe school – EADE/SSAP

Pour l'ONG ANTBA (données transmises et recueillies auprès de l'ONG)

- ANTBA intervient sur la stratégie de scolarisation accélérée passerelle (Programme accéléré) pour récupérer les enfants entre 9 et 12 ans. L'ONG intervient dans 3 provinces (Ganzourgou (plateau central), Namentenga (centre nord), Komandjari (est) ;
- En 2018-2019, ANTBA a travaillé en partenariat avec l'Unicef sur la SSAP et 2020-2021. Une interruption a eu lieu en 2019-2020. Pour la période 2021-2022, ils sont en attente d'un renouvellement qui n'est pas encore effectif ;
- Résultats atteints en 2018-2019 : ouverture de 40 classes pour les enfants (effectifs de 25 par classe) : 1120 enfants touchés ; intégration de 822 enfants dans le système scolaire ;
- Résultats atteints en 2020-2021 : ouverture de 62 classes pour les enfants (effectifs de 25 par classe) : 1685 enfants touchés ; intégration de 1 315 enfants dans le système scolaire.
  →*Soit 2 805 enfants touchés*

Certains enfants n'arrivent pas à aller jusqu'au bout (abandons). Tous ceux qui parviennent à l'évaluation sont intégrés. Ceux qui ont la moyenne vont au CE2 et ceux qui n'ont pas la moyenne vont au CE1. Il est difficile de savoir comment se passe leur intégration dans le système scolaire faute de suivi.

Pour l'ONG FDC - « Projet de mise en place de 100 centres SSA/P dont 40 dans les écoles coraniques et 60 Centres SSAP classiques dans les régions du Sahel et du Nord » - Projet financé du 1/10/2019 au 12/2020

- **Nombre d'enfants inscrits au CP1 dans 60 écoles formelles de référence** (dont au moins 40% de filles – Cible : 1 000 enfants dont 400 filles – Résultat : 220 nouveaux apprenant-e-s dont 126 filles (57,27%). Ce résultat s'explique du fait des menaces et des exactions des groupes armés qui se sont particulièrement intensifiées au cours de l'année scolaire 2019-2020 contre les populations civiles et les enseignants. Elles ont engendré des déplacements massifs des populations et la fermeture de nombreuses écoles.
- **Nombre d'enfants qui évoluent dans les centres à passerelles** : Cible : 1 500 enfants dont 750 filles – Résultat : 1 575 enfants enrôlés dont 771 filles (soit 49%). A la fin de l'année, 1 064 enfants enrôlés dont 584 filles (soit 54,88%)
- **Nombre d'élèves transférés dans le formel** : cible 1465 dont 35% de filles – Résultats : 894 enfants dont 518 filles (57,94%) transférés dans le formel
- **Nombre de talibés (filles et garçons des écoles coraniques inscrit-e-s et évalué-e-s dans les centres appliquant le nouveau curriculum SSA/P** : Cible 750 dont 35% de filles. Résultats : 612 dont 87 filles (14,21%) inscrit-e-s dans 26 foyers coraniques. Quatre foyers coraniques se sont désistés en raison des menaces et des craintes de représailles de la part des GANE.

  ✓ Dans le cadre du projet SSA/P Foyers coraniques, des sorties terrain (2020) ont permis de faire le point sur l'effectif des talibés **enregistrés au Séno et à l'Oudalan**. Ces données constituent l'effectif encadré par 20 animateurs dans 20 foyers coraniques : 381 enfants talibés dans la province du Seno (13 centres) ; Oudalan : 231 (8 foyers) (source : Situation Foyers coraniques. CDC. 2020). Le procès-verbal de validation des résultats de l'évaluation des 13 foyers coraniques de la province du Séno donne les résultats suivants : février 2021 (MENA/PLN. Direction provinciale de la province du Séno). Sur 201 enfants évalués, 108 passent en CP1 (soit 53%), 41 en CP2 et 52 en CE1. (PM : pour le CP1, apprenants ayant eu une moyenne en dessous de 3, CP2 entre 3 et 4.99, CE1 : 5 et plus).

Source : Procès-verbal de validation des résultats de l'évaluation des 13 foyers coraniques de la province du Séno (FDC. 2021)

Le Jeudi 18 Février 2021 s'est tenue une session de validation des résultats de l'évaluation des treize (13) foyers coraniques de la province du SENO dans la salle de Formation de la Direction Provinciale de l'Education Préscolaire, Primaire et Non Formelle (DPEPPNF) du SENO.

Ainsi, les participants ont proposé :

✓ Pour la classe de CE1 les apprenants ayant obtenu la moyenne de 5 et plus ;

✓ Le CP2 les apprenants ayant obtenu la moyenne de 3 à 4 ,99 ;

✓ Enfin le CP1 tous les apprenants ayant la moyenne en dessus de 3.

Les résultats sont les suivants :

		Classe de transfert			
	Nom du centre	**CP1**	**CP2**	**CE1**	**Total**
1	Petit paris 1	0	0	11	11
2	Petit paris 2	0	6	8	14
3	Dori secteur 3	7	5	0	12
4	Debere Talata 1	6	3	6	15
5	Debere Talata 2	18	1	0	19
6	Kabeika	13	4	3	20
7	Bani	4	0	2	6
8	Gnaralla	11	3	2	16
9	Bouloye	0	6	13	19
10	Djirijam/Torodi	12	2	3	17
11	Kampiti 1	14	2	1	17
12	Kampiti 2	12	3	3	18
13	Kampiti 3	11	6	0	17
	Total	**108**	**41**	**52**	**201**

Secrétariat permanent de la stratégie de scolarisation accélérée/passerelle (SP/SSAP) /Le SP/SSAP indique avoir soutenu 26 centres au total dans le cadre du projet école résiliente (10 centres pilotes en situation d'urgence dans des zones d'accueil des Personnes déplacées Internes (PDI) dans la Boucle du Mouhoun et le Centre Nord (2020-2021) L'expérience de la SSA/P en situation d'urgence a ensuite été étendue dans les provinces de la Kossi avec 5 centres à Nouna, de la Gnagna avec 5 centres à Bogandé et du Sanmatenga avec 6 centres dans la commune de Pissila. Le projet a permis de former 309 filles et 347 garçons qui ont été réintégrés dans le système scolaire (dont la majorité en classe de CE2, 90%) - *soit 656 enfants touchés*[2].

- Le SP/SSAP travaille avec des associations locales comme l'Association formation développement ruralité (AFDR) pour la sensibilisation et l'information des familles à l'inscription de leur enfant dans les centres ;
- Une mission de supervision conjointe (SSAP/ST ESU, UNICEF, MENA/PLN) relève la pertinence de l'approche, l'implication des enseignants, le bon fonctionnement des COGES, le besoin de proposer une offre de cantine scolaire (dans certains centres) pour assurer le maintien des enfants et l'importance de souligner les standards de la SSAP pour renforcer la cohérence des interventions.

Pour le DREPPNF /ANPE de l'Est et du Sahel et UAG

Dans l'Est : 479 apprenants (sur 500 prévus) dans des centres de l'ANPE et de l'Union des Artisans du Gulmu (UAG) situés dans les chefs-lieux des cinq provinces de la région ont pu être formé pour une durée de formation de six mois sur une dizaine de métiers. De nombreuses difficultés ont été relevées (Rapport bilan 2020) : insuffisance des moyens techniques (matière d'œuvre, équipement, infrastructure) et financiers (kits, bourse des apprenants, RH), non maitrise des approches de type dual et outils pédagogiques par les formateurs, durée de formation insuffisante.

La même démarche a été conduite dans le Sahel : la DREPPNF du Sahel avec l'appui financier de l'UNICEF avait placé 500 jeunes en formation à l'ANPE de Dori sur 5 métiers. 407 jeunes ont reçu durant 6 mois de novembre 2019 à juillet 2020 des formations professionnelles qualifiantes, 137 ont reçu un kit dont 32 sont en situation d'insertion (pour ceux qui ont été suivis).

Il n'y a pas d'autres données relatives à l'insertion et au suivi du devenir de ces jeunes formés.

Enfin, sur ce volet Safe school, le rapport final 2022 de l'UNICEF indique qu'en 2021, l'appui de l'UNICEF a concerné la formation de 150 membres de Comité de gestion d'écoles (COGES) des Centres d'Éducation de Base Non Formelle (CEBNF) sur les rôles et sur la gestion des activités génératrices de revenus. Au-delà du renforcement des connaissances des acteurs sur leurs rôles, les techniques de gestion des activités génératrices de revenus, ils ont appris à élaborer des plans d'action et à animer des rencontres (réunions mensuelles de bureau COGES, Assemblées générales et autres). Il n'est pas très clair qui a soutenu cette intervention.

Effectif des apprenants des centres SSA/P du projet vers une école résiliente

Année	OSC	Enrollés	
SSAP 2018-2019	FDC	1157	rapport Séno-Yagha 18-19
SSAP 2019-2020	FDC	1575	Revue définitive de partenariat
SSAP 2020-2021	FDC	684	Rapport FDC au Sahel 2021
SSAP 2018-2019	ANTBA	1120	Voir examen définitif de partenariat
SSAP 2019-2020	ANTBA	1685	Voir examen définitif de partenariat
Formation professionnelle Dori	ANPE	407	voir rapport de l'atelier
Formation professionnelle Fada	DREPPNF / ANPE	479	Voir VP Albert
MENA/PLN /SSAP			
785 adolescents (fonds additionnels)	CDC		**En cours de réalisation**
Total		6423	

[2] Voir détails des données recueillies en annexe

Effectif des apprenants des centres SSA/P en situation d'urgence au titre de l'année scolaire 2021-2022 (Novembre 2021)

Provinces	Filles	Garçons	Total
BAM	81	76	157
GNAGNAN	50	81	131
SANMATENGA	78	72	150
KOSSI	45	53	98
SOUROU	55	65	120
TOTAL GENERAL	309	347	**656**

Données – MENA/PLN /SSAP 2022

Données sur les kits aux filles vulnérables
Les informations concernant cet output sont très limitées :

- le rapport annuel 2019 de l'UNICEF indique que 11 250 filles du primaire et post-primaire des régions du Centre, Centre-Ouest, Plateau-Central et Sahel ont reçu des kits académiques. Les éléments de base des kits académiques sont : sac, cahiers, crayons, stylos et taille crayon ;
- le rapport 2020 indique 19 010 bénéficiaires (NB : la matrice de résultat indique 30 260 – soit le cumul des bénéficiaires 2019 et 2020) ;
- le rapport de 2021 indique que 18 450 filles ont bénéficié du programme ;

→soit au total 48 710 filles bénéficiaires. Le total a donc été corrigé dans la matrice. Notons toutefois que nous n'avons pas pu consulter de rapports d'activités relatifs à ces données et donc vérifier leur exactitude. Les seules données transmises par la DGEIEFG concernent l'octroi de subventions d'un montant de 50 000 FCFA à l'intention de jeunes filles scolarisées dans des centres de formation (324 filles).

6.8 Données sur l'audience du PER (source UNICEF 2022)

Le Centre diocésain de communication (CDC) à travers le PER 1 et PER 2 :

- 1ère phase du Programme éducation par la radio (PER 1) d'avril à décembre 2020 – durée de 9 mois pour un budget de 144 Millions de FCFA – cible 270 000 enfants

  ✓ Démarrage en avril 2020. Les résultats atteints au 31 dec. 2020 sont :
    - 586 633 d'enfants affectés par l'insécurité apprenant à travers le (PER) dont 305 049 filles ;
    - 1 175 enfants sont régulièrement inscrits dans des clubs d'écoute ;
    - 600 radios distribuées à 600 familles ayant au moins 3 enfants dont l'âge est compris entre 10 et 17 ans. Cette approche a permis de toucher 2175 enfants (dont 1 106 filles).

- Une 2e phase du PER au profit des enfants affectés par l'insécurité et la COVID 19 au Burkina-Faso (PER2) de février 2020 à février 2021 - soit 12 mois - cible 332 000 enfants pour un budget de 308 millions de FCFA -nombre de résultats à atteindre beaucoup plus succincts :

  ✓ démarrage tardif de l'activité (avril 2021) – résultats au 31 octobre 2021 (dernier rapport disponible transmis) :
    - 761 enfants dont 848 garçons et 913 filles d'enfants dans la situation humanitaire accédant à l'éducation de base formelle ou non formelle (y compris les écoles maternelles/espaces d'apprentissage de la petite enfance) à travers l'appui de l'UNICEF

- 679 837 dont 353 515 filles et 326 322 garçons - enfants bénéficiant d'un enseignement à distance/à domicile (COVIDSitRep).

 # auditeurs potentiels des radios partenaires du PER au niveau national par région

N°	REGIONS	CHEF-LIEUX	Radio	Ages cibes 10-17 ans	Dont filles
1	Boucle du Mouhoun	Dédougou	Radio Salaki	39 590	18 132
2	Cascade	Banfora	Radio Munyu	41 326	18 927
3	Centre – Est	Tenkodogo	Radio Pag-la-Yiri	31 472	14 414
4	Centre Nord	Kaya	Radio Manegda	21 972	10 063
5	Centre- Ouest	Koudougou	Radio Palabre	46 982	21 518
6	Centre Sud	Manga	Sud FM	31 098	14 243
7	Est	Fada N'gourma	Radio Tin-Tua	34 978	16 020
8	Haut Bassins	Bobo-Dioulasso	RTB2 Hauts-Bassins	109 648	50 219
9	Plateau Central	Ziniaré	Radio Bassy	38 397	17 586
10	Sahel	Dori	RTB2 Sahel	46 547	21 318
11	Sud -Ouest	Gaoua	RTB2 Sud-Ouest	40 809	18 691
			Total	**482 820**	**221 131**

 # auditeurs potentiels des radios partenaires du PER au niveau national par âge

Age	Filles	Total
10	30 993	67 264
11	30 261	65 688
12	29 581	64 187
13	27 625	60 565
14	26 307	58 238
15	26 098	57 465
16	25 510	55 742
17	24 757	53 672
Total	221 131	482 820

	Filles	Total
Primaire	61 254	132 952
Post-Primaire	109 610	240 454
Secondaire	50 267	109 414

6.9 Etat des dépenses du projet Vers une école Résiliente au 29 avril 2022 (source UNICEF + calcul du consultant)

	Désignation	Coût Global	Dépense du fonds suisse	Dépenses UNICEF	Dépenses NORAD	Dépenses Dk/Fonds thématiques	Dépenses Comité japonais UNICEF	Gouvernement Japon	TOTAL	Part du financement DDC sur total prévu	Part du financement DDC total décaissé	Part du décaissé sur prévu	Part par volet sur budget décaissé	Part par volet prev.
	A. Dépenses de programme													
1	**Résilience (outcome 1)**													
	Renforcement des capacités des acteurs													
1.1	Formation des acteurs en DRR et PSS	10 440 000	2 775 014	0	0	2 265 548	1 191 293	0	6 231 855	27	45	60		
1.2	Appui à la mise en place des plans DRR et PSS dans les écoles	41 892	30 419	0	0	22 264	0	0	52 683	73	58	126		
1.3	Formation de formateurs nationaux	291 892	223 995	0	96 923	0	10 284	0	331 202	77	68	113		
	Renforcement des dispositifs d'accueil								0					
1.4	Tentes classes	93 750	105 143	49 892	0	0	0	0	155 035	112	68	165		
1.5	School in à box	42 525	33 559	0	0	0	0	0	33 559	79	100	79		
1.6	School in à carton	19350	0	0	0	0	0	0	0			0		
1.7	Kits récréatifs	36 900	0	0	0	0	0	0	0			0		
1.8	Kits ECD	40 275	21 905		0	0	0	0	21 905	54	100	54		
1.9	Dotation de bourse et kits scolaires aux filles vulnérables	1 621 622	455 535	0	0	101 698	371 930	0	929 163	28	49	57		
1.10	Promotion de l'Éducation de filles (GHM, Club Deen-Kan et sensibilisation)	1 297 297	0	0	0	0	577 035	0	577 035	0	0	44		
1.11	Appui à l'éducation des enfants hors école et talibés (SSAP)	927 592	141 805	288 064	555 624	212 987	136 904	0	1 335 384	15	11	144		
	Intégration des modules dans les ENEP, EPFEP, IDS et ENS								0					

	Désignation	Coût Global	Dépense du fonds suisse	Dépenses UNICEF	Dépenses NORAD	Dépenses Dk/Fonds thématiques	Dépenses Comité japonais UNICEF	Gouvernement Japon	TOTAL	Part du financement DDC sur total prévu	Part du financement DDC total décaissé	Part du décaissé sur prévu	Part par volet sur budget décaissé	Part par volet prev.
1.12	Intégration des modules dans les curricula des écoles de formation	8 649	0	0	0	5 825	0	0	5 825	0	0	67		
1.13	Formation des professeurs des ENEP, EPFEP, IDS et ENS	126 486	0	0	0	85 268	0	0	85 268	0	0	67		
1.14	Dotation des ENEP, EPFEP, IDS et ENS en manuels	27 027	18 196	0	0	0	0	0	18 196	67	100	67		
	Sensibilisation de la population, des autorités locaux, et de la FDS								0					
1.15	PIC pour le renforcement de la résilience des écoles	126 126	82 502	0	81 607	0	0	0	164 109	65	50	130		
1.16	Sensibiliser les autorités locales, la FDS, et les media sur l'approche Safe school	63 063	20 626	0	20 402	0	0	0	41 028	33	50	65		
	Sous total	**15 204 446**	**3 908 699**	**337 956**	**754 556**	**2 693 590**	**2 287 446**	**0**	**9 982 247**	26	39	66	76	80
2	**Assistance psychosociale (Outcome 2)**													
2.1	Formation des relais communautaires et les acteurs pour l'identification	120 649	92 585	0	0	23 729	0	0	116 314	77	80	96		
2.2	Formation des psychologues professionnels	20 432	15 680	0	0	4 019	0	0	19 699	77	80	96		
2.3	Évaluation et prestation des psychologues pour 2500 personnes	135 135	103 702	0	0	26 578	0	0	130 280	77	80	96		
	Sous total	**276 216**	**211 967**	**0**	**0**	**54 326**	**0**	**0**	**266 293**	77	80	96	2	1.4
3	**Education par la radio (Outcome 3)**													

	Désignation	Coût Global	Dépense du fonds suisse	Dépenses UNICEF	Dépenses NORAD	Dépenses Dk/Fonds thématiques	Dépenses Comité japonais UNICEF	Gouvernement Japon	TOTAL	Part du financement DDC sur total prévu	Part du financement DDC total décaissé	Part du décaissé sur prévu	Part par volet sur budget décaissé	Part par volet prev.
3.1	Traduction des scripts dans les langues dominantes	187 387	7 240	0	41 957	29 897	0	0	79 094	4	9	42		
3.2	Production des émissions	140 541	46 821	95 892	0	20 160	12 141	0	175 014	33	27	125		
3.3	Diffusion des émissions (3 radio par région dans les 06 autres)	648 649	61 843	92 058	0	8 981	0	0	162 882	10	38	25		
3.4	Appui à la mise en place et fonctionnement des clubs d'écoute (20,000 enfants)	72 072	75 341	0	0	0	0	0	75 341	105	100	105		
3.5	Dotation des enfants des écoles fermées en poste radio	360 360	30 000	0	0	0	0	0	30 000	8	100	8		
	Sous total	**1 409 009**	**221 245**	**187 950**	**41 957**	**59 038**	**12 141**	**0**	**522 331**	16	42	37	4	7
4	**Suivi évaluation et capitalisation et visibilité (Outcome 4)**													
4.1	Etude audience	108 108	0	0	0	46 960	0	70 000	116 960	0	0	108		
4.2	Etude d'évaluation Baseline et Endline	108 108	3 850	19 290	0	0	0	0	23 140	4	17	21		
4.3	Appui au suivi évaluation par les encadreurs pédagogiques	39 640	2 547	9 458	0	0	0	0	12 005	6	21	30		
4.4	Appui à la mise en œuvre de la plateforme Edu-trac	36 036	10 015	0	85185	91 212	0	0	186 412	28	5	517		
4.5	Appui au fonctionnement des cadres et instances de suivi	72 072	22 787	18 283	11468	83 288	35 918	0	171 744	32	13	238		
4.6	Visibilité UNICEF (lancement, couverture médiatique, vidéo).	90 090	21 635	9 943	0	0	34 652	0	66 230	24	33	74		
4.7	Support, frais ONG	936 937	154 686	0	0	590 409	112 379	0	857 474	17	18	92		

	Désignation	Coût Global	Dépense du fonds suisse	Dépenses UNICEF	Dépenses NORAD	Dépenses Dk/Fonds thématiques	Dépenses Comité japonais UNICEF	Gouvernement Japon	TOTAL	Part du financement DDC sur total prévu	Part du financement DDC total décaissé	Part du décaissé sur prévu	Part par volet sur budget décaissé	Part par volet prev.
	Sous total	**1 390 991**	**215 520**	**56974**	**96653**	**811 869**	**182 949**	**70 000**	**1 433 965**	15	15	103	11	7
	Total des programmes	**18 280 662**	**4 557 431**	**582 880**	**893 166**	**3 618 823**	**2 482 536**	**70 000**	**12 204 836**	25	37	67		
	B. Couts supports de gestion													
	Operational support services													
	1 assistant programme (UNICEF)	161 989	23 407	107 993	0	0	0	0	131 400	14	18	81		
	1 chauffeur	67 157	0	0	0	0	30 510	0	30 510	0	0	45		
	2 administrateurs programme	457 935	114 070	152 645		152 645	0	0	419 360	25	27	92		
	1 spécialiste en éducation (50%)	139 322	0	0	0	92 881	0	0	92 881	0	0	67		
	Support logistic (UNICEF)	150 229	46 870	0	0	0	170 943	0	217 813	31	22	145		
	Sous total Cout support gestion	**976 632**	**184 347**	**260 638**	**0**	**245 526**	**201 453**	**0**	**891 964**	19	21	91	7	5
	Total UNICEF	**19 257 294**	**4 741 778**	**843 518**	**893 166**	**3 864 349**	**2 683 989**	**70 000**	**13 096 800**	25	36	68		
5	**Outcome 5 (PAM)**													
5,1	Coûts d'acquisition des vivres pour 30 500 enfants (520 mt de vivres)	395 210	395 210	0	0	0	0	0	395210	100	100	100		
5,2	Coûts de la logistique pour 520 mt de vivres (transport, stockage, manutention et autres frais au port..)	70 687	70 687	0	0	0	0	0	70687	100	100	100		
5,3	Coûts de la mise en oeuvre (formation, équipements et autres coûts)	39 322	39 322	0	0	0	0	0	39322	100	100	100		
	Total des programmes	**50 5219**	**505 219**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**505219**	100	100	100		
	Coûts de support direct	22 482	22 482	0	0	0	0	0	22482	100	100	100		

	Désignation	Coût Global	Dépense du fonds suisse	Dépenses UNICEF	Dépenses NORAD	Dépenses Dk/Fonds thématiques	Dépenses Comité japonais UNICEF	Gouvernement Japon	TOTAL	Part du financement DDC sur total prévu	Part du financement DDC total décaissé	Part du décaissé sur prévu	Part par volet sur budget décaissé	Part par volet prev.
	du bureau pays													
	Coût d'appui du siège (PAM)	34 300	34 300	0	0	0	0	0	34300	100	100	100		
	Total PAM	**56 782**	**56 782**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**56 782**	100	100	100		
	Total des activités	**19 819 295**	**5 303 779**	**843 518**	**893 166**	**3 864 349**	**2 683 989**	**70 000**	**13 658 801**	27	39	69		
	Recovery cost (8%)	1 585 543,6	424302,32	67481,44	71453,28	309147,92	214719,12	5600	1092704,08	27	39	69		
	TOTAL PROJET	**21 404 839**	**5 728 081**	**910 999**	**964 619**	**4 173 497**	**2 898 708**	**75 600**	**14 751 505**	27	38,83048739	69		

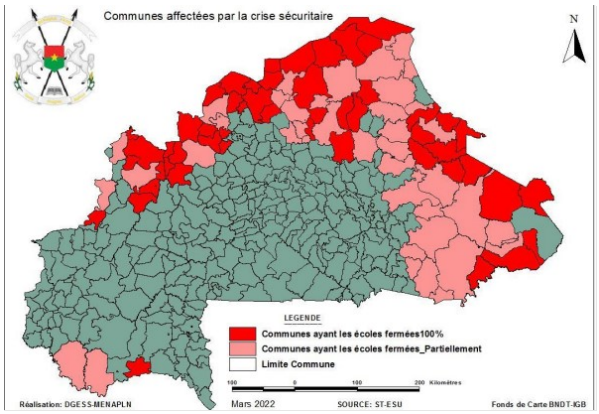
Analyse financière des acteurs d'implémentation HI et DRC

Désignation	Montant HI (XOF)					S/TOTAL	%	Montant DRC (XOF)					S/TOTAL	%
	2017	2018	2019	2020	2021			2017	2018	2019	2020	2021		
Réduction des risques et plans de préparation (safe school)	32 106 400	339 843 150	317 525 850	202 395 150	113 116 770	1 004 987 320	50%	-	319 477 500	377 197 500	393 407 849	208 816 141	1 298 898 990	57%
Appui psychosocial & Protection	45 339 500	95 205 750	183 144 050	127 448 025	137 336 122	588 473 447	29%	-	122 735 500	161 797 500	174 740 349	100 399 720	559 673 069	25%
Gestion efficace et frais de siège	33 615 624	85 071 573	117 315 719	109 845 580	83 429 771	429 278 267	21%	-	98 973 599	110 869 300	111 572 459	89 476 038	410 891 396	18%
TOTAL	**111063541**	**520122491**	**617987638**	**439690775**	**333884684**	**2022739034**	**100%**	**0**	**541188617**	**649866319**	**679722677**	**398693920**	**2269463455**	**100 %**

6.10 Données sur les fermetures d'établissements scolaires (rapports ESU avril 2022)

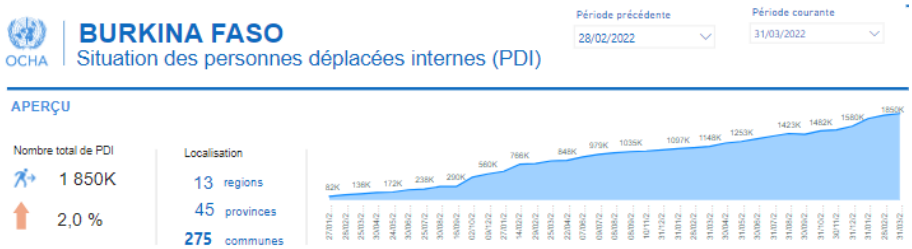
	Nb établissement fermés (mars 2022)	Nb élèves affectés	dont filles	Enseignants	dont femmes
Est	1049	175 472	83 765	5 503	1 476
Sahel	972	105 584	48 857	3 964	1 329
Boucle du Mouhoun	830	180 024	55 682	4 803	1531
Centre-Nord	556	84 837	40 255	2 075	696
Nord	471	103 322	50 956	2 613	936
Centre-Est	143	19 282	8 506	638	160
Cascades	72	11 841	5 539	320	126
Sud-Ouest	53	5 319	2 605	182	31
Hauts-Bassins	2	242	118	6	0

Source : Rapport ESU avril 2022



Source : Rapport statistique mensuel de données d'Education en Situation d'Urgence du 31 mars 2022. MENA/PLN

Données sur les PDI



6.11 Annexe – photos prises par la mission

APE, AME, COGES et Elèves Ecole Ouédcé-CEB Korssimoro – région Centre Nord

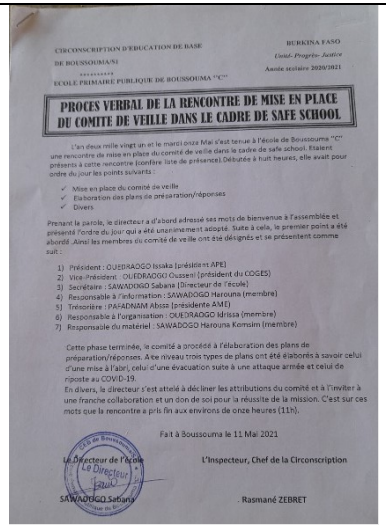




APE, AME, COGES, Elèves, 1 Enseignant formé_Ecole Boussouma C_CEB Boussouma – région Centre Nord





APE, AME, COGES_Ecole Boalin-CEB Korssimoro – région Centre Nord	Plan de préparation Ecole de Boussouma
	

CIRCONSCRIPTION D'EDUCATION DE BASE
DE BOUSSOUMA/N1
ECOLE PRIMAIRE PUBLIQUE DE BOUSSOUMA "C"

BURKINA FASO
Unité- Progrès- Justice
Année scolaire 2020/2021

PROCES VERBAL DE LA RENCONTRE DE MISE EN PLACE DU COMITE DE VEILLE DANS LE CADRE DE SAFE SCHOOL

L'an deux mille vingt un et le marci onze Mai s'est tenue à l'école de Boussouma "C" une rencontre de mise en place du comité de veille dans le cadre de safe school. Etaient présents à cette rencontre (confère liste de présence).Débutée à huit heures, elle avait pour ordre du jour les points suivants :

- ✓ Mise en place du comité de veille
- ✓ Elaboration des plans de préparation/réponses
- ✓ Divers

Prenant la parole, le directeur a d'abord adressé ses mots de bienvenue à l'assemblée et présenté l'ordre du jour qui a été unanimement adopté. Suite à cela, le premier point a été abordé .Ainsi les membres du comité de veille ont été désignés et se présentent comme suit :

1) Président : OUEDRAOGO Issaka (président APE)
2) Vice-Président : OUEDRAOGO Oussen((président du COGES)
3) Secrétaire : SAWADOGO Sabana (Directeur de l'école)
4) Responsable à l'information : SAWADOGO Harouna (membre)
5) Trésorière : PASADNAM Absse (présidente AME)
6) Responsable à l'organisation : OUEDRAOGO Idrissa (membre)
7) Responsable du matériel : SAWADOGO Harouna Komsim (membre)

Cette phase terminée, le comité a procédé à l'élaboration des plans de préparation/réponses. A ce niveau trois types de plans ont été élaborés à savoir celui d'une mise à l'abri, celui d'une évacuation suite à une attaque armée et celui de riposte au COVID-19.
En divers, le directeur s'est attelé à décliner les attributions du comité et à l'inviter à une franche collaboration et un don de soi pour la réussite de la mission. C'est sur ces mots que la rencontre a pris fin aux environs de onze heures (11h).

Fait à Boussouma le 11 Mai 2021

Le Directeur de l'école — L'Inspecteur, Chef de la Circonscription

SAWADOGO Sabana — Rasmané ZEBRET

Simulations_école Boussouma C-CEB Boussouma – région Centre Nord		
		

7F-10090.01 Ecole Résiliente

Évaluation finale externe du projet « École résiliente au Burkina Faso », phase unique, 2018-2022

Management response

Prise de position sur l'Évaluation finale externe du projet « École résiliente au Burkina Faso », phase unique, 2018-2022

Analyse de l'évaluation

L'évaluation a été menée par le bureau d'études ACK International conformément aux normes internationales. Le processus d'évaluation a été bien géré, et le groupe de référence de la DDC composé de Christian Eggs (ESC), Yvan Pasteur (PYV), Irina Peyer (PYI), Damase Zouré (ZOM) et Panoussa Compaoré (COP) y a été étroitement associé.

Les évaluateurs ont atteint les principaux objectifs, à savoir :

- Analyser la mise en œuvre du projet école résiliente selon les critères CAD de l'OCDE ;
- Déterminer si le projet école résiliente a atteint les résultats escomptés ;
- Identifier les leçons tirées de l'élaboration des documents du projet, de la mise en œuvre des activités et de la gestion du projet au niveau de l'UNICEF et les opérateurs ;
- Identifier et analyser les atouts et les faiblesses de l'intervention de l'UNICEF et ses partenaires de mise en œuvre cofinancé par la Coopération suisse au Burkina Faso
- Identifier et décrire les bonnes pratiques à capitaliser, ainsi que les leçons clefs à tirer pour le projet Ecole résiliente
- Formuler des recommandations pour orienter le Bureau de la coopération suisse dans son appui à l'éducation en situation d'urgence (interventions à prioriser, modalités, partenariats, zones géographiques) ;
- Analyser dans quelle mesure le projet école résiliente a pu intégrer des différents volets du triple nexus (volets développement, humanitaire, paix) ;
- Analyser dans quelle mesure l'approche de la programmation sensible aux conflits a été appliquée.

La DDC apprécie l'exhaustivité du rapport d'évaluation et la bonne analyse des éléments clés de la performance de la DDC dans projet « École résiliente au Burkina Faso »

L'analyse du rapport et les recommandations qui en découlent sont considérées comme utiles pour renforcer l'orientation stratégique de l'intervention de la DDC dans la thématique de l'éducation en situation d'urgence au Burkina Faso.

Principales constatations

Le bureau d'études ACK International a conduit l'évaluation conformément aux objectifs à lui assignés dans les TDR. Des réponses adéquates ont pu être apportées aux

principales questions posées et ce avec des illustrations quantitatives et qualitatives. Des appréciations ont été fournies par l'évaluateur. Les atouts et bonne pratiques du programme ont été relevés par les évaluateurs. Les insuffisances, les faiblesses et les limites de certaines approches qui ont marqué la mise en œuvre du programme ont été mises en exergue et analysées. Les analyses critiques et expertes des évaluateurs ont abouti à des formulations de recommandations fortes dans la perspective de la poursuite des interventions de la Suisse dans la thématique de l'éducation en situation d'urgence à travers le nouveau programme Education de Qualité, Inclusive, Protectrice et Equitable-EQUIPE.

De ce qui précède, le bureau de Coopération suisse et agence consulaire au Burkina Faso est globalement satisfaite du rapport d'évaluation et valide les analyses, les enseignements et les recommandations qui sont faites.

Sur 8 recommandations majeures des évaluateurs, 4 sont « entièrement approuvées » (vert), 2 sont « partiellement approuvées » (orange) et 2 ne sont « pas approuvées » (rouge). La DDC accepte de saisir cette opportunité pour améliorer ses résultats en engageant des mesures spécifiques conformément aux recommandations.

1. Prévoir autant que possible un temps de préparation conséquent et promouvoir des concertations autour de la préparation des interventions, du ciblage des bénéficiaires et des zones d'intervention, de la durée des interventions et des moyens alloués afin de garantir la mutualisation des ressources et l'adhésion des parties prenantes	
2. Conduire un rééquilibrage financier sur les aspects prise en charge psychosociale (PSS), programme d'éducation par la radio (PER) et cantines scolaires pour renforcer la synergie éducation/protection.	
3. Soutenir et promouvoir des approches conjointes telles que proposées par les agences FAO/UNICEF/ PAM autour des cantines scolaires qui se sont avérées être un grand facteur de soutien au maintien scolaire (création et renforcement d'actifs productifs avec l'école)	
4. Améliorer le ciblage des interventions et la planification en réalisant par exemple une étude actualisée des adolescents et enfants et en dehors de l'école (EADE) au Burkina, 5 ans après la première étude	
5. Dans les régions prioritaires de la DDC, apporter des financements directs (ex. Humanité et Inclusion (HI), Conseil danois pour les réfugiés (DRC), programme alimentaire mondial (PAM) pour promouvoir une continuité des appuis de la phase unique	
6. Abonder le fonds commun pour soutenir UNICEF/MENA/PLN (rôle central) : renforcer le dialogue politique (UNICEF/ST ESU/MENA/PLN), l'appui au déploiement national et la mise à l'échelle de cet outil préventif pour toucher toutes les régions du Burkina et préparer le personnel éducatif et les élèves	
7. Dans la mesure du possible, centraliser les fonds auprès d'une structure clé (agence, organisation, service) pour renforcer la coordination et éviter la multiplication des projets et des délégations	

8. Poursuivre les actions de renforcement des capacités des acteurs et en particulier de la communauté éducative par : • L'inscription de la formation Safe school dans les curricula de formation initiale des maîtres avec une vision élargie du risque (risques d'attaques, catastrophes naturelles, engins explosifs, crise sanitaire) et dans la mesure du possible y introduire également les approches en éducation inclusive, les bases en accompagnement psychosocial, l'éducation à la paix • La poursuite de la mise en place d'un pool de formateurs Safe school et renforcer le MENA/PLN dans ses missions de ciblages et de formation • L'élargissement du spectre au post-primaire et au secondaire pour étendre la formation à tous les niveaux d'éducation, • La mutualisation des actions de formation autour d'une offre de prévention pour renforcer les communautés (prévention des risques, PSS, instruction civique et à la cohésion sociale) en ciblant notamment les chefs religieux et les notables • L'implication des communautés et des acteurs locaux (éducation et action sociale notamment) pour promouvoir l'institutionnalisation et la pérennisation de l'approche.	
Entièrement approuvée	Partiellement approuvée / Pas approuvée

Recommandations, prise de position et mesures

Recommandation 1		
Prévoir autant que possible un temps de préparation conséquent et promouvoir des concertations autour de la préparation des interventions, du ciblage des bénéficiaires et des zones d'intervention, de la durée des interventions et des moyens alloués afin de garantir la mutualisation des ressources et l'adhésion des parties prenantes.		
Prise de position : recommandation entièrement approuvée par le buco, car les aspects évoqués seront pris dans la planification du mandat du nouveau programme EQUIPE.		
Entièrement approuvée	Partiellement approuvée	Pas approuvée
Le bureau de coopération suisse au Burkina Faso a soumis une entrée en matière de son nouveau programme EQUIPE qui couvre la période 2023-2034 et avec un crédit d'ouverture (2022) pour la formulation de la première phase 2023-2026. L'éducation en situation d'urgence qui reste une thématique clé dudit nouveau programme notamment à travers le probable mandataire qui sera recruté par appel d'offres. Le cas échéant, celui-ci sera chargé de toute la planification opérationnelle et financière du volet du programme qui sera mis en œuvre dans les régions du Centre Nord, du Centre Ouest et des Hauts-Bassins. Tous les aspects de la recommandation pourront être pris en compte par le mandataire dans la formulation de l'intervention.		
Mesures	Responsabilité	Calendrier
a) Inscrire dans le cahier de charges (dossier d'appel d'offres) du mandataire la planification de l'intervention de la DDC dans la thématique Education en situation d'urgence	Buco et Chargé de programme Education	DAO en octobre 2022
b) Prévoir un délai suffisant de planification du mandat : 5 à 6 mois	Buco et Chargé de programme Education	Janvier à juin 2023

Recommandation 2		
Conduire un rééquilibrage financier sur les aspects prise en charge psychosociale (PSS), programme d'éducation par la radio (PER) et cantines scolaires pour renforcer la synergie éducation/protection.		
Prise de position : Le buco a noté le déséquilibre entre les composantes dans la mise en œuvre du projet, surtout au détriment des aspects de prise en charge psychosociale et de cantines scolaires. La recommandation est bien pertinente.		
Entièrement approuvée	Partiellement approuvée	Pas approuvée
L'évaluation externe a montré que le projet école résiliente, surtout le volet financier et opérationnel a été fortement dominé par la composante « renforcement de la résilience par l'approche Safe school : formation des enseignants, assistants sociaux, membres de la communauté à la réduction des conflits et catastrophes naturelles ; renforcement des dispositifs d'accueil ». Les autres volets très importants (prise en charge psychosociale (PSS), programme d'éducation par la radio (PER) et cantines scolaires) n'ont pas bénéficié de la même attention opérationnelle pendant la mise en œuvre du programme. L'évaluation a montré que dans la plupart des écoles de la zone d'intervention du projet, peu de personnel avait été formé en PSS et en conséquence, de nombreux cas de traumatisme d'élèves ou d'enseignants n'ont pu être pris en charge. Quant au volet, cantines scolaires, c'est seulement à la faveur du crédit additionnel que le PAM a été à contribution à hauteur de 500 000 USD pour prendre en compte cet aspect.		
Mesures	Responsabilité	Calendrier
a) Veiller à un équilibrage financier dans la planification de l'intervention sur l'ESU couvrant les 3 régions du nouveau programme EQUIPE	Chargé de programme et mandataire	Phase de formulation et phase 1 de EQUIPE 2023-2026
b) Faire le suivi dans la mise en œuvre du nouveau programme et s'assurer de l'équilibre financier des différentes composantes	Chargé de programme, mandataire et comité de pilotage du mandat	Phase 12023-2026 de EQUIPE

Recommandation 3		
Soutenir et promouvoir des approches conjointes telles que proposées par les agences FAO/UNICEF/ PAM autour des cantines scolaires qui se sont avérées être un grand facteur de soutien au maintien scolaire (création et renforcement d'actifs productifs avec l'école)		
Prise de position		
Entièrement approuvée	**Partiellement approuvée**	Pas approuvée
Bien que cette initiative conjointe des agences onusiennes semble pertinente, le Buco ne dispose de toutes les informations relatives pour prendre une position positive. Nous l'approuvons partiellement sous réserve des analyses et réflexions stratégiques en cours.		
Mesures	Responsabilité	Calendrier
a) Effectuer une mission conjointe terrain PAM/FAO/UNICEF/Suisse afin de mieux connaitre l'approche et la documenter	Chargé de programme	4ème trimestre 2022
b) Prévoir des rencontres entre l'équipe devant formuler le programme EQUIPE et les agences PAM/FAO/UNICEF, et étudier la faisabilité de prise en compte	Chargé de programme	Janvier – juin 2023

Recommandation 4		
Améliorer le ciblage des interventions et la planification en réalisant par exemple une étude actualisée des adolescents et enfants et en dehors de l'école (EADE) au Burkina, 5 ans après la première étude		
Prise de position		
Entièrement approuvée	Partiellement approuvée	Pas approuvée
L'étude récente sur les EADE au Burkina Faso a été réalisée par UNICEF et publiée en 2017. Elle a fait ressortir l'ampleur et le profil des EADE. Cependant, le changement de contexte dû aux crises sécuritaire et sanitaire a fortement impacté l'école burkinabè. Le nombre de personnes déplacées dont des élèves et des enfants en âge scolaire continue de s'accroitre et cela contribue à augmenter le nombre de déscolarisés. Bien que la réalisation d'une étude sur les EADE soit pertinente, sa conduite dans un contexte volatile et instable ne s'avère pas nécessaire. Sa réalisation, plus utile dans une période post conflit et pacifiée, permettra de mesurer toute l'ampleur des enfants en dehors de l'école.		
Mesures	Responsabilité	Calendrier
a) Inscrire la réalisation de l'étude dans le budget de la phase 1 de EQUIPE sous la modalité d'une contribution avec d'autres partenaires de l'éducation b) Faire un plaidoyer dans le groupe des partenaires locaux de l'éducation pour la réalisation de l'étude dans une période post conflit	Chargé de programme	Au cours de la phase de planification

Recommandation 5		
Dans les régions prioritaires de la DDC, apporter des financements directs (ex. Humanité et Inclusion (HI), Conseil danois pour les réfugiés (DRC), programme alimentaire mondial (PAM) pour promouvoir une continuité des appuis de la phase unique		
Prise de position		
Entièrement approuvée	Partiellement approuvée	**Pas approuvée**
Pour le futur programme EQUIPE, le choix des modalités ainsi que le choix des partenaires est de la responsabilité du Buco. Nous considérons cette recommandation comme une suggestion.		

Recommandation 6		
Abonder le fonds commun pour soutenir UNICEF/MENA/PLN (rôle central) : renforcer le dialogue politique (UNICEF/ST ESU/MENA/PLN), l'appui au déploiement national et la mise à l'échelle de cet outil préventif pour toucher toutes les régions du Burkina et préparer le personnel éducatif et les élèves.		
Prise de position		
Entièrement approuvée	Partiellement approuvée	Pas approuvée
La Suisse abonde depuis de longues années le fonds commun avec d'autres partenaires en soutien au secteur de l'éducation de base. Ce fonds commun finance les actions de l'éducation en situation d'urgence dont le déploiement et la mise à l'échelle des approches de prévention et des innovations en vue d'assurer la continuité éducative. Les partenaires du fonds commun dont la Suisse et l'UNICEF continuent le plaidoyer à travers le dialogue politique pour le renforcement de l'appui financier aux actions du MENAPLN sur l'ESU.		
Mesures	Responsabilité	Calendrier
a) Poursuivre le principe d'une contribution de la Suisse au fonds commun du secteur de l'éducation de base (CAST/FSDEB) dans la planification de EQUIPE	Le buco et le chargé de programme	Phase 1 2023-2026

Recommandation 7		
Dans la mesure du possible, centraliser les fonds auprès d'une structure clé (agence, organisation, service) pour renforcer la coordination et éviter la multiplication des projets et des délégations		
Prise de position		
Entièrement approuvée	Partiellement approuvée	**Pas approuvée**
Cette modalité n'est pas d'actualité puisque le Buco a décidé faire recours à un mandataire qui fera la planification de la phase 1 de EQUIPE qui conduira la mise en œuvre des activités avec les partenaires opérationnels requis et l'Etat.		

Recommandation 8		
Poursuivre les actions de renforcement des capacités des acteurs et en particulier de la communauté éducative		
Prise de position		
Entièrement approuvée	Partiellement approuvée	Pas approuvée
La poursuite des actions de renforcement des capacités des acteurs est au cœur de l'intervention de la DDC dans le secteur de l'éducation au Burkina Faso. La quête de la qualité de l'éducation et de l'amélioration de la gouvernance du secteur conduit au renforcement des capacités des acteurs aux niveaux central, déconcentré et décentralisé. Ces actions de renforcement des capacités sont conduites à travers les fonds communs (FONAENF et CAST) mais aussi le mandat qui couvrent les 3 régions prioritaires. Des consultants recrutés pour élaborer le rapport de faisabilité des thématiques identifiées dans l'entrée en matière aideront à affiner les réflexions sur l'amélioration de la qualité de l'éducation et le renforcement des capacités des acteurs.		
Mesures	Responsabilité	Calendrier
a) Identifier les actions de renforcement des capacités des acteurs au cours de la formulation du nouveau programme EQUIPE. b) Poursuivre le plaidoyer dans le cadre du dialogue politique PTF/Gouvernement autour de la question du renforcement des capacités pour une éducation de qualité et inclusive	Le buco et le chargé de programme Le buco et le chargé de programme	Mai 2022 à juin 2023 En continu

Le chargé de programme

COMPAORE Panoussa UI0I1J
13.09.2022

Info: admin.ch/esignature | validator.ch

Panoussa Compaoré

Le Chef de coopération

Eggs Christian 0FJQK0
13.09.2022

Info: admin.ch/esignature | validator.ch

Christian Eggs